9e ANNEE 10 DECEMBRE 1937

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VIIe

Sommaire

10 DÉCEMBRE 1937

T. LIII — N° 2 10 Décembre 1937

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

Christianus. *Une soirée à la Mutualité.*

En attendant que le R. P. Ducattillon, nommément mis en cause par Maurice Thorez dans son discours de la Mutualité, réponde ici même au leader communiste, Christianus donne les motifs essentiels de notre *Non possumus.*

T.-S. Eliot. *Le catholicisme et l'ordre international.*

T.-S. Eliot n'est pas seulement le poète de *Gaste Lande* et de *Tyresias* qu'on nous présente plus bas. Il est un de ceux qui, revenus du maurrassisme, contribuent à l'heure actuelle le plus efficacement à pénétrer de christianisme la morale politique. Les pages suivantes sont un essai de détermination des ressources qu'on est en droit d'attendre de la sagesse chrétienne pour l'édification de l'ordre international. Cet article du directeur de *Criterion* est au surplus un excellent échantillon de certaine manière, bien anglaise, d'aborder les problèmes d'éthique.

A.-D. Tolédano. *Les catholiques et l'organisation de la paix. La Conférence de Dublin.*

Écarté le *pacifisme* dont Eliot dénonçait à bon droit les attaches avec le rationalisme, la *paix* internationale ne représente-t-elle plus à l'heure actuelle un idéal légitime pour des catholiques?

C. A. R. *L'apostolat rural.*

M. Nedoncelle. *Réflexions sur l'esprit des catholiques.*

Memento des revues.

Billet de Christianus

Une soirée à la Mutualité

Pendant cinquante ans, il n'y eut à être proposés à l[a] conscience des catholiques que des problèmes de résistanc[e] et de bataille. C'est la nouveauté et le progrès de l'heure d[e] voir se poser pour eux, sur tous les terrains, des problème[s] de collaboration.

Dans quel esprit les résoudre ? Comment répondre à l'in[-]vitation qui nous est adressée ? Et, pour prendre le cas l[e] plus sensationnel, comment répondre à la main tendue qu[e] Thorez nous offre avec insistance et avec éclat ?



Ne voyez-vous pas que c'est une rouerie, — et encore cou[-]sue de gros fil, — répondent, en chœur, les journalistes[.] Peut-être. Je n'en sais rien. Dieu le sait. Mais pourquo[i] soupçonner inutilement la mauvaise foi ? Bonne foi ou mau[-]vaise foi, cela importe assez peu au problème qui se pos[e.] C'est à ce que nous offre Thorez, à sa doctrine et à ses acte[s] qu'il nous faut accorder ou refuser notre collaboration.

On ne peut pas dire qu'il dissimule sa doctrine. « Nou[s] sommes marxistes léninistes, nous professons le matéri[a-]lisme historique », *affirme-t-il dans cette conférence de [la] Salle de la Mutualité, le 26 octobre, où, tour à tour, les au[-]diteurs sourient du paradis des chrétiens et applaudissen[t] aux encycliques pontificales.*

Mais alors, si la main qu'il nous tend est pleine de [ce] matérialisme déclaré, comment peut-il s'étonner que no[us] ne la prenions pas ?

Deux doctrines ici s'affrontent, auxquelles leurs adept[es]

prétendent donner la même valeur d'absolu. Car il ne faut pas s'illusionner et, après avoir traité le marxisme de pragmatisme, méconnaître qu'il est pour les marxistes un engagement définitif : aux yeux de ceux-ci, ce « pragmatisme », c'est « le tout de l'homme », et l'ambition est bien de remplacer la foi chrétienne par une autre que l'on prétend aussi exigeante. Est-il donc honnête d'accepter de collaborer avec les adeptes d'une doctrine qui s'oppose radicalement à la nôtre, et que nous avons, nous, le devoir de combattre ?

« Mais, insiste Thorez, en dehors de nos doctrines qui s'opposent, il y a le désordre social, une humanité en souffrance, la liberté et la paix en péril. Et l'Église n'a-t-elle pas toujours eu souci de la pauvre humanité ? Quoi que nous pensions de sa spiritualité et de sa mystique, nous ne nions pas qu'elle ait contribué efficacement à l'éveil de la conscience sociale. Pourquoi ne vous uniriez-vous pas à nous pour sauver la paix et améliorer le sort du peuple en souffrance ? »

Peut-être pourrions-nous répondre avant toute chose : « Pourquoi ne serait-ce pas vous qui viendriez vous unir à nous, puisque vous reconnaissez que l'Église vous a précédés dans l'amour et dans le service du peuple ? » Mais puisqu'il s'agit, en effet, de créer un ordre de paix et de liberté, n'allons pas soulever une question de préséance.

Nous collaborerions volontiers avec vous si cet ordre de paix et de liberté, vous l'entendiez comme nous. Car il ne peut s'agir d'une collaboration accidentelle pour quelque amélioration de détail; celle-là est acquise, la C.F.T.C. n'a-t-elle pas toujours collaboré pour ces améliorations de détail avec la C.G.T. ? Mais s'il s'agit de réformes de structure, ici, de nouveau, nous nous heurtons à votre doctrine hostile.

Car elle vous accompagne dans toutes vos démarches. La bonne foi de vos propositions n'est pas en cause ; mais la doctrine développe sa dialectique et vous ne sauriez y échapper.

Vous n'entendez comme nous ni la paix, ni la liberté. Vous aboutissez, malgré vous, à sacrifier la personne provisoirement à l'État, et ultimement à la collectivité. Nous, nous voulons mettre la collectivité au service de la personne. Nous employons parfois les mêmes mots, mais nous n'avons ni même plan, ni même but. Et comme nous tenons

que votre plan, si vous réussissez à le réaliser, créerait u ordre d'injustice et de tyrannie et ferait le malheur d peuple que vous voulez servir ; en aucune façon, nous n pouvons accepter la collaboration telle que vous nous l proposez.

Est-ce à dire que, par ce refus, la discussion soit close Oui. Mais un nouveau problème, inéluctable, se dresse au sitôt.

La logique même de sa doctrine a obligé Thorez à rendr malgré lui, à l'Église un hommage — discutable sans dou — dont il nous faut toutefois tenir compte et dont on pe difficilement évaluer les conséquences sur les réactions se timentales des troupes communistes.

Jusqu'ici, toute la sensibilité communiste était en opp sition violente avec tout ce qui était l'Église. L'Église, c' tait l'arsenal de tous les traquenards contre le bonheur d peuple. Ceux qui poursuivaient ses prêtres et détruisaie ses temples passaient pour des libérateurs.

Il ne peut pas se faire que, dorénavant, les esprits et l cœurs ne soient un peu retournés. L'Église n'est pas l'e nemi, puisque les chefs lui tendent la main. Et les cœu encore défiants, mais intrigués, vont se rouvrir, un peu, la vieille musique chrétienne. Ce changement d'atmosphè et d'attitude est un événement qui peut être gros de cons quences pour l'avenir.

En attendant, que les catholiques profitent de l'attentic qui se pose sur eux et sur leur travail pour développer l'a tion sociale à laquelle on rend hommage. S'ils réussissent réaliser avec leur esprit, et selon leur doctrine divine, qu'il y a de légitime dans les aspirations des troupes co munistes, ne sera-ce pas la manière la plus élégante prendre la main qu'on leur tend ?

Ils montreront du moins, ainsi, que leur refus de col borer n'est qu'un signe d'amour.

CHRISTIANUS.

Le catholicisme et l'ordre international

Je présume que nous sommes tous d'accord sur les déplorables conséquences des schismes chrétiens et que nous sommes convaincus de l'importance vitale d'une réconciliation de la Chrétienté. Nous savons aussi que si l'unité se faisait demain dans la Chrétienté, elle ne coïnciderait même pas avec le monde européen. Elle aurait contre elle non seulement un important ensemble d'influences positivement antichrétiennes, mais encore toutes les forces que nous appelons libérales, dont font partie tous ceux qui croient que les affaires de ce monde et celles de l'autre n'ont rien à voir ensemble ; qui croient que dans un monde parfait ceux qui aiment le golf pourraient jouer au golf, et ceux qui aiment la religion pourraient aller à l'église. Nous, par contre, sommes convaincus, bien qu'obscurément, que notre foi spirituelle devrait quelque peu nous guider dans les affaires temporelles ; que si tel n'est pas le cas, la faute est entièrement nôtre ; que la moralité repose sur la sanction religieuse et que l'organisation sociale du monde repose sur la sanction morale ; que nous ne pouvons juger des affaires temporelles qu'à la lumière des valeurs éternelles. Nous sommes acculés à ce qui, aux yeux du monde, doit paraître une croyance désespérée : un ordre mondial chrétien. L'ordre

mondial chrétien, est, en définitive, le seul qui, à tous les points de vue, pourra œuvrer.

En fait, pour autant que nous nous occupions des problèmes sociaux, politiques, économiques actuels, nous sommes tenus, en tant que catholiques, à une analyse beaucoup plus fouillée et des problèmes, et de chaque solution proposée, que le public ordinaire, voire que le spécialiste ordinaire. Ainsi nous exigeons de tout système, avant de lui accorder notre adhésion, qu'il remplisse les fonctions auxquelles l'ordinaire faiseur de systèmes est indifférent ; il faut par exemple qu'il reconnaisse la place de l'autorité ecclésiastique. Le rapport entre le naturel et le surnaturel ne saurait être réglé par un concordat. Je veux dire que seul le penseur chrétien est obligé d'examiner toutes les prémisses et de partir des propositions et des termes fondamentaux. Je ne suis pas qualifié pour discuter de la science politique ou économique, et cette dernière est pour moi plus incompréhensible que ne le sont les mathématiques. Pourtant, je ne puis m'empêcher de croire que la majorité de ceux qui pratiquent réellement les sciences politiques et économiques, dans leur effort même pour être scientifiques, pour délimiter avec précision le champ de leur activité, émettent des hypothèses qu'ils n'ont pas qualité de faire, dont ils ne sont même pas toujours conscients. Les opinions et les théories de chacun ont naturellement quelque ultime rapport avec la sorte d'homme qu'est ce chacun. Mais pratiquement, seul le catholique est dans l'obligation manifeste de découvrir quelle sorte d'homme il est — parce qu'il est dans l'obligation de perfectionner cet homme conformément à un idéal et à un canon définis. Le philosophe non-catholique, et à plus forte raison le philosophe non-chrétien, parce qu'il ne sent pas l'obligation de se modifier, et par conséquent n'éprouve pas le

besoin impérieux de se comprendre lui-même, est sujet à demeurer sous l'empire de ses préjugés, de son milieu social, de ses goûts individuels. Certes, nous ne sommes guère différents; mais nous du moins, je l'espère, nous admettons que notre devoir est de tenter de dominer ces tendances. Cette affirmation peut paraître extrêmement présomptueuse. Mais je parle moins en vertu de ma connaissance des sciences économiques, qui est sommaire, qu'en vertu de ma connaissance occasionnelle des économistes.

Aussi n'ai-je confiance en aucune proposition destinée à faire régner l'ordre dans le monde tant que celui qui l'émet n'a pas répondu de manière satisfaisante à cette question : que doit être la vie suivant le bien? Je crains que très souvent il ne puisse faire mieux que d'indiquer le genre de vie qu'il se trouve aimer, d'après sa nature et ses goûts individuels. Très peu de gens, en vérité, désirent être meilleurs qu'ils ne sont, ou, pour le dire en termes plus consacrés, ont faim et soif du bien. Et ce que nous nous trouvons aimer en tant qu'individus en dehors du courant principal qui est la tradition catholique n'est souvent que ce que notre propre catégorie d'individus s'est trouvée aimer dans d'étroites limites d'espace et de temps. Nous affirmons fréquemment comme des vérités éternelles des choses qui, en réalité, n'ont été admises que par un petit nombre de gens ou durant une période de temps très courte. Au lieu de faire peser toute l'histoire de notre civilisation sur nos conditions particulières, il nous arrive d'appliquer des modes de penser exclusivement récents ou locaux. Une philosophie d'action sociale agissante et vraiment satisfaisante qui se distingue d'expédients destinés à nous tirer momentanément d'affaire n'exige pas seulement de la science, mais de la sagesse. C'est peut-être trop attendre de n'importe quel homme

qu'il possède à la fois une compétence scientifique spécialisée et la sagesse; nous ne pouvons espérer que les économistes nous aident avant de savoir nous-mêmes ce que nous voulons d'eux. En fin de compte, nos opinions, nos sélections parmi les solutions qui nous sont offertes, différeront — en laissant de côté le rôle joué par les préjugés et l'intérêt personnel — suivant nos vues sur la nature humaine. Ceci n'est pas une question de science, mais de sagesse, et l'on n'acquiert la sagesse que de deux manières; on ne l'acquiert bien que de ces deux manières à la fois : l'étude de la nature humaine à travers l'histoire, les actions humaines dans le passé, le meilleur de ce qui a été écrit et pensé, et l'étude, par l'observation et l'expérience, des hommes et des femmes autour de nous.

Je crois que l'Église catholique, avec ce qu'elle a hérité d'Israël et de la Grèce, est encore, comme elle l'a toujours été, le grand tabernacle de la sagesse. La sagesse semble être une denrée de moins en moins à la portée des établissements d'enseignement; car les méthodes et les idéaux en vogue dans l'éducation moderne, la spécialisation scientifique d'une part, et les humanités traitées soit comme une pseudo-science, soit comme une culture superficielle, ne sont pas calculés pour développer les dispositions pour la sagesse, chose que les établissements d'enseignement ne peuvent certes pas nous apprendre parce que cela ne peut être appris ni en partie ni complètement dans un tel milieu; mais qu'ils peuvent nous apprendre à désirer, qu'ils peuvent nous apprendre à acquérir. Le monde moderne sépare l'intellect et les émotions. Ce qui peut être réduit à une science, dans son étroite conception de « science », ce qui peut être manœuvré grâce à l'acuité de l'esprit maîtrisant un matériel limité et technique, il le respecte; le reste peut être un gaspillage de gestes incontrôlés et d'émotions puériles. Je

souhaite que la classique conception de la sagesse soit restaurée, de sorte que nous puissions ne pas être entièrement abandonnés au théoricien de la politique d'une part, au démagogue de l'autre. Pour le politicien ordinaire, la sagesse se confond avec l'opportunité ; pour le théoricien de la politique, elle disparaît en théorie ; mais la sagesse, y compris la sagesse politique, ne peut ni être résumée en une science, ni être réduite à un « truc » ; on ne peut pas non plus y suppléer en formant un comité composé de savants et de truqueurs en nombre égal. Et la sagesse humaine, j'ajoute enfin, ne peut pas être séparée de la sagesse divine, à moins de devenir une sagesse mondaine aussi vaine que la folie elle-même.

Mon but jusqu'ici a été simplement de mettre en évidence que nous, en tant que Catholiques, ne pouvons simplement accepter ou rejeter les solutions offertes par les théoriciens spécialisés selon que, du point de vue superficiel, ils admettent ou non une place pour nous et pour notre foi. Nous avons à critiquer les hypothèses morales, explicites ou implicites, et à reconnaître quelles sont, de notre point de vue, les limites et les erreurs de leurs auteurs. Et nous-mêmes, je le suspecte, sommes susceptibles de tomber dans les attrape-nigauds disposés par nous. Nous sommes toujours en danger de transposer trop littéralement certaines notions d'un ordre dans un autre. Je distingue deux pièges principaux ; les idées d'autorité, de hiérarchie, d'ordre et de discipline, appliquées de façon impropre au domaine temporel, peuvent nous conduire à quelque erreur d'absolutisme ou d'impossible théocratie. Ou bien les idées d'humanité, de fraternité

d'égalité devant Dieu, peuvent nous conduire à affirmer que le chrétien ne peut être que socialiste. L'hérésie est toujours possible ; et lorsqu'il y a une hérésie possible, il y en a toujours au moins deux, et lorsque deux doctrines sont en contradiction, nous ne nous rappelons pas toujours que toutes les deux peuvent être fausses. L'hérésie peut naturellement s'étendre aux affaires de ce monde que les gens ne jugent généralement pas d'après un tel critérium ; nous pouvons nous attendre à la trouver, par exemple, dans certains aspects du fascisme, de même que dans certains aspects du socialisme. C'est inévitable dans toute organisation d'hommes qui ne reconnaissent pas les fondements chrétiens de la société. Et ne soyons pas surpris de trouver deux hérésies antithétiques existant conjointement. La conception de la liberté individuelle, par exemple, doit être basée sur l'unique importance de chaque âme, la conscience du fait que tout homme est, en dernier ressort, responsable de sa propre salvation ou damnation, et l'obligation résultant pour la société de donner à chaque individu l'occasion de développer toute son humanité. Mais, à moins que cette humanité ne soit considérée par rapport à Dieu, nous pouvons nous attendre à trouver un amour excessif de la créature, en d'autres termes l'humanitarisme, menant à une véritable oppression des êtres humains en vue de ce qui est conçu par d'autres êtres humains comme leur propre intérêt. Je considère que seule la pensée chrétienne et catholique agissant dans le domaine de la sociologie peut nous sauver de ces extrêmes, qui ne font que créer une confusion pire lorsqu'elles se rencontrent. L'hérésie est souvent plus plausible, plus rationnelle en apparence et plus expédiente pour le moment que la véritable foi. Car on ne parvient pas à la sagesse en tirant une conclusion strictement logique des prémisses accordées ; souvent, on n'a pas le

moyen de faire accepter par la raison ceux qui ne veulent pas accepter. Il est évident que la seconde moitié du Sommaire de la Loi est une dérision et une tricherie si on enlève la première moitié ; mais comment prouver cela à un bâtisseur de systèmes? C'est une chose que nous savons être vraie grâce à ce qui peut être appelé la sagesse mondaine; en effet, la vraie sagesse mondaine conduit à la sagesse de l'autre monde, sans laquelle elle est incomplète.

Je ne veux point dire que les théories qui étudient le moyen de sauver le monde en général ou en particulier soient inévitablement fausses ou inutiles lorsqu'elles n'ont pas été bâties sur les fondements chrétiens et catholiques. Mais prenons par exemple une institution dont la plupart d'entre nous savent quelque chose, et dont un très petit nombre, auquel je n'appartiens pas, sait beaucoup. Je ne conteste pas l'utilité de la Société des Nations, que ce soit durant ses années d'existence ou dans l'avenir, si je dis qu'il aurait dû être évident dès le début que la S.D.N. ne pourrait jamais combler les aspirations de ses fondateurs. Sa conception tout entière me semble dater de l'époque de Rousseau et illustrer cette foi exagérée dans la raison humaine vers laquelle penchent les gens à émotions indisciplinées. L'hypothèse était que l'on pouvait prendre la société européenne, dans l'état de désorganisation et d'énervement où elle se trouvait en 1918, acceptant plutôt que désapprouvant le nationalisme déjà développé et appelé à se développer davantage; imposer à cette société une union fédérale fictive; l'équiper d'une machinerie centrale avec une organisation démocratique dans laquelle non seulement les nations fortes et faibles, mais encore les nations importantes ou non, les nations plus ou moins civilisées devaient se trouver dans une égalité nominalement

approximative, et espérer que la raison et l'intérêt personnel éclairé régleraient toutes les difficultés. Il se peut que j'aie tort, mais je serais étonné d'avoir entièrement tort. Et qu'est-ce aujourd'hui que la S.D.N.? C'est une machine ; je dirais que, comme toutes les machines dont les éléments sont des êtres humains groupés en comités, elle a trop de parties ; mais c'est encore une machine efficace pour les tâches secondaires auxquelles les hommes jugent bon de l'employer. Elle a réglé des disputes mineures entre membres mineurs de manière à préserver ce qu'il y avait de plus important : la paix et la dignité des deux parties. Dans des questions sur lesquelles la majorité des nations civilisées est encore assez civilisée pour soutenir, ou être obligée de professer, des principes communs, et où l'intérêt d'aucune nation ne se trouve préjudiciable à celui d'une autre, mais où les intérêts de toutes sont identiques — ainsi le trafic des stupéfiants ou la traite des noirs et des blanches ; dans de telles questions, je le crois, la S.D.N. pourra bien justifier, et probablement a déjà justifié sa fondation et ses frais. Mais dans les questions où les passions et les intérêts puissants sont engagés, elle doit se fier, comme tous les gouvernements démocratiques, à un équilibre d'intérêts plutôt qu'à l'intérêt commun, à une éthique de prudence, non à une éthique religieuse. C'est le modernisme dans le domaine politique. Je n'attaque pas la S.D.N., mais je cherche à définir ses limites ; elle pourra fonctionner d'autant mieux si nous les reconnaissons. Mais il aurait encore mieux valu que ses inventeurs aient vu eux-mêmes ces limites, car ce dont le sentimentalisme prend l'initiative, le cynisme et l'intrigue peuvent l'exploiter.

Le catholique devrait avoir un idéal élevé, ou plutôt, devrais-je dire, un idéal absolu et des ambitions modestes.

On peut dire que toutes les ambitions d'un paradis terrestre sont engendrées par un bas idéal. Je ne condamne pas tous les plans pour l'amélioration de l'humanité qui ne sont pas le produit du mode de penser catholique ; j'affirme seulement que tous ces plans, aussi bien que les nôtres lorsque nous sommes préoccupés de besoins terrestres immédiats, doivent être soumis à un examen tel que seule la sagesse catholique peut le faire. Envisageant n'importe quel système de société nettement antichrétien, nous sommes sûrs qu'un tel système, parce que fondé sur le faux, ne pourra fonctionner convenablement. Et, par « fonctionner convenablement », nous entendons également, à la longue, un minimum de bonheur humain. Il y a eu, ou on dit qu'il y a eu, des sociétés primitives dans lesquelles on trouvait une moyenne de plaisir bien plus élevée et une moyenne de peine bien plus basse que dans n'importe quelle société chrétienne qui ait jamais été ; les avocats de la réforme sexuelle nous renvoient toujours aux mœurs des heureux indigènes des îles Trobriand. En considérant n'importe quelle société primitive, nous pouvons seulement dire que la qualité de plaisir et de bonheur qui prévaut dans cette société est trop basse pour attirer une personne civilisée ; même le plus bas des individus civilisés ne peut s'adapter à une telle société sans détériorer, et incidemment dans beaucoup de cas, sans corrompre les indigènes. Mais il ne s'agit pas d'un choix entre la société civilisée et la société primitive ; il s'agit d'un choix entre l'ordre chrétien, l'ordre non-chrétien et l'ordre antichrétien. Avec le second de ces ordres nous sommes tous familiers et nous savons comment il fonctionne. Et le troisième, nous en sommes sûrs, ne fonctionnera pas mieux.

Ce qu'il nous faut viser, ce n'est pas simplement un ordre qui ne contredise pas l'ordre chrétien, un ordre dans lequel chrétiens et non-chrétiens puissent vivre en parfaite harmonie; tout programme qu'un catholique peut envisager doit viser à la conversion du monde entier. La seule unification possible du monde, nous le croyons, est l'unification religieuse; par là nous n'entendons pas seulement la soumission générale à une hiérarchie ecclésiastique unique et universelle, mais l'unité culturelle en religion, ce qui n'est pas la même chose que l'uniformité culturelle. Tout plan général d'harmonie internationale proposé comme substitut de l'unité religieuse est probablement davantage une menace qu'un espoir. Il distraira l'esprit des hommes des vraies issues, il les bercera d'un sentiment illusoire de vertu et de sécurité, et, comme toute structure élevée seulement par la raison humaine, il s'écroulera finalement sous l'assaut des passions humaines, laissant seulement une déception amère et inutile. Seul le catholique ne peut être déçu.

Notre devoir, me semble-t-il, envers tous les essais purement laïques ayant pour but de redresser le monde, est de les bien accueillir lorsqu'ils renferment quelque bien, et en même temps de proclamer leurs limites et le danger d'attendre d'eux plus que de telles inventions humaines ne peuvent accomplir. Nous, catholiques, nous n'avons pas été déçus à propos de développements dont, à telle époque ou à telle autre, on attendait l'avènement de l'unité du monde. A une certaine époque, le progrès et l'instruction étaient censés la faire, et la diffusion de la démocratie et des institutions parlementaires. Je crains que l'Angleterre et l'Amérique aient

cru alors que cela se ramenait, pour le reste du monde, à se modeler de force sur l'Angleterre et l'Amérique respectivement. Le fait est qu'il est très difficile pour n'importe quel d'entre nous de savoir en quoi nous sommes supérieurs aux autres peuples et en quoi simplement différents. Plus tard, ce que l'on appelle la conquête de l'espace devait, par l'accroissement des moyens de communication entre les peuples, faciliter la compréhension. La conquête de l'espace a permis aux peuples de se battre à de plus grandes distances, mais, d'autre part, elle n'a rien fait de ce qu'elle aurait dû ; en Amérique, grâce à la conquête de l'espace, on peut avoir des légumes et des fruits frais à toute époque de l'année, et ils n'ont aucun goût. On espérait que la standardisation unifierait les peuples au prix peut-être d'une certaine monotonie; la standardisation a tendance à rendre tous les peuples semblables là où il vaudrait mieux qu'ils fussent différents ; vous pouvez entendre la même sorte de musique à tous les postes d'émission de T.S.F. en Europe ; mais, pour vivre en amitié, tous les peuples ont besoin d'avoir en commun quelque chose de plus qu'un pas de danse ou qu'une maîtrise universelle des autos Ford. Plus récemment, nous avons souvent entendu que l'interdépendance économique et financière des nations rend l'harmonie et l'action commune, sinon inévitables, du moins impératives ; il faut nous entendre ou périr. Vous pouvez mettre différentes bêtes sauvages ensemble dans la même cage et leur dire qu'elles doivent se tolérer réciproquement et partager équitablement leur nourriture ou qu'elles périront ; mais il serait plus simple et plus humain de les enfermer dans des cages séparées, suivant leur espèce. Cette interdépendance des peuples d'organisation émotionnelle très différente commence maintenant à apparaître comme bonne tout simplement

à multiplier les occasions de discorde ; en espérer la moindre des choses est la récompense illusoire de ceux qui continuent à offrir des oblations à cette décevante déesse Raison, née il y a seulement cent cinquante ans.

Il est intéressant de noter que quelques-uns parmi les plus astucieux des enfants de ce monde économique commencent à soupçonner que l'internationalisme peut être l'ennemi de l'amitié internationale. Des critiques sardoniques ont même suggéré que les bureaux de voyage devraient être supprimés, sauf pour faciliter les pèlerinages religieux ; car plus les peuples se voient les uns les autres, soutiennent ces philosophes, plus ils ont d'occasions de ne pas se comprendre et de se détester ; chacun se souvient des occasions où il a été escroqué, traité grossièrement, ou eu un mauvais repas et un mauvais lit tandis qu'il voyageait. Mais un critique modéré pour qui j'ai un grand respect, M. Maynard Keynes, a autrefois avancé quelques suggestions à ce sujet dans deux articles intéressants de *The New Statesman*. M. Keynes critique le système dans lequel chaque petit actionnaire dépend en partie des revenus industriels souvent à l'autre bout de la terre, dont il ne connaît rien et sur lesquels il n'a pas de contrôle ; il voudrait voir la direction et la participation amenées plus près l'une de l'autre. Il me semble que beaucoup d'entreprises internationales, de même que la politique internationale, se sont gonflées à de telles dimensions qu'il est au-delà des possibilités de l'esprit humain de les contrôler efficacement, sûrement, avec le respect dû aux intérêts de tous ceux qui y sont impliqués. Nous avons vu plusieurs cas notables, au cours des récentes années, où le caractère de l'homme au pouvoir, plutôt que son cerveau, a cédé sous la pression — pour la misère ou la ruine des victimes presque innombrables. Et ce désir de simplification des relations

internationales auquel M. Keynes a donné voix me semble avoir quelque rapport avec l'aspiration au régionalisme que nous avons vu jaillir spontanément en diverses parties du monde : en Amérique, en Angleterre, et même, m'a-t-on dit, dans le Nord de l'Allemagne. Avec un tel mouvement, après que nous en ayons déduit le non-sens politique et le non-sens littéraire rétrospectif-sentimental, j'éprouve instinctivement de la sympathie ; de même je suis, également par instinct, car je n'ai pas de dons pour les idées abstruses, pour quelque sorte de réforme du crédit et du distributisme. J'ai peu d'espoir en l'avenir de l'Amérique jusqu'à ce que ce pays ne retombe en ses constituants naturels, divisions qui ne seraient pas seulement la vieille distinction entre Nord et Sud, et moins encore celle des 48 États.

Je me sens de plus en plus convaincu d'une chose : c'est que le catholique ne peut pas s'engager entièrement et absolument dans une quelconque des formes de l'ordre temporel. Je ne veux pas dire par là qu'il doit rester au-dessus de la mêlée, ou refuser d'épouser une cause ou d'adopter une manière de voir vers laquelle convergent la raison, la sensibilité et la sagesse ; mais cette attitude doit toujours être relative ; il ne doit jamais vouer, à aucun royaume de cette terre, la même passion qu'il doit accorder au Royaume de Dieu. Il est beaucoup d'occasions possibles dans lesquelles il peut, en toute conscience, donner sa vie pour une cause temporelle, mais jamais son sens des valeurs — se rappelant l'idée platonicienne que rien en ce monde n'est entièrement sérieux, ce « rien » comprenant évidemment la prolongation de sa propre existence sur cette terre. Je ne veux pas dire que je souhaite tirer, ou voir tirer, une ligne entre les affaires spirituelles et temporelles. Ce n'est pas seulement parce qu'il se trouve que nous sommes catholiques *et* des

individus d'esprit public que nous nous intéressons au affaires publiques et internationales; mais parce qu notre foi est d'une espèce qui nous oblige à ce derni intérêt. Aussi, si nous devons apporter notre part, no seulement comme citoyens, mais comme citoyens cath liques, nous ne devons pas nous contenter de parcour des livres bleus, des journaux et des traités politiques économiques; nous devons tout d'abord être absolume versés dans notre propre théologie.

Je fais cette réserve et marque cette distinction par que je sens que le monde sera toujours prêt à saisir tou excuse pour prétendre que les catholiques, et particul rement les anglo-catholiques, sont engagés dans quelq programme social qui devient pratiquement identiq à leur foi. Peut-être ces malentendus s'annulent-il nous sommes qualifiés de réactionnaires bigots ou c socialistes téméraires suivant les dispositions de tel crit que hostile et les tendances de quelque catholique ind viduel auquel il pense. Je crois que la vertu de la tol rance est très surestimée, et je ne vois pas d'objection être appelé un bigot moi-même; mais c'est un point c vue individuel. Mais je suis d'autant plus attentif en matière que j'ai fait, quelques années plus tôt, sageme ou non, une brève déclaration de foi religieuse, politiqu et littéraire qui a été depuis trop facilement citée. Ce peut avoir donné à certains critiques l'impression qu pour moi, ces trois choses étaient inextricables et *d'éga importance.*

Dans toutes les causes publiques auxquelles nous po vons nous dévouer, nous nous trouverons probableme

toujours alliés avec les non-catholiques de bonne volonté ; et nous aurons parfois à nous remémorer des présomptions très différentes qui peuvent se trouver à la base d'une action commune. J'ai déjà dit que le monde a tendance à mettre ses idéaux trop bas et ses ambitions trop haut ; qu'il est porté à mettre une foi aveugle dans le mécanisme ; qu'il est porté à espérer qu'une intelligente reconnaissance des intérêts et des possibilités matérielles, à laquelle on arriverait par le moyen des conférences et des rapports, redresserait les choses. Il attend trop d'une vague bienveillance et refuse d'envisager le fait qu'aucun grand changement ne pourra jamais survenir sans une conversion morale. Il vit dans l'attente constante de quelque miracle matériel et suit quelque feu follet qui pour quelques regards prend l'aspect de la prospérité et pour d'autres celui de la révolution.

Cette paresse morale et cette évasion est quelque chose que nous devons combattre. Ici encore, toutefois, je ne souhaite pas opposer l'Église au monde, comme s'ils se trouvaient partout en conflit, ou comme si l'Église était en réalité une entité ayant sa propre politique en chaque contingence, ou comme si le monde avait toujours tort et l'Église toujours raison. Plus minutieuses sont les particularités, plus les divergences légitimes d'opinions deviennent possibles parmi les hommes d'Église ; en tout cas, je souhaite attirer l'attention sur l'obligation de la part des gens d'Église qui s'intéressent aux affaires publiques de s'assurer, autant qu'ils le peuvent, de leurs fondements et motifs, et de distinguer, dans tout programme d'action qu'ils se proposent, entre les prémisses éternelles et les conclusions qu'ils en tirent, et les plans qu'ils inventent. La majorité des protestants pieux qui s'intéressent au bien public appliquent leur foi à leurs travaux sans examen, et leur christianisme spécifique est surtout visible dans leur

désintéressement, leur ferveur émotionnelle et dans leur sacrifice d'eux-mêmes. Le catholique, fort d'une théologie plus définie et, je l'espère, d'une plus grande pratique de l'examen personnel, fera une observation plus réaliste de ce qu'il fait et pourquoi ; la discipline catholique est, je le crois, mieux calculée pour assurer un bon équilibre entre la tête et le cœur. Je crois aussi que les catholiques devraient, en toute question de relations internationales, être capables de ressentir une sympathie pour les points de vue étrangers, ce qui vaut bien mieux et est plus efficace qu'une vague bonne volonté diffuse. Je crois qu'il existe une façon catholique de penser et de sentir qui est un lien entre les catholiques de races, nations, classes et cultures les plus diverses ; j'ai été parfois tristement conscient de cela en étant soudain amené dans ma conversation avec des amis Anglais et Américains, d'allégeance religieuse indéterminée, de constater que nos présuppositions, que nous croyons accordées en discutant quelque problème particulier, étaient foncièrement différentes. Espérons que ces différences entre notre propre peuple et nous-mêmes disparaîtront finalement, et en attendant prenons avantage d'une compréhension que nous pouvons rencontrer ailleurs.

Il est possible que l'époque où nous vivons, si nous pouvons la voir avec un recul suffisant, soit celle d'un déclin progressif de la civilisation. C'est là une forme de spéculation qui ne m'intéresse pas. Il existe un certain égoïsme sauveur — si nous voulons l'appeler égoïsme — qui nous empêche de désespérer aussi longtemps que nous croyons qu'il y a quelque chose que nous pouvons faire et qui

peut-être aiderait à arranger les choses. C'est un devoir que de clarifier nos esprits sur les points possibles d'une action immédiate autant que sur les premiers principes. J'espère que je n'ai pas manqué d'affirmer qu'il peut toujours y avoir des plans, dont les esprits non-chrétiens et non-catholiques ont pu prendre l'initiative, avec des motifs et des buts purement temporels, auxquels nous pouvons donner un appui sans réserve; et, en les appuyant, leur donner une plus ferme justificatien et leur inspirer la vérité chrétienne. Il y a sûrement des manières de réorganiser le mécanisme de ce monde, qui, 'en apportant un plus grand degré de justice et de paix sur ce plan, faciliterait aussi le développement de la vie chrétienne et le salut des âmes. Nous reconnaissons cette possibilité dans toutes les œuvres de destruction des taudis et de constructions d'habitations. Et, tandis qu'aucun homme ne peut excuser ses propres manquements par les difficultés qu'il rencontre à vivre une vie chrétienne dans le monde réel, mais doit plutôt considérer toute difficulté comme une opportunité, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour réduire les difficultés pour les autres. Une de ces difficultés dont je n'ai pas parlé est la guerre. Je pense que nul ne contestera que la guerre dans la forme où nous l'avons connue à notre époque, tandis qu'elle a donné à quelques chrétiens affirmés l'occasion de réaliser leur vertu — que ce soit en se soumettant ou en protestant — et tandis qu'elle a souvent mis en valeur d'étonnantes vertus naturelles, est dans l'ensemble dégradante. Pourtant, je n'ai pas plus de sympathie pour l'attitude purement humanitaire envers la guerre que pour l'attitude purement humanitaire envers quoi que ce soit d'autre. Je ne me réjouirai pas de la perspective d'abolir la souffrance sans, en même temps, perfectionner la nature humaine. En présence de tout phénomène natu-

rellement horrifiant comme la guerre, nous devons mesurer la souffrance, directe ou indirecte, par rapport aux biens spirituels qui peuvent venir de la souffrance. Nous pouvons trouver que la proportion de souffrance futile et de cette sorte de souffrance qui rend les hommes pires plutôt que meilleurs, qui dégrade leur dignité humaine et tue leur sens de la responsabilité, est beaucoup trop grande ; et que l'effet total est, au mieux, un effet nul. Ce qui doit nous intéresser avant tout, ce sont les causes qui, dans la société moderne, dans notre machinerie industrielle et financière, amènent le genre de guerre que nous avons connu ; il faut donner notre adhésion à toutes modifications dans cette machinerie qui tendent à en éloigner les motifs. Je suppose que personne ne voudra nier que la société est profondément affectée, moralement et spirituellement, par les conditions matérielles, et même par ce machinisme qu'elle a produit à la hâte et en vue de buts limités.

Ceci ne doit pas être compris comme l'acceptation d'une forme quelconque du déterminisme ; je veux dire seulement que la société et la majorité des individus qui la composent ne se rendent pas bien compte de ce qu'ils font, sont inspirés par des motifs impurs et visent aux biens faux.

Je crois qu'à la longue, la foi catholique est la seule foi pratique. Cela ne signifie pas que nous sommes pourvus d'une machine à calculer infaillible pour savoir ce qu'il faut faire en chaque contingence ; cela signifie la pensée perpétuellement nouvelle pour épouser les situations perpétuellement changeantes. L'attitude du catholique envers n'importe quelle forme d'organisation nationale ou internationale doit toujours être une attitude spécifique envers une situation spécifique. La doctrine démocratique, en affirmant que la majorité des hommes

simples et faillibles a nécessairement raison dans ce qu'elle veut, énonce un sophisme ; la doctrine de la dictature renferme également un sophisme : la volonté de la majorité d'abdiquer la responsabilité. Chez les nations qui seraient closes au point de s'ignorer les unes les autres, la culture et peut-être même le sang deviendraient trop stagnants ; mais si toutes les races du monde se mêlaient jusqu'à ce que toutes les distinctions raciales et toutes les cultures locales disparaissent, le résultat serait peut-être encore plus désastreux. Il doit toujours y avoir une voie moyenne, quoique parfois indirecte, lorsqu'il s'agit de circonvenir les obstacles naturels ; et cette voie moyenne sera trouvée, j'espère, par la voie d'orthodoxie, la voie de médiation, mais jamais, dans le domaine des choses qui ont une importance primordiale, par la voie de compromis.

T.-S. ELIOT.

(Trad. R. HADEKEL et G. BERNARD.)

DOCUMENTS

Les catholiques et l'organisation de la paix

La Conférence de Dublin (5-9 août 1937)

Du 3 au 6 juillet 1936, le *Catholic Council for International Relations,* de Londres, réunissait dans cette ville une conférence privée qui rassemblait, outre des Anglais et des Irlandais, des Français, des Belges, des Hollandais, des Américains, des Hongrois, des Espagnols et des Suisses, en vue d'étudier « la tâche des catholiques pour le maintien de la paix ». S. Exc. Mgr Hinsley, archevêque de Westminster, voulut bien recevoir les délégués, et Mgr Myers, évêque de Lamus, assista à une partie des débats.

La conférence fut un succès, et montra que les catholiques, qui possèdent, sur la question de la guerre et de la paix, une tradition et une doctrine éprouvées, avaient un rôle essentiel à jouer entre les pacifismes communisants, d'une part, et les totalitarismes qui exagèrent l'idée nationale, de l'autre.

Il fut donc décidé qu'une nouvelle conférence se tiendrait l'année suivante, et l'invitation du groupe irlandais de tenir cette conférence à Dublin fut acceptée. Les notes qui suivent se proposent de dégager l'essentiel de l'enseignement de ce congrès de Dublin.

***

Les travaux de la conférence portaient sur le sujet

suivant : « Les catholiques et l'organisation de la paix. » Sujet vaste, qui avait été délimité comme suit : « Les principes fondamentaux d'une Société des Nations : objections et réponses à ces objections »; « la Société des Nations telle qu'elle existe actuellement : le problème de sa réforme et le moyen de rendre le Pacte efficace »; « L'incidence des mouvements populaires et du conflit des idéologies sur le maintien de la paix internationale »; « La coopération internationale des catholiques pour la paix du monde ». Un ou plusieurs rapporteurs avaient été désignés d'avance pour traiter ces différents sujets, et chaque délégué eut entre les mains, dès l'ouverture de la conférence, un exemplaire ronéotypé de chaque rapport, in extenso ou résumé.

Un télégramme fut envoyé à Rome, dès l'ouverture de la conférence, pour implorer la bénédiction pontificale, que Sa Sainteté eut la bonté d'accorder. Le jeudi 5 août, S. Ém. le Cardinal Mac Rory et Mgr Robinson, nonce à Dublin, daignèrent honorer de leur présence une réception qui eut lieu à University College.

Les travaux de la conférence s'ouvrirent le lendemain matin, vendredi 6 août, par la lecture, faite par le R. P. Delos, du rapport rédigé par le R. P. Yves de la Brière, S. J., et que son auteur, retenu en France, n'avait pu présenter lui-même. Ce rapport, qui portait sur « les Principes fondamentaux d'une Société des Nations », traitait de « la base naturelle de toute communauté internationale ». Le savant juriste, partant de la constatation de deux phénomènes fondamentaux : unité et diversité humaine, qui postulent une communauté de droits et de devoirs entre peuples humains, un *jus inter gentes,* atteignait l'idée d'une communauté internationale des nations, qui est de droit naturel, parce que touchant au bien commun des sociétés humaines, et qui se fonde sur la justice et la charité. Sur la base de ce droit naturel se dresse une « architecture de droits positifs » à trois « étages » : la coutume, les conventions, les organismes

permanents. La coutume a surgi spontanément, et étend peu à peu ses effets; elle se fonde sur les prescriptions premières et impérieuses du droit naturel, sur les prescriptions secondes, dites « de haute convenance », enfin sur les prescriptions purement positives. L'interdépendance économique universelle, la pénétration mutuelle des peuples, la similitude croissante d'habitudes sociales, qui caractérisent l'univers contemporain, ont rendu la coutume insuffisante et réclamé la conclusion de conventions écrites en vue de la coopération et de la pacification internationales. Déjà le monde s'est engagé dans cette voie, mais, à leur tour, les conventions écrites ne suffisent plus, et il faudra en venir à des organismes permanents, dont les bases sont déjà posées, et même à « un système central et unique pour l'organisation permanente de la coopération et de la pacification internationales ». Toutes ces constructions élaborées par le droit positif devront cependant se fonder sur une base de droit naturel, car « l'ordre de la nature raisonnable exprime objectivement l'ordination du Créateur ».

Le R. P. Delos, restant dans la ligne tracée par le rapport du R. P. de la Brière, recherche à quelles causes est due la diversité, et, par suite, la différenciation humaine. Ces causes sont précisément l'objet du programme de la conférence. Elles sont au nombre de trois : la race, la nationalité et les facteurs géographiques.

La race d'abord. C'est un facteur très important, surtout dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Mais il n'y a point accord sur le sens de ce mot : les uns lui donnent un contenu biologique trop étroit. Aucune race n'existe à l'état pur; le peuple français est un mélange de races, comme les autres peuples. D'autres attribuent au mot race un sens sociologique. En Allemagne, le racisme conçu ainsi aboutit à l'antisémitisme. Vient ensuite la nationalité. Sur ce point, le R. P. Delos n'insistera point et se contentera de dire que la nation est le produit d'une formation historique, le milieu où des êtres humains sont

nés et ont été formés. Elle est due à la fois à l'influence du sol et à celle des institutions sociales. Les facteurs géographiques résultent de la distance, de l'espace, de la position sur le globe des différents groupes humains.

L'élément race n'a pas en fait grande importance. L'élément géographique perd peu à peu la sienne par suite du développement de la civilisation matérielle, qui réduit les distances. L'élément national, par contre, répond au principe de la différenciation humaine, qui est conforme à la loi naturelle, mais qui crée aussi des devoirs. La nation a une fonction humaine.

Bergson appelle la nation une société close, qui crée l'union parmi ses membres, mais exclut les autres membres.

La loi d'intégration et d'unification tire son origine de l'unité spirituelle de l'humanité, de la conscience d'une même destinée. Elle se fonde sur deux séries de relations, de caractère universel : les relations économiques et les relations spirituelles.

Les relations économiques d'abord; le monde économique appartient à tous; chacun a le droit de l'exploiter. Les relations économiques sont nées de la division du travail. La société économique tend à l'universalisme. D'accord avec la loi naturelle, elle doit poser des bases morales. Les relations spirituelles se fondent sur la valeur universelle des biens de l'esprit : la vérité scientifique, la valeur esthétique, la valeur morale.

En conclusion, on peut donc dire que la communauté internationale s'appuie sur des bases nationales, économiques et spirituelles.

Quelles sont la nature et le caractère de la communauté internationale? Cette communauté se présente comme une société politique, et non étatique, plus qu'étatique. Des relations existent entre cette société politique et les sociétés étatiques. Les fondements éthiques et les fins poursuivies par la société internationale la placent au-dessus de l'État.

Les théologiens ne nous enseignent-ils point cependant que l'État est une société parfaite ? Certes, mais il convient de tenir présente à l'esprit l'évolution suivie par l'idée d'État depuis le Moyen-Age. L'État est désormais *un* État, un membre particulier d'une communauté plus vaste. L'erreur dont souffre actuellement le monde n'est point due à l'idée de race, mais à celle de la souveraineté absolue de l'État national, qui, au lieu de se présenter comme un cas particulier dans une société politique plus vaste, apparaît comme une fin en soi et tend à détruire la communauté internationale. L'État national est devenu un être social, aussi bien qu'un individu. Il ne peut certes point vivre sans les autres États, mais quoique la communauté internationale se trouve située au-dessus de l'État, en pratique, l'État est libre, n'a de responsabilité qu'envers lui-même, et échappe au contrôle de la Société des Nations, cela pour plusieurs raisons : il est doué d'une conscience collective qui fait son unité; il possède une efficience de volonté, étant détenteur de l'autorité, de la souveraineté internationale, possédant une armée, représentant la loi; enfin son organisation est presque parfaite. La Société des Nations, de son côté, n'est douée ni de fonctions collectives, ni d'une volonté qui lui soit propre, ni d'une organisation permanente. Le devoir des catholiques est de développer la volonté de la Société des Nations.

Le même jour, la conférence entendit un exposé du R. P. Muller sur « la Réforme de la S.D.N. et le point de vue de la sociologie catholique ». Pour le savant Jésuite, la société internationale existe dès que se nouent entre les États les relations d'interdépendance réciproque, relations tout empiriques d'abord, mais qui ont requis, de nos jours, un statut juridique défini : ce statut, c'est le Pacte ou Covenant.

***

La séance du samedi matin fut consacrée à la discus-

sion des deux premiers rapports. Le soir, à 20 h. 30, la conférence entendit les deux rapports suivants relatifs à « l'Incidence des mouvements populaires et du conflit des idéologies sur le maintien de la paix internationale ». Le premier de ces rapports, de caractère général, était dû à M. John Eppstein, et le second, portant spécialement sur « le Type fasciste et sa menace à la paix », avait pour auteur le professeur espagnol Mendizabal-Villalba.

M. Eppstein montra que ce qu'on appelle le « conflit des idéologies » est largement dû à la « tendance journalistique à simplifier outre mesure tous les problèmes internationaux »; d'où bien des préjugés exploités pour des fins de politique intérieure. Le fascisme apparaît comme un système étatique fortement centralisé, et s'opposant aux libertés civiles, d'une part, aux forces et aux institutions internationales, de l'autre. Ainsi l'Italie et l'Allemagne font pièce à la S.D.N., l'Allemagne agit contre le catholicisme, et ces deux pays se posent, avec le Japon, en adversaires du communisme, lequel favorise le « Front uni contre la guerre et le fascisme », dont il fait un instrument de son extension.

Le rapporteur expose ensuite les raisons d'ordre psychologique qui donnent à ces idéologies un tel attrait pour les jeunes et les mécontents : exploitation de la peur du militarisme et de la tyrannie ; et les raisons d'ordre politique — menace que représentent pour leurs voisins l'Allemagne et l'Italie — par quoi le communisme, qui a échoué en Russie en tant que théorie politique, exerce une certaine attraction chez les libéraux et les socialistes occidentaux. Il décrit alors l'origine et les méthodes du « Front uni », et comment il a formé le « Rassemblement universel pour la paix » (R.U.P.), manœuvré par le Komintern.

En conclusion, le communisme international, agissant par l'intermédiaire du R.U.P., est aujourd'hui l'instrument de la politique internationale de la Russie, laquelle

tend essentiellement à rester sur la défensive vis-à-vis d l'Allemagne, du Japon et de l'Italie, à exploiter toute les forces qui sont hostiles à la politique intérieure o extérieure de ces trois pays, enfin à promouvoir une orga nisation mondiale pour réaliser la révolution sociale su la base des théories marxistes. Le communisme se trouv donc dans une position des plus contradictoires selon le pays, allié tantôt aux promoteurs des réformes sociale tantôt aux anticléricaux, aux antireligieux, aux franc maçons. « Le communiste est un caméléon. » Le se moyen de lutter contre le communisme est de « promo voir un mouvement qui fasse connaître et applique l principes sociaux de l'Église de façon constructive sans coalition compromettante, soit avec la statolâtri soit avec le communisme, et cela dans les milieux indu triels, nationaux et internationaux ».

M. Mendizabal-Villalba montra que le dilemme « fas cisme-communisme » n'existe pas, que, du reste, ces deu idéologies se ressemblent comme deux sœurs. Leur con flit brutal a mené à la guerre civile en Espagne. Pou échapper à l'un, il ne faut pas se jeter aveuglément dar l'autre. Il exposa ensuite l'origine de la « philosophie d la violence », d'où est sortie l'État totalitaire, et mit e relief les méthodes propres à cet État. En conclusion, i indiqua les dangers que l'État en question — qu'il n faut point confondre avec l'État autoritaire — fait cou rir au maintien de la paix, et mit les catholiques en gard contre l'attrait des méthodes fascistes.

*
* *

Le lundi, M. Serrarens lut un rapport sur « la Coopé ration Internationale des catholiques pour la paix d monde ». Il rappela d'abord l'idéal de paix du Moyen Age. « L'Europe aurait pu alors connaître une Sociét des Nations fondée sur une acceptation générale de l morale chrétienne. » Mais son unité spirituelle fut brisé

par la Réforme. Le maintien de l'équilibre européen représenta pendant plusieurs siècles l'idéal politique du continent. Au XIX[e] siècle, la culture se sécularisa, et ce ne fut point la pensée catholique qui représenta alors l'influence dominante, bien qu'elle persistât à titre d'influence subconsciente. Cette influence diminue cependant à présent. Le socialisme a appelé à lui les masses ouvrières. Le fascisme et le communisme ont aussi attiré à eux une large partie de ces masses.

Quel est le devoir actuel des catholiques? Un devoir d'étude et d'action. D'étude des questions brûlantes de l'heure à la lumière des principes chrétiens; d'action dans une union des efforts. Mais « l'histoire des campagnes internationales pour la paix montre que la prudence s'impose en l'occurrence de façon nécessaire ».

Il n'existe qu'un petit nombre d'associations catholiques pour la paix, associations numériquement faibles, car un grand nombre de catholiques, déçus par l'activité de la S.d.N., s'en désintéressent. La Ligue catholique des Pays-Bas pour la paix est d'avis que le moment est venu, pour les catholiques, qu'ils ont une contribution définie à apporter à l'organisation de la paix. Elle propose donc d'*organiser à la Haye, en 1938, un Congrès catholique international pour la Paix.* Un Comité préparatoire international serait nommé en vue de préparer ce Congrès, qui ferait appel à un certain nombre d'organisations catholiques internationales.

La dernière séance de la Conférence eut lieu le même jour, dans l'après-midi. Il fut procédé à la lecture et à la discussion du rapport général de la Conférence, dont la rédaction avait été confiée au R. P. Delos. Étant donnée l'importance de ce rapport, qui valut à son auteur de vives félicitations, nous l'annexons au présent article sous la forme dans laquelle il fut approuvé.

Il manquerait quelque chose à la fidélité de notre reportage si nous oubliions de mentionner l'organisation admirable que nos amis irlandais avaient tenu à don-

ner à la Conférence, et des multiples prévenances qu'ils eurent pour leurs hôtes étrangers. Ce fut pour tous les congressistes, pour les Français en particulier, que des liens séculaires attachent intimement à l'Ile Verte, une joie de tous les instants que de vivre quelques jours trop courts dans cette Irlande devenue enfin indépendante, à laquelle l'Église et la cause catholique doivent tant, sur cette Terre des Saints qui nous a donné des exemples quotidiens de foi et de dévotion.

André-D. Tolédano.

ANNEXE

Les catholiques et l'organisation de la paix

(*Résolution adoptée par la Conférence catholique pour la Paix*)

I. — En face des atteintes à la morale internationale et de l'exagération des idées de race et d'autarcie nationale, au détriment de la collaboration internationale, il est du devoir des catholiques d'affirmer que l'existence d'une communauté internationale n'est point un phénomène artificiel ou le résultat de certaines convergences d'intérêts laissés à l'appréciation souveraine des États. Elle manifeste, au contraire, le double trait de la nature humaine : unité dans la diversité.

En effet, si d'une part les diversités physiques, ethniques, historiques, entraînent une différenciation des hommes par nations, celles-ci, à leur tour, sont réunies par les solidarités que créent l'égale destination des ressources terrestres et l'universelle valeur des biens spirituels : science, art, moralité, religion.

La communauté internationale a ainsi un fondement naturel et

une base morale ; les solidarités sur lesquelles elle repose sont source d'obligations auxquelles ni individus ni sociétés ne peuvent sciemment se dérober sans encourir la réprobation de la morale naturelle ni compromettre le véritable bien de l'homme.

A mesure que les hommes et les États prennent conscience de leurs liens de communauté, ils s'élèvent sur le plan d'une société véritable, à laquelle il devient nécessaire de donner une organisation positive. Cette dernière donne une forme concrète aux exigences du bien commun international; elle a pour but de faire régner la justice dans la collaboration qu'exige le bien commun : les organes permanents et règles positives de la société internationale sont munis de l'autorité et de la force obligatoire qui s'attachent aux pouvoirs légitimes.

II. — Le Pacte actuel de la Société des Nations marque une tentative historique pour donner forme positive et juridique aux solidarités internationales essentielles, en vue du maintien de la paix, de la solution pacifique des conflits, de la résistance collective à l'agression.

Ses réussites comme ses échecs ont fait apparaître un besoin de réforme.

Il semble juste de constater que la mise en œuvre des principes moraux dont le Pacte s'inspire a été contrecarrée par l'insuffisante préparation de la conscience internationale, trop peu avertie des devoirs que leur solidarité impose aux peuples, très peu portée à subordonner les intérêts particuliers au bien commun.

Mais il est légitime de chercher, en même temps que le renforcement des bases psychologiques et morales de la Société des Nations, une application plus complète et même une amélioration du texte du Pacte. Cette réforme ne doit pas consister dans l'abandon des principes fondamentaux déjà inscrits dans le texte actuel, tels que l'universalité et l'égalité, mais dans la mise en œuvre d'autres principes complémentaires et non moins importants, en particulier celui de l'adaptation des obligations de chaque État à ses possibilités réelles, et sa situation dans la communauté internationale.

III. — Des idéologies, internationales par leurs moyens d'action et par leur diffusion, sont venues ébranler les assises de la communauté internationale, aggraver les difficultés de la collaboration entre les peuples, et menacer la paix. Les plus importantes d'entre elles sont symbolisées, au regard de leurs adversaires

autant que de leurs fauteurs, par le Fascisme et le Communisme, quoique l'impropriété technique de ces termes et leur emploi à des fins de politique intérieure risque d'augmenter la confusion des esprits.

En face de ces idéologies, la Conférence catholique internationale, appuyée sur la philosophie naturelle et sur la doctrine catholique, affirme mettre au premier plan de l'ordre social et politique le service de la personne humaine, seule dotée de la dignité de fin en soi, et seule appelée à l'immortalité.

Ce sont les droits de la personne humaine qui sont le plus dangereusement mis en péril par les erreurs contenues dans les idéologies modernes. C'est dans la considération et la défense de ces droits que la Conférence catholique internationale trouve le principe d'une attitude sereine et utile qui laisse à chacun l'usage de sa liberté dans l'appréciation des cas concrets, mais unit toutes les volontés au service des mêmes principes de civilisation.

Il lui semble que le meilleur moyen de combattre l'expansion de ces erreurs est de prendre les devants dans la lutte contre les maux politiques, économiques et sociaux dont souffre la société et, s'appuyant sur les principes de la doctrine catholique, de montrer dans l'Église le meilleur garant du bonheur et de la paix des peuples.

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'apostolat rural

Les regards se tournent aujourd'hui vers la terre comme vers le réservoir du labeur salubre et de l'air pur. Ce souci de la santé des corps est louable et nul ne songe à en contester le bien-fondé. Mais toutes les ardeurs de la nature ne sont pas saines, le souffle chrétien doit y purifier constamment la poussée des forces païennes qui se dégagent au contact de la vie des plantes et des animaux. Comme l'âme citadine, l'âme paysanne a des tentations qui lui sont propres. Il est presque plus facile de déchristianiser la campagne où le laboureur est longuement accaparé par l'obsession de la matière à travailler. Son front, dont c'est la dignité d'être relevé vers le ciel, est naturellement penché vers le sillon et vers le sarment. Plus facilement que dans la ville, il lui est possible de contempler l'immensité des cieux qui disent la gloire de Dieu, mais l'exigence plus âpre du pain quotidien lui en donne moins le loisir. Sans doute les preuves de l'existence de Dieu sont répandues dans toute la nature. C'est un fait cependant que d'innombrables regards y demeurent fermés. L'apostasie des masses populaires dans les campagnes n'est pas beaucoup moins désolante que dans les cités industrielles ou dans les petits bourgs somnolents. On conçoit donc que l'apostolat rural soit une œuvre d'extrême urgence. Comment ne recevrait-il pas l'encouragement de tous ceux qui sont justement inquiets de la santé morale et physique de notre pays?

La tâche a été entreprise par l'Union catholique de la France agricole, née en 1917, des pèlerinages ruraux de Montmartre. L'Union a pris ensuite sa place naturelle au sein de l'Action catholique, puisqu'elle est essentiellement une conquête du milieu par le milieu, une action de laïcs adultes pour restaurer le christianisme dans la société agricole. Quand la J.A.C. s'est créée, elle a formé le groupement de

jeunesse qui se proposait le même but que l'Union et qui doit maintenant assurer son recrutement. Dans ce cas, la formation des adultes a précédé celle des jeunes, tandis que la L.O.C. a suivi la J.O.C.

L'apostolat rural est donc bien amorcé. Les grandes lignes de son organisation existent. Ce qui fait plutôt défaut, c'est le détail et la technique.

C'est ce que M. Victor Bettencourt, président de l'Union catholique de la France agricole et ancien vice-président de l'A.C.J.F., nous paraît avoir admirablement compris. Le souci d'une technique à donner à l'Action catholique date pour lui de longtemps. Sans remonter jusqu'à sa brochure sur les Secrétariats sociaux, où il faisait figure de précurseur, chaque numéro de *Mon Village*, revue de l'Union qu'il préside, et du *Foyer rural*, organe mensuel des familles paysannes, nous le montre étudiant ce problème de l'apostolat pratique et adapté, proposant les solutions et donnant les consignes.

Le livre qu'il vient de publier *L'apostolat rural* (1), répond exactement au désir de ceux qui souhaitaient des règles et des méthodes pour l'Action catholique aux champs. Il est le véritable manuel de cette action.

Ce n'est pas le lieu de développer ici toutes les ressources offertes par M. Bettencourt dans son ouvrage. Nous nous bornerons à quelques-unes des idées exposées par l'auteur avec une grande clarté et un accent qui entraîne la sympathie, et, mieux encore, le plus souvent la conviction.

Il fonde toute l'organisation de l'Action catholique rurale sur ce qu'il appelle « l'homme cantonal ».

Il y a en France environ 3000 cantons ruraux. L'idée est de susciter en chacun d'eux un homme de foi catholique indiscutée « qui gagne la confiance des bons, attire à lui les indifférents, impose le respect aux adversaires et refasse un tempérament chrétien à sa petite patrie ».

Ce sera l'homme cantonal. Son but sera celui de l'Union qui a pour objet de donner une âme catholique à la vie professionnelle.

M. Bettencourt dit avec beaucoup de justesse que la France ne sera pas sauvée en bloc, mais en détail, famille par

(1) *L'apostolat rural*. 1 vol. de 216 pages. Éditions Spes.

famille, paroisse par paroisse, canton par canton. Et il ajoute que c'est singulièrement encourageant pour les futurs artisans de l'apostolat rural de savoir qu'ils n'ont pas besoin d'attendre les autres. Leur centre d'action est à leur portée.

La difficulté est évidemment de trouver le rural qui sera susceptible de devenir l'homme cantonal. L'auteur pense qu'il n'est point si rare qu'on pourrait l'imaginer, et que dans tous les cas il nous appartient de le préparer par une formation appropriée des jeunes. Les vieilles familles paysannes n'ont pas épuisé leur sève. Nos écoles d'agriculteurs, nos collèges chrétiens ont une tâche à remplir. Enfin l'existence de la J.A.C. aplanit aujourd'hui la plupart des obstacles. Elle est la pépinière tout indiquée des hommes cantonaux, et elle cultive deux aptitudes qui sont fondamentales pour l'apostolat : ne pas faire bande à part, et posséder une vie surnaturelle intense.

Un vaste champ d'action s'ouvre devant l'apôtre du canton, appuyé d'ailleurs par le secrétariat cantonal et les « hommes communaux » choisis selon les mêmes principes. Action religieuse, action civique, action sociale, action professionnelle. M. Bettencourt ne se borne pas à ces rubriques générales. En chacune d'elles il descend dans le détail immédiat et pratique. Il ne dit pas seulement action sociale, par exemple, il montre tout ce qui intéresse la protection du travailleur, l'assistance médicale, l'assistance aux vieillards et aux infirmes, l'assistance à la famille par les primes de natalité et les primes aux familles nombreuses. Il n'oublie pas l'assistance aux femmes en couches, les primes d'allaitement, le sursalaire familial. S'il parle des conditions d'existence, c'est pour charger l'homme cantonal de tout ce qui intéresse l'habitation à bon marché, l'épargne populaire, les petites industries à la campagne. Je me borne à ces exemples, tous empruntés à l'unique action sociale.

M. Bettencourt, dans le détail de l'action religieuse, s'est étendu avec prédilection sur cette admirable initiative, où nous savons, quoiqu'il s'abstienne de le dire, qu'il a eu une grande part, de l'œuvre du Blé eucharistique, dont l'objet est de remettre des dons en blé pour le pain eucharistique dans le diocèse et l'alimentation des séminaristes. Il nous est fort intéressant de savoir que dans la Seine-Inférieure, où l'auteur de l'apostolat rural occupe une situation en vue dans

l'Action catholique et dans l'action civique, durant un récent exercice, les trente-neuf collecteurs cantonaux du « Blé Eucharistique » ont expédié à Rouen 2131 quintaux de blé représentant en argent, au cours de la livraison, 297.513 francs. L'œuvre fonctionne, en effet, dans 39 cantons et dans 547 communes.

D'autres diocèses ont joint, et avec le même succès, à la récolte du blé celle des pommes de terre, des œufs, du charbon à destination des séminaires. Partout les résultats sont des plus encourageants.

Là encore, M. Bettencourt étudie dans le moindre détail le fonctionnement et l'organisation de l'œuvre.

Il ne se borne pas d'ailleurs à dire ce qui est, il expose aussi les initiatives à prendre et dont il espère un jour prochain de bons résultats. L'ignorance religieuse est d'abord à combattre. Et voici les desiderata qu'il soumet à l'autorité religieuse :

1° Une inspection des catéchismes; 2° un livre de religion approprié à nos campagnes; 3° des concours de catéchismes; 4° un certificat d'études religieuses; 5° des récollections et des retraites pour enfants de quatorze ans; 6° des écoles ambulantes de catéchistes de campagne.

D'ailleurs plusieurs de ces suggestions sont déjà, dans certains diocèses, des réalisations.

Nous regrettons de ne pouvoir nous arrêter sur l'école paysanne réclamée par l'auteur. Il voudrait aussi un ordre de religieuses des campagnes, et sur ce point ses vœux ont reçu un commencement de satisfaction, grâce aux « Dominicaines missionnaires des campagnes ». Sa constante préoccupation est de donner à la terre des apôtres spécialisés.

En terminant, nous voudrions redire que la qualité maîtresse de ce manuel de l'apostolat rural nous paraît être son caractère pratique et le souci qu'il marque d'une exacte adaptation de toute l'Action catholique aux besoins de la société rurale.

De ce seul point de vue, c'est déjà une réussite. Mais il a d'autres mérites dont le plus grand est de livrer l'expérience et de communiquer l'ardeur d'un laïc qui a consacré sa vie à l'apostolat.

C. A. R.

Réflexions sur l'esprit du catholicisme [1]

Préciser ce qu'est l'esprit catholique n'est pas une tâche facile. Le dogme dépasse par définition les puissances naturelles d'une raison qu'embarrassent déjà les plus humbles réalités du monde physique. Et la morale du catholicisme nous propose, « au lieu de conclusions simples et immobiles... des couples d'affirmations opposées qu'il faut intégrer l'une dans l'autre » (p. 11). Très proche de Chesterton, — et plus proche encore de Pascal, — l'auteur préfère les couleurs vives; il a une sainte horreur du rose. Il aime ces contradictions vitales, qui, sans être des contradictions logiques, sont le stimulant perpétuel de la réflexion et de l'ascèse, puisqu'elles nous dirigent vers « deux objets de désir qui nous semblent tellement opposés qu'il est impossible d'aller à l'un en même temps qu'à l'autre, bien que nous pressentions derrière eux deux un terme unique, indéfinissable et inaccessible en cette vie... » (p. 11).

Le désir du bonheur (qui est à la fois le désir d'une réussite et celui d'une élévation) est au point de départ de toute activité. Mais ce désir, peut-on le combler ? Les « mystiques » incroyantes essaient de le faire; seulement, leur caractère commun est de nous établir dans la solitude. L'amour des êtres créés ne satisfait pas. « Ces petites créatures morcelées et mourantes sur lesquelles je promène mes préférences, si elles sont pour un temps mon centre, je sais bien, au fond, qu'elles ne sont pas le centre » (p. 36). Il faut être deux pour aimer, et les mystiques d'idées, elles plus encore que les autres, me laissent à ma solitude : « elles représentent seulement une force aveugle en face de moi, ou une de mes idées au-dedans de moi ». Quand elles me donnent autre chose et plus que cela, c'est que déjà elles me dirigent vers Dieu.

(1) J. Legendre, *Réflexions sur l'esprit du catholicisme* (Bloud et Gay).

Si l'incroyant prenait conscience des implications logiques de son attitude, il devrait renoncer à résoudre le problème de l'amour car il ne peut s'appuyer sur un ordre durable de personnes. Les royaumes profanes sont tous vides. Dans l'ordre même des choses de l'âme, M. Legendre semble transposer la parole de Pascal : « Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie... »

La « mystique » catholique, en revanche, est fondée sur la conscience d'une dualité. « L'Autre qui est en moi est le centre de tout. Il est le centre de moi-même, il est amour » (p. 42). Et s'il m'oblige à un renoncement, il m'invite en même temps à un retour vers le créé. « Aimer Dieu, c'est faire effort, sans nous arrêter à nos manières de penser à nous, pour créer ce qu'il crée en aimant ce qu'il aime » (p. 60). Et, par conséquent, le détachement et l'amour, qui sont inséparables, n'ont de sens et de valeur que l'un par l'autre.

Aussi est-ce le privilège du chrétien de pouvoir transformer totalement en bien la souffrance qui est, par elle-même, un mal. Car elle devient pour lui « l'aubaine qui lui permet de prouver son amour » (p. 79). Il y a bien des nuances dans la variété des douleurs ; M. Legendre les discerne en psychologue averti, et quand il montre en certaines d'entre elles l'expression de notre dignité d'hommes, il semble retrouver les accents d'un Vigny qui, au lieu de se résigner, réagirait sans cesse, et réagirait en chrétien. Son analyse s'applique surtout aux peines morales; elle ne me paraît pas, je l'avoue, tenir un compte suffisant de l'humiliation et de l'accablement, pour tout dire de la paralysie atroce que produisent certaines formes extrêmes de la douleur physique. Les états de dépression intense doivent avoir une signification spirituelle, mais différente peut-être de celle qui en est donnée d'ordinaire. La plupart des livres qui traitent ce problème semblent avoir été écrits par des personnes auxquelles les défaillances de l'organisme ont été épargnées. Quelques survivances de cet état d'esprit se retrouvent peut-être dans les idées de M. Legendre, qui, Dieu merci, sont exemptes de lyrisme conventionnel et d'optimismisme à bon marché.

Les chapitres consacrés à Jésus-Christ et à l'Église pourront paraître trop brefs; mais le cadre de la collection ne permettait pas d'allonger le texte. Et celui-ci contient en peu de pages tout l'essentiel : c'est une qualité qui dispense de bien des défauts. L'abbé Bremond eût aimé, à n'en pas douter, les réflexions qui suivent sur « le geste de prière qui doit acheminer vers l'état d

prière perpétuelle ». Mais, fidèle à sa propre méthode, l'auteur remarque encore, à ce sujet, le rôle des contradictions vitales. Le même thème, bien entendu, est repris, amplifié, précisé dans l'examen des vertus fondamentales de la vie chrétienne. La liste qui en est présentée est bien moderne : on insiste sur la loyauté et sur l'amour du vrai, sur la virilité et sur la pratique de l'initiative; mais aucune disposition intérieure n'aurait de valeur si on la séparait de l'humilité, où elle prend racine, et de la charité, qui couronne et soutient la morale entière. Et, sous chacun de ces titres, il n'y a pas de nomenclature abstraite, mais une présentation honnête de difficultés vécues et une réponse claire, apaisante.

Je souhaite à tout étudiant catholique d'avoir dans sa bibliothèque ce *vade-mecum* de la vie intérieure pour notre temps. Et tous les fidèles qui désirent comprendre l'esprit de leur religion le liront avec profit.

Il est difficile de faire passer dans une recension une pensée incontestablement riche dont je n'ai su donner qu'un résumé insuffisant. Mais n'est-ce pas un bon signe que le critique se sente désarmé devant un auteur ? Si le livre vous tombe entre les mains, il vous entrera bientôt dans l'âme. Il semble écrit spécialement pour chacun. C'est que l'esprit tout entier y trouve son régal : l'esprit chrétien d'abord, et l'intelligence aussi.

M. Nédoncelle.

A TRAVERS LES REVUES

Memento des revues

Union pour la Vérité (octobre-novembre 1937). — Une lettre de M. Jean Lacroix (25 avril 1937) à verser au dossier du débat « Christianisme et Communisme ». C'est toujours le même thème, mais on ne saurait se lasser de le répéter : « Se laisser entraîner par une générosité sentimentale, alors que les buts lointains diffèrent du tout au tout et que la méthode à employer dès aujourd'hui est d'esprit opposé, c'est admettre le plus monstrueux confusionnisme... S'ensuit-il qu'où se trouvent les communistes, les chrétiens doivent fuir, et réciproquement ? Ce serait ridicule !... Ce n'est pas parce que les communistes belges votent pour Van Zeeland que les catholiques belges devront voter pour Degrelle ou s'abstenir... »

Europe (15 octobre 1937), Édouard Dolléans. — *La vocation religieuse d'André Philip.* — « La gravité avec laquelle ce puritain socialiste envisage l'existence et considère qu'aucune heure ne doit être perdue, que, de toute rencontre, de toute occasion, la chance doit être saisie afin de révéler chaque être à lui-même et de découvrir à chacun le sens à la fois religieux et social de la vie. »

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *Rôle de l'opposition.*

Parlementarisme dit opposition.

L'exercice de l'opposition a-t-il des lois, et lesquelles?

M. JACQUES. *La nouvelle Triplice et la guerre.*

L'activité diplomatique connaît de nos jours un redoublement d'intensité : rencontre de Mussolini et d'Hitler en Allemagne, pacte anti-communiste, séjour de Lord Halifax à Berlin, visite des ministres français à Londres, voyage de M. Delbos en Pologne et en Tchécoslovaquie. Que résultera-t-il de tant d'importants événements? Pour y répondre, il faut les situer dans le jeu très serré que mènent, ces dernières années, les chancelleries européennes. On rapprochera utilement ces pages de l'étude fort intéressante que leur auteur nous a déjà donnée cette année relative à l'axe Rome-Berlin.

M. LALOIRE. *De Paul van Zeeland à Paul-Émile Janson.*

Le départ de M. van Zeeland.

P.-H. SIMON. *Sur le prolétariat.*

P. MESNARD. *Le Droit, l'Amour et la Liberté.*

Rôle de l'opposition

L'opposition est une des pièces essentielles du régim parlementaire. J'ai lu qu'au Canada le chef de l'oppositio reçoit un traitement du gouvernement. On y aurait don compris qu'elle est le facteur d'équilibre nécessaire qui do servir de frein aux entraînements de la majorité, de contre poids à sa toute-puissance. Comme la majorité exerce l contrôle du pouvoir, le rôle de l'opposition est d'assurer l contrôle de la majorité. Elle est aussi un des deux pôle entre lesquels l'opinion oscille, marquant, par de faible déplacements vers l'un ou l'autre, en quel sens il convien d'infléchir le sens de l'autorité. Ainsi la fonction de l'opposition est double. Elle offre constamment un centre d'attraction pour les éléments que la majorité ne satisfait pas, et elle est la censure naturelle de la majorité.

Voilà ce qu'elle doit être, et ce qu'elle est seulement à certaines conditions que nous essayerons de déterminer.

Mais, dès maintenant, on peut se demander si, dans notr pays, sous quelque majorité que ce soit, l'opposition remplit et remplit bien la fonction qui est sa raison d'être. O disait jadis qu'un parti se forme à la vie politique dans l'opposition. Le dirait-on encore ? Au moment où le Bloc national l'a emporté, après la guerre, l'opposition de gauch a perdu toute mesure dans la critique. Aussi son arrivée au pouvoir a-t-elle présenté le caractère d'une prise d'assau suivie de pillage et de représailles. Dans la suite, l'opposition, changeant de côté, a semblé reprendre les mêmes procédés. Le débat parlementaire glisse dans la rue et prend un forme de guerre civile larvée, qui, par l'excitation de quelques-uns, tend à un éclat public. Un simple regard su l'histoire de notre pays fait voir qu'il s'accoutume peu peu à cette conception déplorable de l'opposition. Parmi le faiblesses de notre régime parlementaire, qui, par certain côtés, est à l'état débauche et d'expérience, l'ignorance d rôle véritable de l'opposition est une des plus graves. Tou les rouages sont faussés. Rien ne vient brider l'hypertro

phie du législatif et son empiétement sur l'exécutif. La victoire de la majorité sur la minorité, au lieu d'être une indication de gouvernement, tourne à l'exploitation et au monopole.

Comment peut-on imaginer les traits essentiels de l'opposition ?

Il semble d'abord indispensable qu'elle ait un visage bien déterminé, c'est-à-dire qu'elle se présente avec un minimum d'homogénéité dans la doctrine et dans les positions prises au regard du pays. A défaut de ce minimum, au lieu d'une opposition, on est en présence d'oppositions diverses incapables de s'imposer et de se définir. En outre, dans ce cas, le conflit est dans l'opposition elle-même autant qu'entre la majorité et la minorité. Des forces qui devraient entrer en composition dans le mouvement général de la politique se neutralisent et laissent le champ libre à la majorité. Celle-ci peut s'offrir le luxe d'être assez panachée si elle a un programme de réformes à réaliser sur lequel l'entente soit faite, et elle sera toujours suffisamment homogène si elle a été portée au pouvoir, comme nous le voyons maintenant, par une sorte de poussée mystique, ou de réaction collective, née d'une menace contre le régime. Les circonstances mêmes qui lui ont donné l'avantage lui font une personnalité capable d'action. Trois ou quatre idées résumées dans des slogans tiennent lieu de doctrine commune.

Pour l'opposition, la fragmentation des groupes et la diversité des doctrines est une cause de paralysie et de faiblesse. Son programme, surtout composé d' « antis », a peu de force de persuasion, ses divisions intérieures brisent sa puissance de rayonnement, son manque de chefs ornés du prestige de l'influence la décapite. Elle demeure ainsi sans effet sur le Parlement, et il lui arrive ce qui peut être le plus fâcheux pour une opposition, je veux dire qu'elle perd toute chance de s'accroître dans le pays, et, par conséquent, de reprendre un jour le pouvoir. Son mode d'action le plus efficace sur la vie parlementaire lui est ainsi ôté. Le poids de son effort sur les projets de la majorité est en raison directe de ses chances d'accroissement dans le pays, et de la crainte ainsi inspirée à la coalition qui détient le pouvoir.

Il est singulier et instructif qu'avec des ressources de presse aussi formidables, l'opinion électorale en soit aussi médiocrement modifiée.

Une autre raison y contribue dans le cas présent.

Pour persuader, il faut plaire d'abord. Il faut au moins que l'opposition ne perde pas toute attache avec la masse où elle s'évertue à gagner de nouvelles recrues. C'est donc une grande faute de manœuvre que de blesser cette masse dans les points de sa sensibilité la plus vive, son attachement au régime, par exemple. La débilité congénitale de l'opposition actuelle dans notre pays est en cet endroit. Elle n'a pas réussi à persuader l'opinion de son loyalisme civique, et, par trop de ses membres, elle a fourni des arguments à la croyance contraire. Le jeu des étiquettes n'y fait rien. Il accroît la confusion et jette un doute sur la sincérité des partis qui y recourent. Ceux-là seuls peuvent être dupes qui sont déjà « de mèche ». Quant aux autres, on ne les trompe pas, et cet essai de tromperie ajoute à leur ressentiment.

Et voici encore un point sur lequel tous les partis, qu'ils soient de la majorité d'aujourd'hui ou de la minorité, feraient sagement de méditer. Il est étroitement lié au précédent. Je fais allusion à la qualité des moyens employés dans la lutte. On discute avec un adversaire courtois, on l'écoute. Il arrive même qu'on éprouve le désir de lui être agréable. Le ton de la polémique, à l'heure présente, interdit tout espoir de cette nature. Il respire trop de haine et s'exprime par trop d'injures pour ne pas creuser un abîme infranchissable entre les deux fractions hostiles, un abîme d'où la paix sociale ne saurait sortir. Au degré où les passions sont montées, à parler de paix, on fait presque figure de faux frère ou d'imbécile. Cela est triste. Mais la vérité est toujours bonne à dire, même quand elle a peu de chance d'être entendue.

Nous avons bien besoin qu'on rédige un petit traité d'une bonne opposition politique.

Puissent ces réflexions en inspirer le dessein.

Civis.

La nouvelle Triplice et la guerre

Dans son discours au congrès radical-socialiste de Lille, M. Yvon Delbos, au terme d'une énumération des alliances et des amitiés françaises, a loué les efforts déployés par le Vatican « en faveur de la liberté et de la paix ». Que veut dire au juste cet éloge, en pareille bouche et dans pareil lieu ?

D'une part, le Pape régnant a fulminé contre le communisme les condamnations majeures de *Divini Redemptoris*. D'autre part, c'est contre le péril communiste que Berlin, Rome et Tokio se sont ostensiblement ligués. La logique apparente voudrait donc que les signataires du « Pacte Antikomintern » fussent, en quelque manière, le bras séculier du pontificat. Or, bien loin de seconder, par l'entremise de ses nonces et le concours de sa diplomatie, le jeu des dictatures alliées, Pie XI mérite, au contraire, la gratitude des démocraties menacées par cette coalition. Tel est l'enseignement précieux que semblent bien impliquer les paroles du Ministre des affaires étrangères de France.

L'U.R.S.S. et les Dictateurs

Y avait-il un *Komintern* en 1933 ? Son siège était-il à Moscou ? Pour quiconque voudrait prendre les dictateurs au mot et leurs actes diplomatiques à la lettre, la réponse à cette double question serait négative.

Sans doute, l'oubli est-il la vertu des hommes d'État. Mais, si le Duce et le Fuhrer renient leur propre histoire, il nous est encore loisible de l'évoquer. Aux champions de l'Occident, opposons donc deux dates, deux pièces à conviction.

5 mai 1933. Le premier geste novateur de la diplomatie hitlérienne consiste dans la prorogation du traité russo-allemand de 1926, qui, jusqu'au 5 mai 1938, « confirme une collaboration confidentielle » et « consolide des relations amicales » entre l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline. Or, l'article premier de ce traité, qui est encore en vigueur pour un semestre, stipule que « les deux gouvernements resteront en contact amical pour arriver à s'entendre sur les problèmes politiques et économiques qui les intéressent mutuellement ». En cas d'attaque par une puissance ou par plusieurs autres, l'article 2 impose à l'autre partie « la neutralité pendant tout le conflit ». Dans l'éventualité d'un « boycottage économique et financier » par un tiers, soit en période de guerre soit en période de paix, l'autre partie « ne prendra point part à cette coalition ».

On ajoutera que la validité de ce traité, négocié en 1926 par Stresemann et Krestinsky, avait expiré en 1931, mais que ni Bruning, ni Von Papen, ni Von Schleicher n'avaient osé le renouveler.

3 septembre 1933. M. Benito Mussolini et l'ambassadeur des Soviets Wladimir Potiemkine signent à Rome un pacte d'amitié et de non-agression valable jusqu'au 3 septembre 1938, c'est-à-dire pour neuf mois encore. L'article 4 de ce traité stipule : « Chacun des deux signataires s'engage à ne participer à aucune entente ou combinaison, soit économique soit politique, dirigée contre l'autre signataire. » Trois mois plus tard, jour pour jour, M. Maxime Litvinof se rend à Rome en voyage officiel.

Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères est reçu par le roi et s'entretient longuement avec le Duce. Aux termes du communiqué italien, « le chef du gouvernement et M. Litvinof ont recherché les moyens d'améliorer la situation politique générale dans l'esprit du pacte d'amitié italo-soviétique ». Qu'est-ce à dire ? D'une part, M. Mussolini s'efforçait d'adjoindre l'U.R.S.S. au fameux Pacte à quatre, pour que la France et l'Angleterre n'eussent, en aucun cas, la prépondérance dans le nouveau système. D'autre part, un échange de missions entre les deux pays favorisait le développement des exportations de pétrole russe à destination de la Péninsule.

Quand s'est produit le revirement ? Quand la Russie bolchevique est-elle devenue le foyer d'infection, le centre de perdition, le pays bacillaire autour duquel un cordon sanitaire doit être tendu ?

En ce qui concerne l'Italie, la réponse est indirecte : à dater du jour où l'axe Berlin-Rome est considéré comme la charnière de la diplomatie fasciste. C'est à l'ambassadeur actuel, M. Boris Stein, que le Duce a dit : « Je distingue entre le bolchevisme constructeur de Staline et le bolchevisme destructeur qui se réclame de Staline. » Il y a quelques semaines, la revue de M. Bottai reconnaissait dans « le communisme national » du « Père des peuples » la marque de l'influence mussolinienne. A l'heure actuelle, c'est encore de Russie que l'Italie tire presque tout le pétrole nécessaire à sa consommation. De nombreuses voix se sont élevées dans le Front populaire, notamment dans la « gauche révolutionnaire » du parti socialiste, pour affirmer que, sans les fournitures soviétiques, le Duce n'aurait pu ni conquérir l'Éthiopie ni prêter une aide efficace au général Franco.

Les lignes de l'évolution allemande sont plus nettes. Le 21 juin 1934, à l'occasion du remplacement de

M. Nadolny, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, par le comte Schulenburg, un communiqué publié par la *Wilhelmstrasse* souligne « qu'aucune modification ne s'est produite dans les relations amicales entre les deux pays ». C'est la dernière manifestation de l'amitié hitléro-soviétique. Pourquoi ? Parce que, quelques jours plus tard, au début de juillet, M. Louis Barthou s'est rendu à Londres à seule fin d'obtenir l'acquiescement de la Grande-Bretagne au principe d'un pacte d'assistance mutuelle du Nord-Est. Dès l'instant où la France a tenté de renforcer le Locarno occidental par un Locarno oriental, de garantir par un système de pactes solidaires l'ensemble du *statu quo* territorial européen, le Reich a prononcé l'excommunication de la Russie rouge. Lorsque l'échec de ces pourparlers, par la faute de l'Allemagne elle-même, a rendu inévitable la création d'un lien particulier entre la France et l'U.R.S.S., l'excommunication s'est transformée en croisade. Cependant, jusqu'à la grande épuration de l'Armée rouge, c'est-à-dire jusqu'à l'été 1936, les conversations secrètes continuent entre les deux états-majors, l'allemand et le russe, également attachés à la politique de Rapallo.

Ainsi se dégage la formule commune d'où découle l'attitude concertée des deux dictateurs envers Moscou :

Si l'U.R.S.S. est hostile aux puissances conservatrices des frontières européennes, tout faire pour l'attirer dans le concert des nations occidentales. Si, par son adhésion à la S.D.N. ou au système français, l'U.R.S.S. renforce, au contraire, la défense du statu quo *continental, empêcher à tout prix la conjonction entre la puissance russe et l'Occident.*

On peut dire sans paradoxe que les Soviets méritent la haine des dictateurs dans la mesure où leur diplomatie a cessé d'être révolutionnaire.

Sur un autre plan, la conduite du Japon s'inspire de mobiles analogues. Le manuel du général Araki, com-

mentaire précieux du fameux Plan Tanaka, définit sans ambages l'impérialisme nippon : « Conquérir la Chine pour conquérir l'Asie, conquérir l'Asie pour conquérir le monde, telle est notre mission, à nous, fils des dieux. » Conquérir la Chine : en lui-même, le morceau n'est pas mince. Avant de s'y attaquer, le Japon s'est, à chaque reprise, scrupuleusement assuré que l'Armée rouge ne se mettrait pas en travers de ses desseins. Au début de l'été 1936, la tension était si vive à la frontière mongole qu'on pouvait se croire à la veille d'une guerre russo-japonaise. En juillet, le chef de la délégation nippone au congrès parlementaire international de Budapest déclarait catégoriquement, lors de son passage à Kharbine, au journal *Simboun* :

« Ou l'U.R.S.S. doit procéder sans retard au retrait de ses forces armées d'Extrême-Orient. Ou mieux vaut alors qu'elle déclare la guerre au Japon. »

Puis, subitement, le ton change. Le 18 août, à la suite d'une conversation entre M. Ohta, ambassadeur du Japon à Moscou, en congé à Tokio, et le premier ministre Hirota, le journal officieux *Miako* écrivait :

« La signature d'un pacte de non-agression entre l'U.R.S.S. et le Japon contribuerait au rétablissement de la paix et à la restauration de l'ordre en Extrême-Orient. »

Mieux encore, le major Akio Doi, chef de la section russe de l'état-major général japonais, se prononçait, dans un discours retentissant adressé aux industriels d'Osaka, pour un rapprochement étroit avec l'U.R.S.S.

« La Russie, disait-il, n'est pas seulement un État communiste. C'est aussi un Empire dont la puissance industrielle et commerciale croît sans cesse grâce aux bienfaits de l'étatisation. La seule solution permanente du problème asiatique, c'est l'entente russo-japonaise pour

la libération de tous les peuples opprimés. » Abritée par cette façade verbale, l'armée japonaise poursuit son infiltration dans la Chine du Nord, tout en évitant soigneusement les incidents de frontière aux limites du Birobidjan et de la Mongolie extérieure.

Mais voici que les événements affaiblissent le colosse aux pieds d'argile : les complots successifs, l'épuration des états-majors, l'exécution des chefs militaires paralysent l'appareil de la mobilisation russe ; l'Espagne détourne l'attention du Kremlin tout en décevant son attente ; le Reich, en prenant l'initiative du « Pacte Antikomintern » qui sera signé dès le 25 novembre 1936, offre à l'impérialisme nippon un point d'appui en Occident. Cependant, avant de partir pour la grande conquête, il reste à prouver que, malgré tout, on ne se trouvera pas au moment décisif en face d'une coalition russo-chinoise. C'est alors, en juin 1937, que l'incident des Iles de l'Amour est monté de toutes pièces. L'épreuve est concluante : l'ours, à peine taquiné, grogne et recule. La Chine est isolée. En avant. Trois semaines plus tard, l'affaire de Lou Kou Tchiao, sonne enfin l'heure H. « Conquérir la Chine pour conquérir l'Asie... » Les « fils des dieux » franchissent la première grande étape de leur mission.

***

Ainsi, quand les pourparlers s'engagent pour transformer en une nouvelle Triplice le pacte germano-nippon, Rome, Berlin et Tokio partent d'une donnée fondamentale : l'attitude identique et solidaire des trois États envers l'U.R.S.S. Au stade atteint par les trois impérialismes, *le but commun n'est pas d'affronter la Russie par une coalition, mais de l'isoler par l'intimidation.*

La rencontre des convoitises

Le pacte du 6 novembre est l'œuvre de l'Allemagne. C'est le Reich hitlérien qui sut convaincre d'abord les chefs militaires nippons, ensuite M. Mushakoji, ambassadeur du Japon à Berlin, enfin le cabinet du Mikado, que l'alliance allemande pouvait reprendre le rôle, joué de 1902 à 1921 par l'alliance anglaise, d'auxiliaire européen des ambitions nippones. C'est aussi le Reich hitlérien qui proposa, dès l'origine, à l'Italie de se joindre au « Pacte Antikomintern » et s'efforça de trouver un terrain d'entente entre le Japon et le Duce qui, trois ans auparavant, dénonçait le péril jaune. Enfin, la conception même d'un instrument diplomatique fondé sur la crainte du péril bolchevik, la formule même d'une Internationale dressée contre la Troisième Internationale, portent la marque munichoise : avant Hitler, Mussolini se défendait de considérer le fascisme comme un article d'exportation ; au lendemain de sa visite au Fuhrer, il annonce que le vingtième siècle sera le siècle du fascisme. Le sens de la Triple Alliance doit donc, au premier chef, être déterminé d'après les buts que le Reichsfuhrer assigne à la politique extérieure du national-socialisme.

Rouvrons *Mein Kampf* :

« Nous, nationaux-socialistes, renversons délibérément le sens de la politique extérieure d'avant-guerre. Nous commençons là où l'on avait fini il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers l'Ouest et vers le Sud, et nous jetons nos regards vers l'Est. Nous mettons fin à la politique coloniale et commerciale ; nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir... Politique

de l'Est, c'est-à-dire d'acquisition de la glèbe nécessaire à notre peuple allemand. »

Le but ultime est donc de dépecer la Russie. Mais, pour la dépecer, il ne suffit pas de l'isoler, il faut encore l'atteindre. Le premier temps consistera donc à faire entrer, de gré ou de force, dans le système pangermaniste l'ensemble des États successeurs agrandis ou suscités par la guerre qui s'interposent entre l'Empire brun et l'Empire rouge.

De gré? Le « Pacte Antikomintern » peut être ici un magnifique instrument. La plupart des nations secondaires de l'Europe danubienne sont partagées entre deux sollicitations : la loi historique de leur vie nationale, qui les pousse à chercher auprès des démocraties occidentales le protecteur naturel contre le pangermanisme ; l'intérêt immédiat de leurs classes dirigeantes menacées par une opposition démocratique contre laquelle les dictateurs peuvent seuls leur fournir une assurance. Ce n'est pas par hasard qu'un des rares journaux européens qui saluèrent la Triplice du 6 novembre avec des cris d'allégresse se trouve être le *Vreme* de Belgrade, organe personnel du président Stoyadinovitch. Ce n'est pas par hasard que la conclusion d'un accord germano-polonais sur le problème des minorités a précédé l'évolution nouvelle de la Pologne vers un régime dictatorial, dont l'instauration ne va d'ailleurs pas sans résistance. Ce n'est pas par hasard que le roi Carol a fait échouer le retour du parti national-paysan au pouvoir, en posant à M. Mihalache comme condition *sine qua non* l'entrée dans le gouvernement de M. Voïda Voïdove qui, en juillet dernier, recommandait à la Roumanie « une politique indépendante, sur le modèle de la Yougoslavie et de la Pologne ». En agitant le péril bolchevik contre tous les défenseurs des libertés politiques, Rome et Berlin aident les semi-

dictateurs, couronnés ou non, à mieux asseoir leur pouvoir personnel.

Mais est-il possible d'entreprendre « la marche vers l'Est » sans considérer l'hypothèse d'un recours à la force? S'il en était besoin, ses rapports avec Vienne et Prague suffiraient à guérir le Fuhrer de cette illusion. Seize mois après l'accord du 11 juillet 1936, l'Autriche défend son indépendance plus jalousement que jamais : à dater du 1er novembre, le chancelier Schuschnigg interdit aux nazis l'accès du « Front Patriotique »; il encourage la propagande légitimiste; il refuse d'adhérer au « Pacte Antikomintern »; il assied un ordre nécessairement autoritaire sur des principes catholiques que Berlin interprète comme une trahison du germanisme. Quant à l'État tchécoslovaque, il faut renoncer sinon à le démembrer, du moins à l'intimider : l'affaire de Teplice-Schönau, montée, orchestrée, exploitée par le Troisième Reich, a fait long feu; si la province des Sudètes doit être, pour la première fois dans l'histoire, attirée dans l'orbite de Berlin, ce ne sera point par le libre consentement du gouvernement de Prague. Mieux encore : voici que Autrichiens et Tchèques, non contents de résister, conjuguent leur résistance. Au moment même où Hitler et Mussolini se serraient la main sur le quai de la gare de Munich, le chancelier Schuschnigg rendait visite à M. Hodza : geste audacieux, peut-être téméraire, que Berlin n'a pas encore pardonné à Vienne. Quelques jours plus tard, le chef du gouvernement autrichien usait de tout son crédit à Budapest pour favoriser un rapprochement entre la Hongrie et la Petite-Entente, que les réticences de la Roumanie, encouragée par la Pologne, ont empêché d'aboutir avant le voyage des ministres hongrois en Allemagne.

Il est impossible d'user de violence contre l'Autriche

sans nuire irrémédiablement au prestige du partenaire italien. Mais comment la dissocier de Prague pour l'amener à résipiscence, comment faire fléchir la résistance tchécoslovaque ? Un seul moyen s'offre à la politique allemande : couper les liens qui rattachent l'Europe danubienne à la France et, en tout premier lieu, vider de sa substance l'alliance franco-tchèque. Par une pression directe sur Paris ? Le Reich l'a vainement essayé : vingt et un mois après la remilitarisation de la zone rhénane, dont le but était de bloquer l'armée française derrière la frontière du Rhin, deux mois après le pacte germano-belge, qui bouche une voie de passage et rend plus difficile l'accomplissement du devoir international, M. Yvon Delbos consacre les alliances françaises par une tournée des capitales amies. Dès lors, il faut, ou bien renoncer au rêve de l'isolement occidental, condition première de la victoire pangermaniste, ou bien l'imposer à l'Angleterre d'abord et, par l'Angleterre, à la France.

6 novembre : signature de la nouvelle Triplice. 19 novembre : entrevue Hitler-Halifax. Le second fait confère ou enlève toute son importance au premier.

Plus les menaces deviennent brutales, plus les diverses tendances qui tiraillent la politique anglaise se ramènent à un dilemme bien tranché. D'une part, le gros de l'opposition et les conservateurs qui, à l'image de M. Eden, restent imbus d'esprit européen, consentiraient volontiers des concessions au Reich en matière coloniale pour retarder ou enchaîner l'orage qui peut fondre demain sur le continent. D'autre part, la majorité conservatrice et les bureaux, que l'esprit impérial anime au premier chef, verraient très volontiers l'Allemagne hitlérienne concentrer son dynamisme à ses frontières orientales, quitte à épuiser ses forces dans une guerre contre la Russie, pour que la zone d'intérêt britannique, où la France est entièrement comprise,

demeurât en dehors du champ des convoitises. Il n'est pas exagéré de dire que les adversaires les plus acharnés des revendications coloniales allemandes sont les auxiliaires les plus sûrs du pangermanisme hitlérien. C'est bien ainsi que l'entend l'Allemagne elle-même : lors du dernier voyage du docteur Schacht à Paris, M. Léon Blum s'efforça d'entraîner le cabinet de Londres dans une négociation coloniale ; appuyé par M. Eden, il se heurta au veto de M. Chamberlain ; or, la diplomatie, la presse, la propagande nazies tiennent M. Chamberlain pour un atout et M. Eden pour un obstacle. M. Vernon Bartlett, journaliste libéral, écrit des articles dans le *News Chronicle* pour dénoncer la carence britannique devant la coalition des fascismes et des lettres au *Times* pour réclamer la redistribution des mandats coloniaux. M. Amery, député conservateur extrémiste et ancien ministre des colonies, s'indigne, dans une lettre au *Times*, contre tous les projets de révision coloniale et se fait, dans tous ses discours, le champion de l'isolement occidental. Ainsi s'explique le grand jeu dont l'entretien du Führer avec le lord-président du conseil est peut-être une manche essentielle. L'opération s'est décomposée en deux temps. D'abord, une offensive volontairement outrancière a transformé la revendication coloniale en une sorte d'ultimatum. Puis, les deux problèmes de l'Europe danubienne ont été discrètement posés, dans les termes les plus accessibles à l'entendement d'un « gentleman très chrétien » : « Pourquoi l'Autriche ne déciderait-elle pas de son propre sort ? Pourquoi les trois millions et demi d'Allemands des Sudètes qui sont ressortissants de l'État tchèque ne jouiraient-ils pas de tous leurs droits naturels ? » Entre les deux formules politiques qui s'offrent à lui –, l'Europe avant l'Empire, l'Empire avant l'Europe — le cabinet de Londres se refuse à choisir, non point par lâcheté, mais par

système. M. Neville Chamberlain répugne à considérer les problèmes comme des blocs monolithiques. Laisser libre carrière au Reich en Europe centrale et orientale? Le premier ministre ne prendra point la responsabilité d'entraîner la France dans cette voie, malgré l'avis formel de son ambassadeur à Berlin, Sir Neville Henderson. Mais si telle ou telle concession, au détriment des Tchèques ou des Autrichiens, lui paraît, à un moment donné, inévitable ou profitable, il la favorisera sans hésiter. A l'inverse, ses convictions profondes et ses traditions familiales l'incitent à considérer tout l'Empire colonial comme tabou : mais, pour reprendre l'expression d'un de ses porte-parole, « on ne s'interdit pas de jeter du lest ». En attendant, que risque-t-on à continuer la conversation, à inviter courtoisement le baron von Neurath sur les bords de la Tamise, à accepter en principe de renforcer la sécurité rhénane par un nouveau pacte de l'Ouest ?

En bref, à l'est du Rhin, la Grande-Bretagne n'encourage aucun espoir, mais ne décourage aucun dessein. Pour empêcher l'armée française d'exécuter les engagements souscrits par la France, pour forcer la Grande-Bretagne à détourner son attention du Danube, le plus sage et le plus sûr est donc de paralyser les puissances occidentales en menaçant leurs propres possessions. C'est ici qu'interviennent les deux co-signataires de la Triplice du 6 novembre.

Le rôle de l'Italie sera de faire pression sur les communications impériales et les empires africains. Si le Duce se pose en champion du panislamisme et reçoit l'épée de l'Islam des mains du maire de Tripoli, c'est à Munich qu'est installé « le bureau panislamique », sous la direction du comte Durkheim. Un des personnages les plus importants du Reich disait récemment à Sir Neville Henderson : « Que vous importe l'Autriche, quand vous ris-

quez de perdre la Palestine et le pipe-line ? » Cette ironie cruelle, c'est tout le secret de l'axe Berlin-Rome. Si l'interlocuteur eût été Français, le ministre du Führer eût pu dire : « Comment auriez-vous le temps de vous occuper des Tchèques, quand la guerre fait rage entre les Pyrénées et le Maroc, quand les communications ne sont plus sûres entre Marseille et Alger ? » Lorsqu'un volontaire allemand, un canon krupp, un avion fokker partait pour l'Espagne, les yeux du Fuhrer restaient fixés sur le Danube. Exactement comme les yeux du G.Q.G. interallié restaient fixés sur Berlin quand l'armée d'Orient s'embarquait pour Salonique, et pour la même raison.

Au même titre, le rôle du Japon sera de faire pression sur les possessions asiatiques abritées sous le drapeau tricolore ou l'Union Jack. Londres et Paris sont moins libres de leurs mouvements quand, sur la Litoriana libyenne, les corps d'armée italiens volent des frontières de l'Égypte à celles de la Tunisie. Paris et Londres sont moins libres de leurs mouvements quand le Japon, tout en ravageant la Chine, construit des bases navales et aéronautiques aux Iles Carolines, ruine l'influence franco-britannique au Siam, répand parmi ses élèves-officiers un livre intitulé : *Le Japon doit faire la guerre à la Grande-Bretagne* et bombarde les deux provinces limitrophes du Tonkin. On sait que, pour empêcher le ravitaillement en armes de la Chine par l'Indochine, le Japon prépare l'occupation de l'île d'Hainan et des îles Paracel, qui jouent un rôle capital dans les liaisons maritimes de l'Indochine, de Hong-Kong et de Singapour, commandent les grèves du Tonkin, le port de Haiphong, les villes de Hanoï et de Nam-Tinh. On a justement défini le Siam comme un coin enfoncé entre l'Indochine française et les Indes britanniques. Or, les rapports nippo-siamois ont, au cours de l'année écoulée, pris la forme d'une alliance de fait : comme

par hasard, l'artisan de ce rapprochement est le colonel Phya Bahol Bolabayuha Sena, sorti des écoles militaires allemandes.

Une menace permanente sur toutes les frontières des empires français et britanniques : voilà ce que le pacte du 6 novembre apporte au Reich.

La nouvelle Triplice se définit ainsi comme une entreprise concertée pour neutraliser la puissance britannique et, par voie de conséquence, la puissance française, au bénéfice du pangermanisme européen.

Le point faible

Mais, si la Triple Alliance est un brevet d'invention germanique, quel profit les co-contractants espèrent-ils en tirer ?

L'aventure espagnole, offerte à leur audace par la fortune seconde, a démontré au Führer et au Duce que la croisade idéologique pouvait, aux moindres risques, se solder par des profits certains. La production minière de l'Espagne représentait, en 1934, une valeur totale de 1 milliard 450 millions de pesetas. Pour ne prendre que deux exemples, le Reich, qui importe annuellement 987.000 tonnes de pyrites et 8.264.000 tonnes de fer, pourrait tirer de la péninsule plus de 2 millions de tonnes de fer et une quantité au moins égale de pyrites. Or, l'exploitation conjointe des richesses du sous-sol ibérique par l'Allemagne et l'Italie, entreprise il y a trois ans puis interrompue, a été reprise à la faveur de la guerre civile. Au lendemain de la révolte des Asturies, M. Gil Robles, eut l'idée, fort louable, d'exécuter un programme de grands travaux pour porter remède au chômage, amorcer

le développement économique du pays et améliorer la condition ouvrière. Il lui fallait des plans, des techniciens, du matériel. C'est à l'Allemagne qu'il s'adressa. En transmettant à Madrid son acceptation immédiate, le Reich demanda, en guise de contrepartie, un droit de prospection minière étendu à toute l'Espagne. Dès avril 1935, un consortium était constitué avec toutes les garanties nécessaires pour ne méconnaître aucune possibilité d'exploitation : dans ce *Konzern* figurent notamment la *Metallgesellschaft* de Francfort, Siemens, les usines de guerre Vulkan et Krupp, le trust chimique I. G. Farben. Les contrats signés portent sur les gisements de charbon de la province de Caceres, les lignites de Huesca, les gisements de cuivre de Catalogne. Détail essentiel : les compagnies d'assurances italiennes, sur la foi d'un rapport de la « Fédération industrielle d'Italie », associèrent leurs capitaux à l'entreprise. Interrompue par la crise qu'ouvrirent les élections du 16 février 1936, la collaboration économique germano-espagnole reprit au lendemain même de l'insurrection du 18 juillet. Dès le 27 août, les mines du Rif étaient réquisitionnées, sans égard pour les intérêts anglais et français qui, jusque-là, avaient permis leur exploitation. Bientôt une société hispano-allemande était créée et domiciliée à Séville, sous la dénomination de « Hisma Limitada Carranza y Bernardt ». Pendant l'année en cours, la compagnie espagnole des mines du Rif a vendu au Reich, par l'intermédiaire de la Hisma, 800.000 tonnes de minerai. L'analyse des statistiques allemandes, où la rubrique « Maroc espagnol » a été comme par hasard introduite au début de 1937, confirme le montant de ces transactions. Ainsi l'Allemagne, au lieu d'acheter du fer lorrain ou suédois contre paiement en devises, a troqué du minerai marocain, voire du minerai de Biscaye, contre des munitions et du matériel de guerre.

On connaît le détail d'opérations analogues, quoique moins fructueuses, au bénéfice de l'Italie : récemment, la Société des constructions maritimes de Livourne cédait deux contre-torpilleurs au général Franco ; le financier Juan March est en train de constituer une société mixte hispano-italienne pour l'exploitation des gisements de pétrole ibériques.

Un plan de collaboration économique du même ordre a-t-il été élaboré en ce qui concerne l'Extrême-Orient ? La réponse n'est pas douteuse. Déjà les revues techniques allemandes insistent sur les ressources du sous-sol chinois en fer et en antimoine, ou laissent pressentir l'exploitation commune des richesses du Tchahar par les trois puissances associées. Aussi bien le Reich et l'Italie ont-ils pris position pour être les vrais gagnants de la guerre d'Extrême-Orient : leurs missions militaires et techniques sont plus nombreuses et plus actives à Nankin qu'elles ne le furent jamais. Ami de la victime et allié de l'assaillant : cette périphrase laisse pressentir un genre nouveau de médiation.

Au surplus, la commission permanente tripartite dont le Pacte du 6 novembre prévoit la constitution, permettra de saisir à chaque instant chaque occasion de coordonner les efforts, d'enregistrer les succès, de créer sous tous les prétextes — selon l'expression d'un article anonyme du Duce — « l'atmosphère mondiale du fascisme ». Les derniers événements qui se déroulèrent au Brésil constituent une épreuve victorieuse du nouveau mécanisme. En d'autres temps, le coup d'État du président Vargas — que les péripéties de la politique brésilienne suffisent à expliquer — aurait été traité par les chancelleries comme une affaire d'intérêt latino-américain et négligé par l'opinion européenne. Mais les dictateurs ont changé tout cela. Le Reich, qui contrôle quinze journaux et 1400 éco-

les au Brésil, qui entretient dans les États du Sud une puissante organisation nationale-socialiste, dirigée par M. Von Costen, n'assiste pas aux révolutions brésiliennes comme un spectateur impassible. Mussolini — qui joue parfois dans la Triplice le rôle de l'Arétin — a su prendre la plume au bon moment pour annoncer le coup d'État et crier victoire avant la lettre. Le résultat est que les États-Unis d'Amérique commencent à se sentir menacés sur leur propre continent, donc moins enclins à tenir un rôle actif en Europe ou en Asie. Même tactique qu'envers la Grande-Bretagne et la France, hasardeuse sans doute, mais toujours lourde de promesses.

N'oublions pas qu'en vertu de l'article 2 du pacte, les signataires « inviteront en commun les États tiers dont la paix intérieure est menacée à prendre toutes mesures de défense dans l'esprit de cet accord ». Rien de plus facile que de transformer cette invitation en sommation à n'importe quel pays communisant, c'est-à-dire à n'importe quelle démocratie, puisque, selon M. Mussolini, les démocraties sont « des pays porte-bacilles ». Par cet artifice, on rallie à sa cause une partie de l'opinion publique de la nation visée ; après quoi, doucement ou violemment, à visage découvert ou masqué, on intervient, au mieux de ses intérêts nationaux, dans les affaires intérieures de la puissance « bacillaire ». Le Japon ne fait pas la guerre à la Chine, mais au communisme. Ce n'est pas à la France, mais au Front populaire qu'en voulait M. Virgilio Gayda lorsqu'il annonçait, par la radio italienne, le 8 novembre, à 7 h. 1/2 du soir, que notre pays n'échapperait pas aux représailles.

***

Mais, si les associés ont des bénéfices et des espoirs communs, s'ensuit-il que leurs bénéfices et leurs espoirs

soient égaux? C'est la question cruciale, que le Duce se pose sans cesse et qu'il faut sans cesse se reposer avec lui.

Mein Kampf dicte à l'Italie ses ambitions :

« L'avenir de ce pays dépend d'un développement territorial dont les éléments sont groupés autour du bassin méditerranéen. »

En répondant à cette anticipation comme à un ordre, en associant sa fortune à celle du germanisme, le dictateur italien s'est condamné, au Nord à l'abdication, au Sud à la conquête. C'est une politique dont il ne peut ni jauger tous les risques ni déterminer au juste l'enjeu.

L'impérialisme italien s'est défini le jour où le chef du gouvernement fasciste s'est spontanément attribué la protection du monde musulman : le voyage triomphal du Duce en Libye, le discours de Tripoli, la remise de l'épée de l'Islam à M. Mussolini par le maire de la cité libyenne, le prince Carameli, expliquent toutes les initiatives essentielles de la politique italienne depuis la conquête de l'Éthiopie. Il est facile de se rassurer en citant ces paroles publiques du cheikh El Maraghi, recteur de l'Université d'El Azhar, le 17 mars 1937 : « Aucun non-musulman ne sera jamais reconnu par les musulmans comme le protecteur de l'Islam. » Il n'en reste pas moins qu'une propagande insidieuse contre la position de la France et de l'Angleterre en Orient, voire des rives de l'Atlantique à celles du Gange, est systématiquement menée par l'Italie. L'orthodoxie d'un aréopage d'Ulémas n'empêchera pas les mécontents, qui sont nombreux dans les empires coloniaux, de s'appuyer sur la puissance révolutionnaire contre les puissances dominatrices.

Le poste radiophonique de Bari, créé pour propager l'idéologie fasciste en Albanie et dans les Balkans, n'a cessé d'accroître sa puissance et d'étendre son rayon d'ac-

tion. Tous les jours, à 18 h. 30, il diffuse de la musique arabe et des informations en langue arabe. En Palestine, des haut-parleurs installés sur les places publiques ont réuni parfois des foules considérables aux heures d'émission du poste italien. Au Maroc, le nombre des appareils de T.S.F. détenus par des indigènes est passé de 1525 à 3588 entre le 1er janvier 1936 et le 5 avril 1937. La radiophonie n'est d'ailleurs que l'aspect pittoresque d'un plan général. Au ministère italien de la presse et de la propagande, une section qui occupe trois cents employés rédige des documents en vingt-huit langues africaines. Une Université musulmane doit faire de Harrar, en Éthiopie, un centre d'attraction intellectuelle pour tout le monde arabe. Après la conquête de l'Empire du Négus, la fortification d'Assab et la cession par la France à l'Italie de l'île de Doumeira, une mission, présidée par le général Gasparini, s'est rendue au Yémen pour renouveler le traité italo-yéménite, signé le 2 novembre 1926 à Sanaa.

A quoi tout cela peut-il tendre? A provoquer une insurrection générale de l'Islam, avec la protection et au bénéfice de l'Italie? C'est ce que la presse de la Péninsule annonça presque ouvertement, au début de novembre, lorsque le Grand Mufti de Jérusalem, dont les rapports avec les agents italiens sont notoires, s'enfuit de Palestine. Mais, depuis lors, le ton a baissé : les mesures de police prises tardivement par la France au Maroc et en Tunisie, par les deux puissances mandataires en Palestine et en Syrie, le redressement de la diplomatie britannique dans la péninsule arabique, ont fait réfléchir les agitateurs.

Le but de l'Italie est-il donc d'unifier son Empire en reliant la Libye à l'Afrique Orientale italienne ou de l'étendre vers l'Ouest? Mais l'Égypte est liée par un traité d'alliance militaire avec la Grande-Bretagne, et la Tunisie

est sous protectorat français. D'où cette conclusion brutale : le seul moyen de l'expansion italienne dans le monde méditerranéen est désormais la guerre non déguisée.

***

On ne saurait trop méditer sur cette constatation : elle nous révèle le point faible de la nouvelle Triplice, qui peut compromettre l'ensemble du système. En effet, le but de la politique allemande est de neutraliser les puissances occidentales pour assurer, sans conflagration générale, l'hégémonie continentale du Reich : c'est par ce détour que le Führer peut sincèrement concilier le pangermanisme de *Mein Kampf* avec le désir de paix relative qu'il affiche et qu'il a toutes les raisons d'éprouver.

Au contraire, l'Italie, depuis que, selon l'expression du Duce, « son centre de gravité militaire s'est déplacé vers la Sicile », est condamnée soit à s'enfermer dans ses frontières, soit à faire la guerre en affrontant, non pas une petite puissance isolée, mais l'Angleterre et la France. Inversement, si la crainte d'être bloquée dans cette impasse ou la conscience de risques trop graves incitaient le Duce à ramener vers le Nord « le centre de gravité militaire », alors l'Italie et l'Allemagne entreraient tôt ou tard en conflit parce que leurs zones d'influence en Europe danubienne viendraient à interférer ; l'axe Berlin-Rome serait brisé.

D'où le malaise et les oscillations de la politique italienne. D'une part le Duce ne se résigne pas à l'abdication totale devant le Reich en Europe orientale : on l'a vu récemment pousser la Hongrie dans les bras de la Petite-Entente et favoriser les efforts de la Tchécoslovaquie pour fédérer, au moins dans l'ordre économique, les

États successeurs ; au lendemain de l'entrevue de Berlin, il a donné l'assurance au chancelier Schuschnigg qu'il n'avait pas sacrifié l'indépendance autrichienne à l'amitié allemande; lorsque la presse anglaise a annoncé, à propos de l'entrevue Hitler-Halifax, que le Reich renoncerait volontiers à revendiquer des colonies pourvu que Londres lui laissât la main libre à l'est de l'Europe, Mussolini a exigé et obtenu un démenti immédiat. Mais, d'autre part, il est trop engagé pour laisser porter atteinte au dogme de la solidarité italo-allemande ; le rappel du correspondant parisien de *La Tribuna*, coupable d'avoir émis un vœu platonique en faveur du rapprochement franco-italien, peut être considéré comme une preuve péremptoire.

Comment sortir de ce dilemme? Un seul moyen s'offre à l'Italie : associer le Reich à ses entreprises méditerranéennes, l'engager dans l'aventure espagnole, par-dessus tout l'amener à réclamer des colonies sur un mode de plus en plus exigeant, bref le distraire de l'obsession danubienne. Tel est le grand jeu que Mussolini joua lors de son entrevue avec Hitler. Lorsqu'il quitta le Führer, il portait un air radieux. Il croyait donc avoir réussi. Mais son succès n'était-il pas fondé sur l'équivoque? Sans doute l'auteur de *Mein Kampf* réclame-t-il des colonies, et si, d'aventure, il oublie d'en réclamer, Mussolini prononce un grand discours pour lui rafraîchir la mémoire : cet artifice offre au Führer un excellent moyen d'entretenir le dialogue anglo-allemand, d'unifier l'opinion allemande par un grief légitime tout en divisant l'opinion étrangère, peut-être d'obtenir « dans six ans », d'après l'échéance fixée par lui-même non sans ironie, l'Empire colonial nécessaire à la réalisation complète de l'égalité des droits. Mais, depuis le voyage de Lord Halifax à Berlin, le cabinet britannique est convaincu qu'au-

cune satisfaction dans ce domaine n'empêchera le Reich hitlérien de « traiter en pleine indépendance le problème des minorités allemandes à l'étranger », c'est-à-dire de poser à sa manière, plus ou moins brutale, la question tchèque et la question de l'Anschluss. Quant à l'Espagne, Hitler s'est exprimé sans ambages, et, ce qui vaut d'être noté, en termes identiques devant le Duce et devant l'ambassadeur de France : l'Allemagne favorisera par tous les moyens en son pouvoir la victoire du général Franco, mais sans se laisser entraîner dans une guerre où ses intérêts directs sont, à première vue, douteux.

Sans doute, à longue échéance, les deux impérialismes peuvent se rejoindre sans sortir de leurs plans respectifs. L'Allemagne se multiplie en Bulgarie, en Grèce, en Roumanie, en Turquie et dans l'Iran : elle prépare ainsi la descente vers Bagdad, le long de la transversale eurasienne, route du pétrole, voie terrestre et aérienne vers l'Asie tracée depuis longtemps par les doctrinaires du pangermanisme. Au contraire, l'Italie concentre ses efforts sur la Syrie, le Liban, la Palestine et l'Égypte. Nous assistons donc peut-être aux premières étapes d'une marche concertée vers l'Inde, le Reich suivant la route d'Alexandre à travers les nations indo-européennes et touraniennes, l'Italie la route des successeurs de Mahomet à travers le monde de l'Islam.

Mais ces desseins sont hypothétiques et lointains. Dans l'état actuel des forces et par rapport à leurs plans immédiats, le pangermanisme et l'impérialisme italien concordent mal :

L'un suppose une France et une Angleterre neutres, l'autre une France et une Angleterre ennemies.

LA RIPOSTE?

Par cette faille de la nouvelle Triplice, la paix de l'Europe peut-elle encore passer? Rien n'est moins sûr. Les alliés sont assez solidaires pour être contraints d'accepter la guerre générale si un seul d'entre eux la déclenche.

Quelles peuvent donc être les ripostes des deux grandes puissances occidentales pour empêcher cette guerre, à laquelle elles ont tout à perdre et dont leur mission est d'écarter la menace?

On distingue aisément trois réponses.

La première consiste à renforcer le plus faible contre le plus fort : la France et l'Angleterre joueraient la partie engagée par Mussolini; elles accorderaient au Reich de larges compensations coloniales pour libérer l'Europe danubienne de la menace pangermaniste; en même temps, elles s'empresseraient de reconnaître l'Empire d'Éthiopie et de faciliter sa mise en valeur; la paix du continent ainsi garantie, la politique du Pacte à quatre pourrait être sans péril transposée dans tous les domaines, puisque le directoire des grandes puissances ne se composerait plus que de nations satisfaites. Cette combinaison tentante est une pure chimère. Le Führer a dit, avec toute la netteté possible, au lord président du Conseil que le problème colonial ne pourrait, en aucun cas, servir de prétexte à un marchandage. S'il réclame la reconnaissance immédiate des droits coloniaux, peu lui chaut de recouvrer immédiatement des colonies. Faire de l'Autriche un État satellite du Reich, de la Tchécoslovaquie un État fédéral dont les minorités germaniques graviteraient en fait dans l'orbite de Berlin, bref creuser les

premières tranchées d'où partira « la marche vers l'Est » : voilà l'exigence immédiate. *Mein Kampf* n'est ni renié, ni même dépassé.

La seconde solution consiste à faire prévaloir, dans le nouveau système, le plus fort sur le plus faible, pour provoquer la déception du plus faible et préparer son revirement. Si la France et l'Angleterre laissent le Reich régler le problème autrichien, voire le problème tchèque, à son avantage, l'Italie, menacée par la prépondérance germanique en Europe centrale, hors d'état de s'adjuger des compensations méditerranéennes au risque d'une guerre contre l'Angleterre et la France, se retournera brusquement vers Paris et Londres, et, brûlant soudain ce qu'elle adore aujourd'hui, ressuscitera la coalition de 1915. Cette politique suppose que, pour un temps, la diplomatie franco-britannique pratiquera la formule de l'isolement occidental, c'est-à-dire que la France découragera ou trahira la cause de ses alliés orientaux. Sans considérer franchement cette hypothèse, le chef du gouvernement britannique ne consent pas à l'écarter : Hitler n'a-t-il pas fait miroiter devant son émissaire l'espoir d'un nouveau Locarno, d'une S.D.N. rénovée, où le Reich viendrait reprendre sa place, d'une Espagne pacifiée, d'une Chine où le médiateur allemand sauvegarderait les droits de toutes les nations européennes, pourvu seulement qu'on le laisse mener à bien, sans guerre, un tête-à-tête avec ses voisins ? MM. Chautemps et Delbos, pour leur part, n'ont pas pu s'abandonner une seconde à cette illusion : renier ses engagements, même en trouvant une formule mensongère pour masquer sa déchéance, ne serait pas seulement une mauvaise action mais, un mauvais calcul. D'une part, Hitler n'aurait pas raison de ses voisins orientaux sans une guerre qui, quand même il la déguiserait en intervention armée au profit des nazis autrichiens ou

des Allemands sudètes, risquerait de se propager comme le feu. D'autre part, la prépondérance continentale du Reich lui conférerait une puissance économique et militaire dont aucun homme d'État français ou britannique ne peut, de sang-froid, accepter les risques. La France s'en tient, en ce qui concerne l'indépendance autrichienne, à l'esprit et à la lettre du protocole de 1922, en ce qui concerne la Tchécoslovaquie au traité qui la lie au gouvernement de Prague depuis janvier 1925.

Dès lors, il ne reste plus qu'une conduite à tenir : renforcer l'Entente cordiale, valable seulement aujourd'hui pour la sauvegarde des frontières rhénanes ; transformer les alliances orientales de la France en alliances orientales de la France et de la Grande-Bretagne, partout associées pour la défense solidaire des frontières que leur victoire a créées et que leurs diplomates ont tracés. « *Ultra vires* », répondra M. Neville Chamberlain. Et si on lui objecte que l'Entente cordiale, trop faible pour résister à la nouvelle Triplice, peut chercher à s'étendre, sa réponse est toute prête :

« S'étendre à la Russie ? Mais, par la pratique systématique du terrorisme, le régime stalinien condamne l'U.R.S.S. à se replier sur elle-même ; son concours n'est pas souhaitable en soi ; en fait, il serait sans valeur. S'étendre à l'Amérique ? Mais l'attitude de M. Norman Davis à la conférence de Bruxelles démontre que les États-Unis ne sont nullement prêts à jouer un rôle actif dans les affaires de l'Asie, à plus forte raison de l'Europe. Sans doute, il ne faut point désespérer. Déjà nous nous disposons à signer un traité de commerce avec Washington qui, peut-être, sera l'amorce d'un bloc économique des démocraties, doué de ressources assez grandes pour obliger les dictateurs à rompre avec l'autarcie, à rentrer dans la voie de la raison, de la négociation et de la paix.

Mai, en attendant, il faut bien ruser avec le danger, et avec le temps. »

*
* *

Concessions coloniales? Inefficaces.

Isolement occidental? Dégradant et périlleux.

Coalition des puissances pacifiques contre la nouvelle Triplice? Impossible.

Que faire, dans ces conditions? sinon doser les trois solutions sans en épuiser aucune, temporiser avec une patiente souplesse, masquer chaque échec nouveau par un nouvel effort.

Delbos cunctator, nous disait en riant un homme d'État du Proche-Orient, qui sans doute attendait plus et mieux de la France. Mais, tout bien considéré, peut-être son sourire avait-il tort d'être amer, et son quolibet doit-il être pris pour un éloge.

Depuis deux ans, la preuve se fait, par l'absurde ou plutôt par le vide, que la défense de la paix, à défaut d'une Société des Nations tout ensemble assez forte pour soutenir le droit et pour redresser l'injustice, n'est qu'une série d'oscillations tâtonnantes entre l'impuissance et l'erreur.

Mais, cette preuve, est-ce un témoignage sur le destin du siècle ou sur la condition de l'homme?

MAURICE JACQUES.

NOTES ET RÉFLEXIONS

De Paul van Zeeland à Paul-Émile Janson

La démission de M. Paul van Zeeland, le 25 octobre dernier, a ouvert, en Belgique, une longue et difficile crise politique.

L'Union nationale créée par M. van Zeeland a disparu avec lui. On n'a jamais cessé de dénigrer et de combattre, dans certains milieux de droite, cette formule de collaboration gouvernementale, que l'on présentait comme un régime de compromis, de concessions et d'abandon, livré à l'influence prépondérante des socialistes, et, cependant, on aperçoit mieux aujourd'hui, après les palabres pénibles de ces quatre semaines d'interim ministériel, que M. van Zeeland avait réussi à créer, dans le pays, un climat nouveau. Indépendant de tout parti, même du parti catholique, M. van Zeeland avait voulu gouverner, avec l'accord des trois partis traditionnels sans doute, mais avec un programme bien cohérent qui ne soit « ni le décalque, ni le prologue d'aucun autre ». Il l'avait déclaré au cours des premiers mois de son gouvernement, les hommes qui collaboraient avec lui, venus des points les plus éloignés de l'horizon politique, n'avaient rien abandonné de leurs convictions personnelles, mais tous avaient décidé de faire abstraction de ce qui les divisait pour concentrer tous leurs efforts, toute leur énergie dans l'exécution d'un programme nettement délimité : « Ce programme, rien que ce programme, mais tout ce programme. »

Assurément, pour pouvoir pleinement réussir, ce vaste dessein exigeait une opinion favorable, compréhensive

et prête à le soutenir. Dans les jeunes générations, M. van Zeeland a rencontré un large mouvement de confiance et de sympathie ; il représentait pour elles une grande espérance, celle d'une politique nouvelle, dirigée, dans un esprit nouveau, par des hommes nouveaux. Mais, dans les milieux politiques et la grande presse de droite, ce ne furent, dès le début, que réticences, méfiances, voire hostilité ouverte.

Les réformes sociales et économiques promises, puis réalisées par M. van Zeeland sont, pour une très grande part, dans cette attitude des milieux de droite. La bourgeoisie n'a pas pardonné au Premier Ministre sa politique sociale trop hardie à son gré ; la bourgeoisie et la finance ont eu peur des conceptions économiques trop avancées de M. van Zeeland et de « l'école de Louvain ». Il faut lire les commentaires qui ont entouré la démission de M. van Zeeland dans certains journaux financiers de Bruxelles et d'Anvers pour se rendre compte de la satisfaction, du sentiment de délivrance avec lesquels la finance, le haut commerce, la bourgeoisie libérale ont vu disparaître un homme assez téméraire pour avoir osé affirmer la nécessité d'une « revision des valeurs » !

Je ne crois pas qu'il se soit trouvé, depuis la guerre, un homme d'État qui ait pu aussi bien comprendre et exprimer les aspirations des jeunes générations ; je ne voudrais, à cet égard, que reproduire quelques extraits d'un discours qu'il prononçait, en présence de quinze cents jeunes gens, catholiques, libéraux et socialistes, flamands, bruxellois et wallons, en avril dernier, peu avant la mémorable élection du 11 avril. Qu'on m'excuse la longueur de la citation, ces paroles de l'ancien chef du gouvernement disent, mieux que tout autre commentaire, la pensée réelle, vraie à laquelle a obéi M. van Zeeland :

Vous n'acceptez qu'une politique sociale : celle qui tende vraiment au bien de tous ; vous écartez d'un revers de la main les préoccupations étroites, celles qui se demandent si tel ou tel pri

vilège, telle ou telle situation acquise seront maintenus; et c'est de tous vos vœux que vous appelez une politique dont le succès assure à tous vos concitoyens, eux que vous considérez vraiment comme des frères, toutes leurs possibilités, matérielles et morales...

Nous avons compris — et vous avez compris avec nous — qu'il fallait poursuivre à la fois : 1) une politique sociale, généreuse, hardie, qui étende à tout le monde les bénéfices d'une civilisation en progrès; 2) en même temps, une politique économique réaliste, souple, ordonnée, et 3) enfin, par-dessus tout cela, une politique tout court, qui fût à la fois ferme, efficiente, respectueuse de tous les droits des autres et de tous ses devoirs à elle, mais armée de l'autorité nécessaire pour accomplir toutes ses tâches; et entièrement responsable de chacune de ses décisions.

La meilleure méthode de lutter contre le communisme, c'est celle que vous avez choisie, c'est celle que j'essaie d'appliquer, celle qui assurera la victoire de la Belgique sur toutes les forces de destruction : c'est de lutter de toutes nos forces contre la misère.

... Nous nous passerons de la dictature parce que nous ferons mieux; nous nous passerons des camps de concentration, car nous n'aurons à bannir, bien au contraire, aucune hardiesse du cœur, aucune fidélité de l'esprit religieux, aucune de ces indomptables convictions qui naissent de la raison. Vous et nous, nous voulons faire de la Belgique une maison où la lumière entre à flots; où la vie soit pour tous aisée et haute, dans la plénitude de ses dons; où ceux qui le désirent puissent s'isoler pour penser à leur guise, et où, cependant, les tâches qui demandent l'effort en commun soient accomplies avec le maximum d'ordre, de rendement et d'efficacité.

Cette atmosphère-là, unique dans l'histoire politique de notre pays, — mises à part les journées de ralliement national d'août 1914, — il faudra longtemps pour la retrouver. On pourrait même désespérer de la voir jamais rétablie s'il n'y avait pas, dans les jeunes générations, quelques hommes décidés à poursuivre, à travers tout, le travail de collaboration, de compréhension et de rapprochement dont M. van Zeeland a été l'artisan.

Il a fait, d'ailleurs, davantage, et je voudrais rapidement résumer ici le bilan de trente mois de gouvernement, sans en passer les lacunes et le passif.

Bilan du gouvernement van Zeeland

On sait ce que fut la dévaluation du franc belge, en mars 1935 : cette « opération délicate parfaitement réussie », suivant l'expression du professeur F. Baudhuin, faisait partie d'une politique d'ensemble, consciente et réfléchie, qui a été remarquablement décrite dans un ouvrage dont l'anonymat cache une haute personnalité financière internationale : *Revision de valeurs* (1). Les problèmes de la formation et de la distribution du crédit constituent, suivant cet ouvrage, des problèmes-clés, « et comme l'administration de la monnaie conditionne le crédit, c'est, en fait, ce dernier qui domine tout le mécanisme de l'activité contemporaine ». L'auteur de *Revision de valeurs* envisage, de la façon que voici, l'action de l'État :

> Les interventions, sous peine d'être dispersées et dangereuses parce qu'inefficaces, doivent s'intégrer à un plan d'ensemble et viser les causes, non les effets ; les quelques centres nerveux et non la totalité du corps économique. Au cœur de ces centres, la monnaie. Entre une monnaie soi-disant libérale avec une économie dirigée ou une monnaie dirigée et une économie tendant à la liberté dans la mesure où le permettent le maintien du libéralisme lui-même et la protection de l'homme, je n'hésite pas (2).

On s'accorde, très généralement, à reconnaître les bons effets de la dévaluation sur l'économie belge ; ces effets ont été durables, parce qu'elle s'accompagnait d'une action prudente sur les prix, pour maintenir l'équilibre entre les prix de gros et les prix de détails, et d'une politique sociale progressive. Dans ce domaine, M. van Zeeland a pu compter sur la collaboration des ministres socialistes, et surtout de M. Henri de Man, qui partageait plusieurs des conceptions économiques de son chef.

(1) A « la Renaissance du livre », Bruxelles, 1937. Cf. *La Vie Intellectuelle* du 25 novembre.
(2) Page 309.

Réduction du taux du loyer de l'argent, régularité et surveillance du marché de la rente, équilibre du budget, coordination des établissements de crédit public ou semi-public : ce sont là quelques-unes des réalisations du gouvernement dans l'ordre financier. Elles se traduisent par une augmentation considérable du bénéfice des sociétés industrielles ; les indices les plus favorables sont ceux de la consommation de l'énergie électrique, de l'augmentation du nombre de wagons fournis à l'industrie, du rendement des sociétés anonymes, de l'élévation du revenu national, de l'activité du port d'Anvers. On ne peut, cependant, s'empêcher de remarquer que la plus grande part dans le bénéfice de cette amélioration économique est allée à l'industrie, aux sociétés anonymes, au capital.

De là l'impatience de la classe ouvrière et le mouvement de grèves en juin 1936 ; l'élévation du pouvoir d'achat des masses était comprise dans le programme de redressement économique du premier gouvernement van Zeeland, elle devait être opérée lentement, suivant les possibilités d'absorption de l'économie. L'agitation sociale de 1936, due à la contagion des grèves françaises, accéléra la réalisation de cet aspect du programme gouvernemental ; à l'exemple et à l'intervention du gouvernement, la plupart des entreprises adoptèrent le minimum de salaire à 32 francs par journée. En juin 1937, l'indice du salaire horaire moyen d'un ouvrier qualifié s'établissait à 110,8, soit une hausse de 15,4 o/o par rapport à avril 1936 ; pour l'ouvrier non qualifié, l'indice s'élevait à 113,5, soit une hausse de 19,2 o/o. Compte tenu de la hausse des prix, le pouvoir d'achat des salaires s'est accru de 7,7 o/o dans le premier cas et de 11,2 o/o dans le second cas.

Les allocations familiales ont été élevées dans une proportion sensible et étendues, cette année, aux non salariés, jusques et y compris les membres des professions libérales : 787.000 familles en bénéficieront désormais.

Cent cinquante commissions paritaires ont été insti-

tuées pour faciliter les relations entre les organisations patronales et les organisations ouvrières et prévenir les conflits du travail ; une loi a adopté le *principe* d'une réduction de la semaine de travail à 40 heures pour les travaux insalubres et dangereux, confiant au gouvernement le soin d'introduire cette limitation dans certaines entreprises, suivant les possibilités industrielles. Les travailleurs belges jouissent d'un congé payé de six jours au moins par an. Ceci pose le problème considérable de l'utilisation des loisirs : le gouvernement a joué un rôle d'initiateur et de conseiller, sans se substituer à l'initiative privée, qu'il a largement encouragée. Tel a également été son rôle dans le domaine général de la santé publique.

Mais l'action la plus considérable s'est portée sur le chômage : le nombre de chômeurs contrôlés, qui était de 291.000 en janvier 1935, est tombé à 151.800 en mai 1936 et à 108.800 en août 1937. Parmi ces 108.000 chômeurs, il y a des inadaptés, des inadaptables, des ouvriers trop âgés, infirmes ou malades, déclassés : pour eux, ce n'est plus un problème de placement, mais un problème de reclassement ou de réadaptation sociale, infiniment délicat d'ailleurs, qui se pose. Pour encourager la reprise des affaires, le gouvernement a exécuté un vaste programme de travaux publics importants, nombreux, variés et bien distribués : voies hydrauliques, égouts, routes, distributions d'eau, bâtiments scolaires, bassins de natation, hôpitaux ; mais il a jugé nécessaire, au début de cette année, de freiner dans ce domaine pour laisser se poursuivre naturellement la reprise des affaires.

Toutes les branches de l'activité nationale ont profité de la politique gouvernementale : les milieux agricoles ont, généralement, accueilli très favorablement la politique agricole du ministre Pierlot. Celle-ci s'est orientée, très courageusement, en faveur des moyennes et petites entreprises, qui sont la richesse de notre pays, à l'encontre de certains monopoles. Le ministre a tenu tête aux

sollicitations et aux pressions du trust des fabricants de margarine, comme à certains trusts du tabac. Les classes moyennes se sont crues les moins favorisées, alors qu'en réalité elles bénéficiaient de la reprise générale et qu'elles devaient à elles-mêmes, à leur individualisme, à leur isolement, l'infériorité matérielle dont elles se plaignaient

Cette politique sociale ne peut, assurément, pas être qualifiée de socialiste : faire bénéficier toutes les classes sociales du maximum de bien-être, dans le respect de l'intérêt général, ce n'est pas, tant s'en faut, faire du socialisme !... Or, on s'étonne du peu de sympathie que cette politique a rencontré dans la bourgeoisie, même dans la bourgeoisie catholique. La politique sociale du gouvernement van Zeeland, dont l'inspiration, on ne saurait assez le souligner, n'était pas socialiste, mais, dans ses grandes lignes, conforme à l'enseignement social de l'Église, reste et restera un de ses plus beaux titres à la reconnaissance des masses : il est trop rare le spectacle d'un homme d'État, né dans la bourgeoisie et appartenant à la bourgeoisie, allant au-devant des aspirations des travailleurs, avec le désir loyal, sincère, de donner satifaction à tout ce qu'elles avaient de légitime, il est trop rare, ce spectacle, pour n'être pas salué comme il convient ! Mais il laisse indifférente, sinon hostile, la majeure partie de l'opinion bourgeoise et de la presse de droite !

Les réformes de structure

M. Paul van Zeeland avait l'ambition d'entreprendre des réformes plus profondes : ces réformes de structure qui devaient adapter nos institutions aux contingences nouvelles. Un Centre d'études pour la réforme de l'État, organisme privé, mais fondé avec l'appui de M. van Zeeland, a déposé ses premières conclusions à la veille même du départ du gouvernement ! Ce ne sont donc que des premières réformes, partielles, qui ont été réalisées : le statut des fonctionnaires destiné, notamment, à protéger

les agents de l'administration contre l'arbitraire en est une des plus significatives.

En revanche, des projets, soigneusement étudiés, sont au point : institution d'un Conseil d'État, en ce moment en discussion devant le Parlement; la réforme administrative qui a fait l'objet d'un rapport remarquable du commissaire royal, M. Camu; l'organisation professionnelle, sujet de friction entre les groupes politiques. Il y a de longs mois que ces trois importantes questions sont soumises à l'examen des autorités compétentes. Les campagnes violentes qui ont été menées contre le gouvernement et contre M. van Zeeland personnellement l'ont, pratiquement, empêché de pousser plus avant ces projets. Et, cependant, nul n'oserait contester, sérieusement, leur urgence. La réforme administrative est indispensable pour rendre à l'administration la compétence, l'autorité et l'indépendance que le favoritisme politique et l'abaissement général de la moralité lui ont fait perdre. Dans l'organisation des professions, nous ne voyons pas seulement un heureux système pour favoriser la paix sociale, la collaboration entre les classes, l'ordre dans l'économie; nous la considérons comme une étape importante vers la transformation de notre régime économique et social, mais on devine de sourdes résistances dans les milieux patronaux et on constate l'hostilité ouverte des organisations socialistes. L'accord sera extrêmement malaisé à établir : M. van Zeeland aurait pu l'obtenir sur un projet modéré, prudent; son successeur aura-t-il la même autorité?

Je ne crois pas nécessaire d'insister longuement ici sur la politique extérieure du gouvernement van Zeeland : elle a l'accord de trois partis et, demain, comme hier, elle marquera la volonté d'indépendance de la Belgique et son ferme dessein d'assurer l'intégrité du territoire.

Il y a un dernier domaine dans lequel on regrettera, peut-être, le départ de M. van Zeeland : l'atmosphère de conciliation et de compréhension créé par son gouvernement avait paru rendre possible une solution définitive

de la « question scolaire » qui a, trop longtemps, divisé les Belges ; on s'acheminait vers des formules équitables, acceptables pour toutes les opinions. M. Paul-Émile Janson est une personnalité libérale modérée, à plusieurs reprises il a souhaité l'abandon de tout sectarisme : nous souhaitons qu'il puisse réussir à convaincre ses amis, mais les réactions de certains cercles anticléricaux nous font craindre quelques poussées d'anticléricalisme.

Les partis, en général, ne sont pas sortis grandis de la crise politique qui a suivi la démission du gouvernement ; les exclusives successives auxquelles ils se sont complus, pour le vain plaisir de faire échouer toutes les combinaisons ministérielles, ont, finalement, lassé et mécontenté l'opinion. Celle-ci a fort bien compris que l'on brouillait le jeu constitutionnel en confiant le choix des ministres non plus au souverain, mais aux clubs politiques.

En réalité, nous souffrons d'une terrible carence d'hommes : ni dans la majorité, ni moins encore dans l'opposition, d'une rare indigence, on ne trouve d'hommes de la taille d'un P. van Zeeland. M. Paul-Émile Janson va s'efforcer de gouverner avec des collaborateurs fort dissemblables et des partis qui, après une trêve que l'on espérait durable, se sont querellés sur la place publique. On fait un large crédit au dévouement, à l'intégrité et à la bonne volonté du nouveau Premier Ministre, mais on est bien forcé de reconnaître que son gouvernement ne représente plus « cette politique nouvelle » et ces « méthodes nouvelles » que personnifiait son prédécesseur. Nous revenons à la ligne générale des gouvernements de coalition, il en est qui s'en réjouissent ; ceux qui songent à l'ampleur des problèmes qui se posent à notre pays appréhendent les conséquences de ce changement...

28 novembre 1937.

MARCEL LALOIRE.

Sur le prolétariat

S. A. R. le Comte de Paris a récemment consacré au *Prolétariat* (1) un ouvrage qui porte une nouvelle preuve de la compétence et de la générosité avec lesquelles le jeune héritier de la Maison de France aborde les questions économiques et sociales. Fort de l'autorité que lui confèrent et le rang de sa naissance et son talent personnel, il expose une doctrine largement inspirée des enseignements de l'Église et c'est déjà rendre un grand service à la vérité que de parler ce langage pour un public dont une partie au moins n'est plus accoutumée à l'entendre.

On est donc heureux de retrouver sous la plume du prince une âpre critique de l'exploitation capitaliste des personnes; cette opinion que le salariat n'est peut-être pas éternel, et qu'une participation effective de l'ouvrier à la propriété et aux bénéfices de l'entreprise représenterait un ordre juridique supérieur à celui d'un simple contrat de louage du travail par l'argent; cet aveu courageux que les contrats collectifs, quelles que soient les circonstances politiques qui les aient imposés, marquent un progrès social incontestable; enfin, ce conseil plein de sagesse : « L'opposition au communisme [...] ne sera féconde que si l'on invite les travailleurs à collaborer à une œuvre constructive meilleure que le communisme. »

Il faut donc abolir le prolétariat. Pour ce faire, le Comte de Paris mise sur la corporation. Je n'entreprendrai pas de régler en quelques lignes le procès du corporatisme. Il y a de ce côté une grande espérance, mais qui se tournerait en une grande illusion si l'on ne prenait garde à toutes les équivoques, à toutes les combinaisons d'intérêts égoïstes que cette façade rassurante peut recouvrir. C'est

(1) *Les Œuvres Françaises.* Paris, 1937.

un sujet assez rebattu pour qu'il soit permis de n'en pas dire davantage : on regrettera seulement que le Comte de Paris franchisse au galop de chasse un terrain mouvant où les théories passent toujours, mais où les pesantes réalités sociales risqueraient de s'embourber.

On regrettera aussi que certaines vues historiques, exagérément simplifiées, relèvent du plaidoyer politique plutôt que d'une saine philosophie de l'histoire. Il est parfaitement possible de rester partisan de la monarchie et de la corporation sans se cacher que la monarchie a conduit l'État à la banqueroute, et que les abus des corporations étaient devenus tels, à la fin du XVIII[e] siècle, que personne n'en voulait plus. De même, quand on constate, à partir de la Révolution française, le développement parallèle du libéralisme politique et du libéralisme économique, il est tentant de dire que le capitalisme est frère de la démocratie et fils des principes de 1789. Mais la réalité est autrement complexe, et s'il est vrai que la loi Le Chapelier a été un des facteurs de la concentration capitaliste au XIX[e] siècle, il est douteux que l'ancien système corporatif, créateur de monopoles et de privilèges, y eût opposé un sérieux obstacle. Il faudrait d'ailleurs se demander si le capitalisme n'a pas trouvé son compte dans une certaine politique de résistance à la démocratie, continuellement favorisée, au XIX[e] siècle, par les gouvernements et les partis monarchiques : n'imputons pas au suffrage universel des défaillances législatives dues, avant tout, à l'égoïsme du suffrage censitaire.

« Il a fallu attendre cent vingt-cinq ans exactement — écrit le Comte de Paris — pour que l'économie libérale, issue de la Révolution de 1789, accepte, sous la contrainte des nécessités, l'institution de conventions collectives du travail. » D'accord. Mais soyons tout à fait justes : est-ce du côté des hommes et des partis hostiles à la tradition révolutionnaire, est-ce dans la droite conservatrice que les conventions collectives ont trouvé habituellement leurs théoriciens et leurs partisans ?

P.-Henri Simon.

Le Droit, l'Amour et la Liberté [1]

On a souvent médit des poudreux in-folio où les juristes anciens amassaient le trésor de leur expérience. Au temps des Tiraqueau et des Cujas, au temps même de Corneille et de Molière, le droit était chose d'école, interdite à l'honnête homme. La complication et l'universalisation croissantes du domaine juridique contraignent aujourd'hui le public à s'initier de plus ou moins loin aux mystères redoutés du droit : trop heureux qu'un professeur veuille bien descendre un instant de sa chaire pour lui expliquer le sens d'une législation et les leçons pratiques qu'elle comporte.

Les études qu'on nous présente sont toutes plus ou moins orientées vers la recherche d'une conception de la famille qui soit assez rigoureuse pour engendrer de bonnes mœurs, mais dont la sévérité n'aille pas jusqu'à favoriser, par contre, la dérobade ou les écarts des réfractaires : le droit doit tenir compte jusqu'à un certain point de la malice humaine, de là la marge qui subsiste toujours entre ses solutions positives et les strictes exigences de la morale. Mais il lui faut s'asseoir sur une idée juste du monde social et de ses besoins, sous peine de voir ses décrets bafoués ou retournés contre lui. M. Savatier nous montre ainsi les ravages apportés par la conception *individualiste* qui anime notre législation familiale. Le sentiment excessif de la liberté personnelle a conduit nos assemblées à définir le mariage comme un contrat de plus en plus instable, où le don de la personne ne saurait se concevoir que précaire et révocable. C'est cette conception individualiste, introduite progressivement dans les normes en apparence « sociales » et « juridiques » du Code civil, qui explique *le dynamisme du divorce* : sitôt que l'on ne voit plus dans l'union conjugale un engagement indissoluble *per fas et nefas*, on doit arriver à la regarder comme résiliable à la volonté des deux conjoints, voire d'un seul, même si celui-ci est, au fond, coupable d'immoralité flagrante. M. Savatier montre les singu-

(1) René Savatier, *Le Droit, l'Amour et la Liberté.* 1 vol. in-16 de 172 pp. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1937.

lières conséquences du droit actuel qui permet de légaliser par un second mariage les enfants nés d'une union adultérine pendant le premier, ce qui postule la reconnaissance, pour cette époque, d'une espèce de bigamie légale. Il explique lumineusement l'indétermination et l'emploi de plus en plus général de la cause *injure grave,* invoquée pour obtenir le prononcé du divorce : l'injure grave ne cache plus que la volonté de rompre, et elle se montre efficace chaque fois que le tribunal admet le postulat individualiste. Il est évident qu'une telle licence dépasse de beaucoup les intentions du *Code civil* ou même de la loi Naquet. M. Savatier montre, néanmoins, que ces conséquences sont posées dès la loi de 1884, et qu'il faut viser, finalement, à la suppression du divorce : il réclame comme première étape l'application d'une sanction pénale — sous forme d'amende — à l'époux présumé coupable, et la reconnaissance légale d'un engagement indissoluble, s'il plaît aux conjoints de le contracter : de telles mesures auraient, à tout le moins, pour effet de reconstruire dans le droit moderne la conception sociale de la famille et de rompre, du même coup, le dynamisme du divorce.

Cette conception individualiste de la famille, M. Savatier la retrouve également dans la législation en projet sur la puissance maritale. Il montre à quel point celle-ci ne touche qu'indirectement la répartition de l'autorité entre les époux, répartition aussi variable qu'il y a de ménages donnés. Fondée sur la communauté d'intérêts, l'incapacité juridique de la femme mariée entache de nullité certains actes accomplis à l'insu du représentant naturel de cette communauté. Sans doute, le projet de loi actuel a-t-il raison de vouloir supprimer, dans cette incapacité, ce qui représente des formalités désuètes ou tatillonnes : on ne voit pas que la femme ait besoin d'une autorisation expresse de son mari pour suivre les cours d'une Université. Mais, là aussi, la mystique individualiste risque de dépasser la mesure. Sous prétexte de « libérer » la femme, on veut supprimer toutes les gênes qui, souvent, la protégeaient plus qu'elles ne l'accablaient ; mais on porte, du même coup, une rude atteinte au sens de la communauté conjugale en faisant disparaître les signes juridiques d'une unanimité bien nécessaire à la famille. Au lieu de hausser la femme au niveau (juridique, bien entendu) de son mari, on tend à la débarrasser de l'esprit même du mariage. M. Savatier conseille comme remède à cet état de choses de déterminer un certain nombre d'actes graves réclamant le consentement des deux

époux, et de rendre à chacun toute liberté quant au reste. L'histoire du droit comporte, d'ailleurs, un avertissement sévère aux féministes intempérants : les limitations de la capacité civile de l'épouse, les renforcements de l'autorité maritale ont toujours suivi, dans les codes, « les époques où la licence sociale avait mis en relief les abus des libertés des femmes » (p. 68).

Enfin, les deux derniers chapitres, sur l'union libre et la jurisprudence française, montrent l'aboutissement paradoxal de la conception individualiste. Le souci de protéger, et de réhabiliter, conformément à la thèse romantique, la concubine et l'enfant naturel, a poussé la jurisprudence et, concurremment, le législateur, à enserrer l'union libre dans des liens juridiques tellement étroits qu'elle assimile presque le bâtard au fils légitime et tend à traiter les concubins de la même manière que des époux mariés sous le régime de la communauté d'acquêts. M. Savatier établit, au contraire, avec une incomparable maîtrise, le danger de la législation actuelle qui, par ses prétentions excessives, empêche le père illégitime de reconnaître ses responsabilités naturelles et considère, au contraire, la paternité légale comme une sanction grave applicable aux seuls séducteurs dolosifs. Là aussi il s'avère partisan d'une solution moyenne qui fasse collaborer l'Assistance publique à la tutelle des enfants illégitimes, mêmes reconnus par leur mère, et qui réclame au père des subsides nécessaires, sans le contraindre à fonder malgré lui une famille dont la loi ne garantit même pas la stabilité. Il n'a, par ailleurs, aucune peine à déceler la contradiction absolue entre ce juridisme excessif, importun, et le libéralisme croissant de la législation sur le divorce. L'individualisme outrancier a porté là aussi son fruit naturel, une réglementation contraignante et déplacée : la reconnaissance publique des réalités sociales et des normes qu'elles impliquent peut seule rendre aux époux leur dignité de personne, cette responsabilité morale qui dispense du recours au juge.

Telles nous apparaissent les principales leçons qui ressortent de cet ouvrage. Ce que ce simple compte rendu ne saurait rendre, c'est à la fois la vaste érudition du juriste, son extrême délicatesse de touche, cette profonde charité réelle qui va directement à l'homme sous les mots, et le robuste bon sens qui donnent à cet élégant monument de prudence juridique un ton si émouvant de sympathie chrétienne.

Pierre Mesnard.

HISTOIRE

X. de Lignac. *Le culte de la monarchie en Angleterre et l'abdication d'Edouard VIII.*

« Il me semble qu'après une année on puisse mieux se rendre compte du détail et de la portée générale des circonstances dans lesquelles la forme monarchique de l'Empire britannique a été éprouvée, et déceler plus exactement, grâce à cette épreuve exceptionnelle, le caractère propre d'une institution si particulière et si mal définie. »

H.-D. Féret, O. P. *Origines chrétiennes et histoire religieuse.*

Le sens du mystère religieux dans son rapport avec l'objectivité historique.

A. George. *Livres d'histoire.*

Le culte de la monarchie en Angleterre et l'abdication d'Édouard VIII

You may my glories and my state depose,
But not my griefs; still I am King of those
(Richard II.)

Quelque pensée qu'elle suggère, l'image est émouvante de cet homme seul, vêtu de sombre, une main posée sur le bras du banal fauteuil qu'il va quitter, l'autre sur une table nue, son visage las que figent l'entêtement et la souffrance tourné vers la petite boîte géométrique qui doit transmettre dans le monde entier, aux peuples sur lesquels il a régné quelques mois, la confidence de son isolement et de son amour, et les adieux d'un prince déjà exilé. C'est le soir du 11 décembre 1936 — il y a un an, déjà! — qu'au lendemain de son abdication et à la veille de son départ, peut-être définitif, de l'Angleterre, le prince Édouard, duc de Windsor, adressait « comme une personne privée » à tout l'Empire britannique un discours dont la franchise et la dignité, capables de toucher tout homme de cœur, conféraient au drame qui s'était déroulé confusément pendant les sept jours précédents, un caractère de simplicité et de grandeur qui, jusque-là, lui avait manqué à plus d'un moment. Aujourd'hui que le temps a passé, apportant des apaisements et permettant le recul, il semble qu'après une année, on puisse mieux se rendre compte du détail et de la portée générale des circonstances dans lesquelles la forme monar-

chique de l'Empire britannique a été éprouvée, et déceler plus exactement, grâce à cette épreuve exceptionnelle, le caractère propre d'une institution si particulière et si mal définie.

Le discrédit du pouvoir monarchique

Avant d'entreprendre une étude tant soit peu critique de la crise que devait dénouer l'abdication hâtive du roi probablement le plus populaire d'Angleterre, il est nécessaire de se souvenir des modalités tout à fait particulières de la naissance et de la croissance jusqu'à son épanouissement actuel du sentiment monarchique anglais. L'origine n'en est pas bien éloignée dans le temps. Fondée uniquement aujourd'hui sur le loyalisme des sujets britanniques, la monarchie, il y a moins d'un siècle, ignorait absolument la popularité. Elle n'était pas du tout l'institution nationale et impériale que nous connaissons, mais uniquement le pouvoir politique autoritaire. On a pu entendre, non sans surprise, au cours de la séance parlementaire qui a suivi l'abdication d'Édouard VIII, un discours, d'ailleurs médiocre et vide, du leader de l'opposition républicaine à la Chambre des Communes. Cet honorable membre représentait, quoiqu'on s'imagine aisément le contraire, une tradition plus ancienne en Angleterre que les innombrables et pieux louangeurs de la couronne. S'il est une réalité nouvelle en Grande-Bretagne, ce n'est pas le républicanisme, mais la popularité de la monarchie (trois quarts de siècle sont peu de chose en ce pays). Ce n'est, en effet, qu'au cours du règne de Victoria que la propagande des idées républicaines fut supplantée par celle du sentiment monarchiste. Le gouvernement du roi s'était lentement discrédité sous les règnes désordonnés de Georges III et de Georges IV; sous Victoria, le culte de la reine allait se constituer. La monarchie ne se sauva qu'en changeant de nature. Muta-

tion singulièrement discrète dont les étapes n'ont été observées, en Angleterre même, que récemment.

Une bonne illustration de cette mutation est fournie par Mr. Kinsley Martin dans un petit livre intitulé : *Magie of Monarchy*, auquel ces pages doivent une bonne part de leur information. On trouve là d'amusantes citations des journaux d'il y a cent ans qui font preuve, à l'égard de la personne du roi, d'une franchise et d'une irrévérence inconcevables aujourd'hui.

Qu'il nous suffise de citer cette appréciation de Guillaume IV, qui ne régna que quelques jours :

Sur le trône comme dans la vie privée, Guillaume IV paraît avoir été un homme de cœur aux impulsions franches et aux dispositions généreuses, voulant bien faire, mais, le plus souvent, se trompant par manque de savoir et de force d'esprit. Il avait peu d'instruction et de forts préjugés. Bien qu'assez prétentieux et entêté, il se laissait facilement influencer et mener par le premier intrigant venu... Le dernier souverain, bien que gai, et, pour un roi, assez honnête homme, était cependant quelqu'un de faible, d'ignorant et de vulgaire... Nonobstant la faiblesse de sa volonté et son peu d'esprit, son ignorance et ses préjugés, Guillaume IV était, en fin de compte, un souverain populaire, mais sa popularité certaine était acquise au prix du mépris public.

Ces gentillesses, dont on pourrait donner bien d'autres exemples, prennent toute leur saveur si on se reporte à l'attitude récente de ces mêmes journaux, tel le *Times*, lors du décès du roi Georges V et du couronnement de Georges VI. On n'imagine même pas que si des circonstances analogues se présentaient, ils se permissent jamais d'écrire à propos de l'un quelconque des membres de la famille royale une prose aussi franche et aussi insolente.

La « grande Victoria » elle-même, qui devait achever son règne dans une apothéose glorieuse et connaître la première l'adulation du peuple anglais, avait certes été favorablement accueillie sur le trône après un roi fou et un autre débauché et prodigue, mais elle eut cependant à lutter contre l'hostilité du peuple à l'égard du prince

Albert, son mari, et d'elle-même. N'avait-elle pas été, en 1854, sur le point d'abdiquer ? Une campagne de presse de la plus grande violence avait accusé le prince consort, hostile à la guerre de Crimée — si déplorablement préparée, mais très populaire parce que menée contre le tyran de Russie au nom du libéralisme démocratique — de secrète entente avec les gouvernements étrangers et d'ingérence anticonstitutionnelle dans les affaires de la nation. Une propagande républicaine active doublait le mouvement de réforme démocratique. L'échec de cette campagne a été dû à la fois à l'habileté du grand ministre tory Disraëli, favori de la reine, et à la popularité de son adversaire whig Gladstone, qui, malgré l'hostilité constante de la souveraine, acheva d'établir le contrôle parlementaire qui ruinait l'autorité directe de la couronne, sans cependant cesser de pratiquer, à l'égard de celle-ci, contre les républicains eux-mêmes, le plus fidèle et respectueux loyalisme.

C'est seulement en 1873, après que Disraëli eut imaginé de lier le sort de l'impérialisme nouveau à celui de la couronne vieillissante que le républicanisme anglais perdit sa meilleure chance et fut discrédité en tant que théorie politique anglaise. L'Empire sauva la monarchie, et l'impératrice reçut de son peuple les hommages que la reine s'était vu mesurer.

Puisqu'un emploi était trouvé à la monarchie qui justifiait son maintien et allait même inviter à en rehausser l'éclat, on ne voyait plus de raison, maintenant qu'elle avait perdu tout pouvoir politique discrétionnaire, de ne pas user du prestige de son ancienneté au service de l'idée et des intérêts britanniques nouveaux. La famille royale allait devenir la tribu lévitique du culte impérial, la couronne, le symbole de la puissance et de la grandeur britanniques.

L'influence royale

La monarchie alors n'est plus qu'un mot. Ce n'est plus le nom d'un régime, mais celui d'une institution dévouée uniquement au culte d'une entité : l'Empire, dont le sort va dépendre de ceux, roi ou reine, qui, dans leur vie, l'incarneront. Elle a désormais la grandeur illimitée et vague d'une principe dont l'interprétation concrète dépend de l'humeur d'un homme. Cet homme lui-même dépend, pour une large part, de l'idée que son peuple se forme de lui. Le peuple se croyant démocrate, la popularité du roi est d'autant plus grande qu'il sait rendre plus apparente son inaction, ou, si l'on préfère, qu'il est plus habile à dissimuler l'influence qu'il exerce sur le gouvernement de son peuple.

Ce serait une erreur de croire, comme on le dit souvent, que le roi d'Angleterre n'est qu'un soliveau, une idole sans aucun pouvoir. Le public connaît mal les ficelles qui relient le roi aux affaires, mais il sait confusément qu'elles existent, et, si elles sont tirées trop souvent, il le sent et sait à qui signifier sa méfiance. Les règnes successivement heureux de Victoria, d'Édouard VII, de Georges V, et celui, si brutalement interrompu, d'Édouard VIII, mettent parfaitement en valeur la force et la limite de résistance de ce compromis sans cesse improvisé, *de plus en plus majestueux et de plus en plus fragile,* en quoi consiste essentiellement depuis soixante ans la monarchie anglaise.

Victoria, premier monarque de principe, en usa sans discrétion ni souplesse. Heureusement, ses ministres en eurent pour elle; ils entretinrent ces vertus avec l'huile de la patience. Disraëli sut entretenir la confiance qu'elle avait en lui au prix d'une lettre quotidienne de réconfort sur le destin de l'Empire. La reine exerça de cette manière une influence certaine dans le sens de ses préférences politiques et de ses soucis parfois assez médiocres sur la politique religieuse, sur la politique intérieure et

extérieure de l'Angleterre jusqu'à la fin de son interminable règne.

Son fils, Édouard VII, n'exerça pas, quoi qu'on en ait dit, sur la politique de son pays une influence comparable à celle de la plume infatigable de sa mère. Lui-même n'avait guère de parti pris hors son amitié sincère pour la France et une antipathie violente pour son neveu Guillaume II. Mais il était conseillé par un secrétaire et ami, Lord Esher, dont la correspondance, publiée ces années dernières, a révélé la puissance de suggestion sur la personne du roi ou directement sur les ministères de cet organisme peu connu, mais fort important, qu'est le Secrétariat du roi, doublé aujourd'hui du Service de la presse de Sa Majesté. C'est suivant les avis de Lord Esher que, à la fin de son règne, Édouard VII refusa d'accéder au désir de Mr. Asquith, son premier ministre, qui lui demandait de s'engager à créer « une fournée » de pairs pour briser la résistance de la Chambre des Lords, au cas où celle-ci s'obstinerait à rejeter le *Land Budget* de Mr. Lloyd George.

Le rôle personnel joué dans la politique de ces dernières années par le roi George V est encore mal connu. Pour très discrète qu'elle fût, son influence n'en est pas moins certaine. Elle apparut, par exemple, encore qu'on ne l'ait guère souligné, dans le règlement de l'incident de la mutinerie de Curragh, en 1914, et, depuis la guerre, dans les offres de ministère faites à Mr. Baldwin, en 1923, et à Mr. Mac Donald en 1931, — choix qu'aucune règle constitutionelle ne dictait, — enfin dans la cessation expressément désirée par le roi de la grève générale de 1931.

Caractère magique de la monarchie d'Empire

La fin du règne de George V a marqué peut-être l'apogée du succès de ce système de *représentation d'une*

ploutocratie à idéal démocratique par un roi. En 1936, la situation de la famille royale en face de l'opinion est l'inverse de ce qu'elle était un siècle auparavant. D'accusée, la monarchie est devenue tabou. Une superstition, riche en ridicules, s'est constituée qui entoure l'institution royale d'un halo de mystère et de dévotion. Jusqu'où peut aller cette quasi adoration, Kinsley Martin en donne quelques typiques exemples qui justifient l'emploi si judicieux qu'il a fait du mot *magic* à propos de la monarchie actuelle. L'archevêque d'York n'hésita pas à déclarer que le roi est « l'incarnation » de son peuple, mot particulièrement choquant dans une bouche épiscopale, car il signifie trop, ou rien du tout. Un membre du clergé écossais, prêchant à Édimbourg, attribuait au « l'attouchement royal » un pouvoir guérisseur, et c'était presque devenu une croyance populaire que le ciel favorisait toujours les sorties royales. La semaine du Jubilé, à la fin du règne de George V, fut la plus éclatante manifestation de cet état d'esprit.

Naturellement, l'ébranlement de l'idole par la mise en cause de la personne du roi, la relative liberté de pensée et d'expression qu'elle autorisa, l'obligation de juger et de désavouer son souverain, tout cela provoqua, dans ce peuple accoutumé à considérer comme inviolable la monarchie, un choc psychologique extraordinaire qui le laissa plus interdit qu'agité. Les gens cessèrent en masse, pendant quelques jours, non seulement d'aller comme d'habitude aux spectacles et aux réunions, mais de faire des affaires, ou, simplement, des dépenses courantes.

Une longue expérience politique a inspiré au peuple anglais une grande tolérance à l'égard du pouvoir, pourvu que celui-ci soit suffisamment soumis au contrôle et, par un jeu compliqué de coutumes et de serments, par la force d'une pression morale très susceptible, soit pratiquement rendu incapable d'user manifestement de moyens de pression nouveaux ou de faire resservir ceux

dont il a su s'affranchir. Assez peu pressé de conquérir les libertés qu'il n'a pas encore, ce peuple est fort jaloux de celles qu'il s'est assurées. Par ailleurs, rien ne le met mal à l'aise comme le scandale, rien ne lui inspire un sentiment plus grand de gêne et de faiblesse honteuse que l'étalage des misères, quelles qu'elles soient, que la révélation des situations anormales, ou l'agitation bruyante des questions insolubles.

C'est parce qu'il avait su faire de la monarchie une institution d'apparence entièrement passive, politiquement inefficace et humainement tout à fait respectable que George V avait conquis une popularité aussi profonde, réussissant à donner du roi une image parfaitement idéale, sereine, hiératique, comme peinte avec ces couleurs assez plates, mais garanties « sans danger ».

A un tel roi, personne ne peut rien reprocher. Les ministres sont là pour endosser les responsabilités et les risques de la politique. Quant à la vie privée du roi, qu'elle soit solitaire et morne comme celle de Victoria, légère et dilettante comme celle d'Édouard VII, ou silencieuse et familiale comme celle de George V, le peuple anglais ne demande qu'à en ignorer les faiblesses ou les éclats pour mieux pouvoir l'imaginer toute semblable à la sienne. Car le roi est une idole domestique, un dieu britannique dont la grandeur est à la taille de chaque *home,* un membre permanent de chaque famille. « *Mon* roi, *ma* reine », disent-ils quelquefois. C'est au point qu'ils prêtent volontiers au souverain tous leurs goûts et leurs préjugés, ou bien nuancent d'un regret leur immense admiration. « Il est regrettable, écrivait à son journal un lecteur au moment de l'accession d'Édouard VIII, qu'un roi aussi grand que celui-ci ne soit pas, lui aussi, un bon philatéliste. » Sentir qu'on va perdre un roi, c'est éprouver les angoisses de la ruine et du deuil; être abandonné par lui, c'est souffrir les amertumes du veuvage et de la trahison. Ce sentiment explique comment la nation presque entière a pu se déprendre

soudainement d'Édouard VIII lorsqu'elle comprit qu'il n'était qu'un homme qui préférait l'amour d'une femme à la popularité de ses sujets. Avant même qu'il eût abdiqué, ceux-ci l'avait perdu. Et d'autant plus fort avait été leur attachement (constant et grandissant depuis sa jeunesse), d'autant plus vif fut leur dépit et amère leur ingratitude.

Un roi voué au chômage

Ce rôle de personnage de vitrail, Édouard VIII, en effet, n'était ni préparé, ni disposé à le jouer. Sans doute, s'il s'était appliqué à en jouer un autre, par exemple celui de roi moins conventionnel, accessible aux idées nouvelles, représentant de la jeune génération, fantaisiste et un peu désinvolte, aurait-il réussi facilement à se concilier l'indulgence affectueuse des gens d'un autre âge et l'amitié enthousiaste de ceux dont il aurait représenté les aspirations. Mais il semble qu'il n'ait jamais cru lui-même que ses qualités fussent compatibles avec le métier de roi. Souvent, il laissa entendre, étant prince de Galles, qu'il se refuserait à succéder à son père, et l'on comprit, quand il accepta la charge royale, que ses répugnances n'avaient pas disparu. Il était impossible à cet homme mûr, mais faible, sensible à l'inefficacité de la parade à laquelle il se soumettait, ennuyé par sa famille, privé d'amis sûrs et prudents, tenté par les facilités que sa situation privilégiée lui offrait et tourmenté par les obligations qu'elle lui imposait, de se présenter comme le chef d'une Église de la valeur de laquelle il doutait, ou comme le père heureux et modèle d'un foyer qu'il n'avait pas encore réussi à fonder. Comment aurait-il pu régner impassiblement, celui que sa visite aux taudis ouvriers bouleversait et qui devait fuir un salon dont le décorum et l'ennui l'exaspérait, celui qui, du même cœur, voulait secourir en hâte les chômeurs et offrir à la

femme qu'il aimait des bijoux de grand prix ? Il n'était sans doute ni démocrate, ni socialiste, ni fasciste, pas plus qu'il n'est devenu hitlérien, mais le peuple et l'incognito, la misère et les mouvements politiques, comme les sports et les voyages, l'intéressaient. Et il était peu capable de contrainte. Un conformisme solennel et hypocrite lui eût été insupportable. Dès son accession au trône, il bouleversa le protocole, abolit les plus vieilles habitudes, abrégea ou décommanda, sous le premier prétexte venu, des cérémonies traditionnelles, ces longues et fatigantes et si imposantes parades de cour chères à tous les Anglais. Devoir du riche et divertissement du pauvre.

Le premier incident fut aussi le dernier. Entre la volonté de son premier ministre, qu'il devina être celle de la majorité du peuple, et le désir de son cœur et de sa chair, Édouard VIII n'hésita pas. Sa femme serait sienne au su et vu de tous, ou il laisserait la couronne, si bien faite, d'ailleurs, pour son frère le duc d'York. Et ce fut l'abdication.

Il est temps de voir maintenant comment se forma la crise, comment la presse et l'opinion réagirent en face d'une question si inattendue et si grave, comment le dénouement inévitable en fut accepté. Tout, dans cet événement exceptionnel, contribue à éclairer l'étranger sur le jeu de la politique, sur le rôle et les caractères de la presse, sur le comportement de l'Église, de la *society* et du peuple britanniques. Épreuve pour la monarchie, épreuve pour l'Empire, ce fut une épreuve pour la nation tout entière.

La « crise »

C'est tout à fait par hasard qu'en 1931 le prince de Galles fit la connaissance, à Fort-Belvédère où ils furent ses hôtes, de Mr. et Mrs. Simpson. Par la suite, le prince chercha à revoir une femme qui lui paraissait belle et

pleine d'entrain. Une grande intimité entre eux se forma à laquelle l'accession d'Édouard au trône ne devait rien changer. Comme le passé de Mrs. Simpson était un peu chargé et faisait passablement contraste avec les exigences formelles de la société londonienne, on parla beaucoup dans un petit cercle d'une liaison grâce à laquelle il semblait que le prince prît plus que du délassement. La presse américaine, toujours à l'affût des révélations sensationnellement scandaleuses, exploita avec éclat les potins de Mayfair dès le milieu de 1936. Aussitôt une censure non-officielle, mais très vigilante, s'exerça en Angleterre sur les journaux et magazines américains, et tandis que la nouvelle gagnait certains milieux de presse et de politique, elle restait totalement ignorée de l'ensemble du peuple anglais. On ne peut dissimuler cependant, en octobre, le jugement de divorce rendu en cour de Londres en faveur de Mrs. Simpson. La presse Hearst multipliant ses commentaires et allant jusqu'à annoncer le prochain mariage du roi, les histoires sur les *week-end* et la croisière se multiplia, de moins en moins discrète, à travers la capitale, les éditeurs et rédacteurs anglais se préparèrent à entrer en campagne, non sans grand embarras.

Secrètement, le 20 octobre, Mr. Baldwin, premier ministre, eut, sur sa demande, un premier entretien particulier avec le roi, dont on ne sait rien d'autre que ce que lui-même en a rapporté à la Chambre des Communes dans le récit remarquablement adroit qu'il fit de la crise après la lecture de l'acte d'abdication. Il rappela qu'une énorme correspondance adressée de toutes les parties de la Grande-Bretagne, et spécialement du Canada et des États-Unis, afflua dès le mois d'août sur son bureau, manifestant l'inquiétude générale quant à la valeur et à la malfaisance des nouvelles propagées par la presse américaine.

Je sentis, dit le Premier, que, dans ces circonstances, un homme seulement pouvait lui [au roi] parler et examiner la question

avec lui, et cet homme, c'était le Premier ministre. Je me sentis tenu de faire cela en vertu de mes obligations, telles que je les conçois, envers le pays, et de mes obligations envers lui, non seulement comme conseiller, mais comme ami. Je ne consultai, je suis honteux de le dire, — et ils m'ont pardonné, — aucun de mes collègues... Je dis à Sa Majesté que j'avais deux grands soucis : l'un concernant les effets de la campagne de critiques à laquelle se livrait la presse américaine, effets qui seraient les mêmes dans les Dominions, et particulièrement au Canada, jusqu'où cette campagne s'étendait, et dans ce pays.

Tel était mon premier souci. Alors je lui rappelai ce que j'avais souvent dit à lui-même et à ses frères dans les années passées. La monarchie britannique est une institution unique. La Couronne, dans ce pays, a été privée à travers les siècles d'un grand nombre de ses prérogatives, mais aujourd'hui, n'est-il pas vrai ? elle est placée plus haut qu'elle ne fut jamais dans l'histoire. L'importance de son intégrité est, au-delà de toute question, plus grande qu'elle n'a jamais été, étant non seulement le dernier lien qui reste de l'Empire, mais la garantie dans ce pays, aussi longtemps qu'il existera dans son intégrité, contre la plupart des malheurs qui ont atteint et bouleversé d'autres pays. Il n'y a pas un homme dans ce pays, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne souscrive à cela. Mais, comme ce sentiment dépend en grande partie du respect qui n'a cessé de grandir dans les trois dernières générations à l'égard de la monarchie, il se pourrait qu'il faille peu de temps, en face du genre de critique auquel il a été exposé, pour qu'il perde son pouvoir bien plus vite qu'il ne l'a établi ; et, une fois perdu, je doute que rien puisse le restaurer.

... Il [le roi] me dit, non pas une, mais plusieurs fois durant ces longues, très longues heures que nous avons passées ensemble, et particulièrement vers la fin : « Vous et moi devons débattre ensemble cette question. Je ne veux pas avoir d'autre intermédiaire. »

... Une des raisons pour lesquelles il fallait qu'il prît rapidement une décision était que des partis et des factions risquaient de se constituer sur une question à propos de laquelle il ne devrait jamais y avoir de division.

... Je le quittai heureux que la glace fût brisée, parce que je savais qu'elle devait l'être.

L'idée de l'utilité de la monarchie telle que l'exprima Mr. Baldwin paraît bien être, en effet, celle que partag tout le peuple anglais, et c'est pourquoi ce passage d son discours nous a paru particulièrement intéressant.

Ce n'est que près d'un mois plus tard, le 16 novembre après que le divorce de Mrs. Simpson eut été prononcé que le roi convoqua lui-même son ministre, à la veil du voyage qu'il allait accomplir selon son expresse vo lonté, et, dit-on, contre le bon gré du Cabinet, dans sud du pays de Galles, voyage dont les incidents devaien fort inquiéter les milieux conservateurs. Voici commen Mr. Baldwin relate l'entretien :

> Je commençai par donner [au roi] mon opinion à propo d'un mariage possible. Je lui dis que je ne pensais pas qu'u mariage si particulier reçût l'approbation du pays. Ce mariag aurait forcément impliqué que la femme devînt reine. J'ava dit à Sa Majesté une fois que je devais être un débris des vieu Victoriens, mais que mon pire ennemi ne pouvait dire de mo que j'ignorais quelle serait la réaction du peuple anglais dans un éventualité quelconque, et je lui dis que, aussi loin qu'elle puis aller, j'étais certain que ce mariage resterait inacceptable. ... J lui fis observer que la position de la femme du roi est différent de celle de la femme de n'importe quel autre citoyen de ce pay il y a là une part de la rançon que le roi doit payer. Sa femm devient reine; la reine devient la reine du pays tout entier; et, e conséquence, dans le choix de la reine, le peuple à son mot dire.
>
> ... Alors Sa Majesté m'avertit... qu'elle allait me dire quelqu chose que depuis longtemps elle voulait me dire : « Je veu épouser Mrs. Simpson, et je suis prêt à m'en aller. » Je répondis « Sire, c'est une nouvelle des plus graves, et il m'est impossib de faire à son propos aucune réflexion aujourd'hui. »

Le ministre retourna à sa méditation; le roi accompl son voyage. Cependant, le lendemain, pour la premiè fois, il était fait publiquement allusion, aux Communes, la crise secrète. Un honorable membre de l'assembl voulut obtenir du président du *Board of Trade* des pr

cisions sur les motifs de la censure à laquelle la presse américaine était si largement soumise depuis quelque temps. L'interrogé, Mr. Runciman, déclara brièvement qu'il devinait une intention secrète dans la question de son interlocuteur et n'était pas en mesure de lui répondre. L'affaire en resta là, prouvant quelle crainte on avait d'ouvrir aucun débat sur un sujet aussi délicat. Silence excellemment britannique...

Pendant quelques jours, le roi, anxieux et plus que jamais à la merci de son extrême sensibilité, assez agacé peut-être par le témoignage imperturbable et sans espoir que son ministre lui avait franchement donné de l'hostilité certaine de son peuple à l'égard de ses projets, parcourut la région industrielle désolée de la Galles du Sud, visitant les logements ouvriers lugubres, sous le ciel bas et noir de novembre, dans la fumée, le brouillard et le froid humide. Il soupçonna, dit-on, que cette tournée était truquée et déborda autant qu'il put les limites officiellement fixées à sa visite. Ce qu'il vit le bouleversa. Sans doute compara-t-il la misère de son isolement doré et de son cœur divisé à celle de cette foule de chômeurs mal nourris, perdus dans la pauvreté et l'oisiveté comme il l'était lui-même dans les factices obligations protocolaires et l'insatisfaisante richesse. Arrivé dans « la ville morte » de Dowlais, dans le Glamorganshire, il parla à un auditoire de milliers de chômeurs, touchés par sa démarche, flattés et distraits par sa présence. En quelques mots très simples, sur le ton de l'homme ému, plutôt que du roi bienveillant, il leur dit sa sympathie et son désir de les secourir. Négligeant délibérément le vague des encouragements et l'optimisme des affirmations de confiance en la sage politique de ses ministres, dans lesquels un roi qui ne gouverne pas est tenu de se confiner, il affirma « que quelque chose devait être fait pour trouver du travail à cette foule de chômeurs », et, avant de les quitter, il répéta que « *quelque chose serait fait* ».

La presse, aussitôt, s'empara de ces imprudentes et

généreuses paroles pour en souligner le caractère exceptionnel, et, selon l'humeur ou le parti, s'en féliciter ou s'en plaindre.

Rentré à Londres, le roi, de nouveau, fait appeler Mr. Baldwin et lui demande s'il a réfléchi à la possibilité d'un mariage n'impliquant pas pour sa femme la qualité de reine, auquel cas le Parlement devrait passer un acte spécial.

Je répondis, rapporte Mr. Baldwin, que je n'y avais pas réfléchi. Je dis : « Je ne puis vous donner une opinion autorisée. » Quand il me demanda ma première réaction, franchement, mon avis fut que jamais le Parlement ne passerait un tel acte. Mais je lui dis que, s'il le désirait, je pouvais examiner sérieusement la chose. Il dit qu'il le désirait en effet.

Le ministre se retira donc pour consulter, selon le désir formel du roi, le Cabinet tout entier et les premiers ministres des Dominions.

Le surlendemain, un conseil de Cabinet a lieu, dont l'objet est facilement dissimulé au public, les affaires d'Europe étaient fort pressantes et difficiles. Le Cabinet se déclare hostile à cette solution.

Mais voici que sont prononcées, par un membre important du clergé, l'évêque de Bradfort, le Dr. Blunt, au cours d'un discours clôturant une conférence ecclésiastique, les paroles qui vont déclencher publiquement la crise. Dans ce style pompeusement flatteur et insidieusement critique dont certains personnages importants ont le secret et qui est si propre à produire tout l'effet qu'on en attend sans que l'intention et la responsabilité en soient jamais évidentes, l'éminent évêque critiqua l'esprit dans lequel Sa Majesté paraissait se disposer à recevoir la couronne, esprit selon lui peu chrétien et surtout peu conforme à la conception populaire du rôle et de la tradition monarchiques.

Le bienfait du couronnement du roi, dit-il, dépend, après Dieu de deux éléments : d'abord de la foi, de la piété et de la person-

nelle offrande du roi lui-même. Sujet sur lequel il serait déplacé de ma part de faire autre chose que le recommander, et de vous demander de le recommander à la grâce de Dieu, dont il a si abondamment besoin, comme nous en avons tous besoin (car le roi est un homme comme nous-mêmes) pour accomplir fidèlement son devoir. Nous espérons qu'il connaît son besoin. Beaucoup d'entre nous désirent qu'il donne des témoignages plus positifs de cette connaissance.

... Il est bien plus important encore que les sentiments personnels du roi à l'égard de son couronnement soient ceux que nous, peuple anglais, nous éprouvons. Notre rôle dans cette cérémonie sera rempli réellement grâce à la sincérité de notre confiance dans le pouvoir de Dieu, d'orienter vers le bien notre histoire nationale, et grâce à la sincérité avec laquelle nous recommanderons le roi et la nation à sa Providence.

Immédiatement, la presse s'empara de cette remontrance et la commenta, citant les passages qu'on vient de lire et en signalant l'importance d'actualité. Le silence se rompait. On présenta comme politiquement inspirées les paroles de l'évêque, qui, bien entendu, démentit pareilles intentions de sa part et, ne reculant pas même devant l'invraisemblance, déclara ne rien connaître de la vie privée du souverain, aux difficultés de laquelle il n'avait voulu en aucune manière faire allusion.

Le 2 décembre, le *Manchester Guardian*, journal le plus important de province et favorable aux idées libérales, voire syndicalistes, employa l'expression de « crise constitutionnelle », signifiant par là qu'un conflit opposait le roi au Cabinet, et révélant le véritable objet de la réunion ministérielle où fut débattue et écartée l'hypothèse d'un mariage excluant de la royauté la femme du roi. Le *Times*, cependant, admettait que les barrières de la vie privée étaient levées et que le débat était maintenant porté devant l'opinion.

L'opinion, pendant les premiers jours, ce fut surtout la presse.

Le même jour, le roi convoquait son ministre et apprenait de lui que l'opinion des Dominions confirmait celle

du Cabinet et était hostile à toute solution analogue à un mariage morganatique.

> Sa Majesté, souligne Baldwin, me dit qu'elle n'était point surprise de cette réponse. Elle reçut ma réponse sans ajouter de question et jamais plus ne revint là-dessus... Il se conduisit comme un grand *gentleman*; il ne dit pas un mot (1) de plus à ce sujet. La question était résolue... Cette décision fut, naturellement, une décision définitive, la seule de ce genre qu'ait prise le Cabinet... Je lui fis observer que l'alternative possible était réduite... soit au complet abandon du projet auquel son cœur s'était fixé, auquel cas il restait roi, soit à la réalisation de ce qu'il m'avait déclaré être prêt à faire, dans l'entretien que j'ai déjà rapporté : partir, et, plus tard, contracter ce mariage, si c'était possible. Pendant les derniers jours, à partir de ce jour-là jusqu'à maintenant, ç'a été la lutte dans laquelle Sa Majesté a été engagée...

Ainsi, c'est au moment précis où il s'achevait pour le prince que le débat allait être porté devant le public. Déjà, l'issue était certaine et la presse se préparait à multiplier et confronter de vaines hypothèses dont allait se nourrir et se lasser l'anxiété et l'espoir de ses millions de lecteurs.

La presse et l'opinion publique

Le matin du 3 décembre, le monde entier est saisi de la nouvelle. Le roi d'Angleterre est en conflit avec ses ministres; son mariage ou son règne est impossible. La monarchie — et, qui sait ? — l'Empire mêmes, sont en question.

Le développement de ce qu'on peut appeler « la crise publique », qui ne dura qu'une semaine, du jeudi 3 au

(1) C'est souvent à sa capacité de silence que se mesure le *gentleman*. Aussi beaucoup admirèrent-ils celle dont fit preuve, en face des questions, une semaine durant, Stanley Baldwin, gentleman incontesté.

mercredi 9 décembre 1936, si on la considère surtout du point de vue de la presse, comme nous l'avons fait, se divise naturellement en trois périodes. Pendant la première, qui s'étendit du jeudi au lundi, après vingt-quatre heures d'hésitations et de tâtonnements, les journaux prirent positions les uns pour le roi, les autres pour le premier ministre. Ce furent les journées les plus critiques au cours desquelles on put craindre — ou espérer — la formation d'un « parti du roi ».

Mais, pendant la seconde période, la majorité du pays apparut clairement comme soutenant entièrement le ministère et comme étant tout à fait hostile au mariage du roi avec « cette femme ».

Dès le mardi soir, l'abdication était certaine, et déjà les regrets exprimés au sujet du départ d'Édouard VIII se tempéraient des louanges adressées à son frère et successeur.

Un moment déconcerté par cette mise en question brutale d'un sentiment monarchiste à la fois indifférent et passionné, le peuple, et surtout ce reflet de ses impulsions qu'est la grande presse, en cette circonstance plus suiveuse que conseillère, furent ébranlés et stupéfaits. Mais ils se raccrochèrent instinctivement à la dévotion traditionnelle, reportant sur une idole nouvelle un sentiment inchangé et considérant comme un cauchemar insensé la troublante incertitude dont ils avaient senti la menace. Ceux qui s'étaient attendu à quelque miraculeuse surprise, tel le surgisement d'une Angleterre nouvelle, d'une jeune Angleterre délivrée des contraintes paresseuses du puritanisme et marchant derrière un prince volontaire et audacieux à la conquête d'un régime de liberté moins dépendante du conformisme et de l'argent, ceux-là en furent pour leurs rêves. Ceux qui s'attendaient à quelque événement d'importance durent reconnaître qu'ils avaient seulement été témoins d'une anecdote, singulièrement expressive dans son contexte, mais sans grande signification ni portée par elle-même. A moins que...

Mais voyons le remous de plus près.

L'embarras fut d'abord général dans les salles de rédaction. Non qu'une actualité si lentement couvée surprît les journalistes, mais il ne savait qui, du roi ou du ministre, aurait le dernier mot, ni quel parti l'opinion prendrait dans la querelle. Et puis, tous avaient si fort l'habitude de flatter à tout propos et hors de propos la monarchie qu'il était bien difficile de froisser du premier coup un si vieux pli.

Le 3 décembre, le *Morning Post,* le plus vieux journal anglais, fondu depuis avec le *Daily Telegraph,* traditionnellement snob et conservateur, déclare qu'il ne

> s'abaisse pas à croire fondés les potins qui circulent au sujet du roi pour une raison qui, à elle seule, suffirait, s'il n'y en avait pas d'autre, à savoir que, si ceux-ci étaient vrais, le plus grave dommage en résulterait pour chaque intérêt national et impérial.

Le *Daily Telegraph* et le *Times* marchèrent ensemble dès le début pour soutenir Mr. Baldwin, laissant entendre que l'abdication était probable et même désirable.

Quant au *Daily Herald,* organe du parti socialiste, journal de l'opposition, il ne prit la responsabilité d'aucun avis et se borna à publier une étude savante du professeur Laski sur le problème constitutionnel éventuellement posé par un conflit déclaré entre le roi et ses ministres. Avec force, le professeur Laski fut dès le premier jour — il devait par la suite écrire chaque jour une étude documentée et vigoureuse — passionnément partisan de l'abdication du roi plutôt que d'une démission du ministère, lequel, à ses yeux, symbolisait ici les conquêtes durement acquises par la démocratie parlementaire au dépens du pouvoir autoritaire de la monarchie.

Le lendemain, vendredi 4 décembre, fut la première journée anglaise de Mrs. Simpson, dont les portraits et la biographie remplirent les colonnes des journaux, celle aussi où des positions très différentes furent prises par les groupes de journaux, positions que la déclaration for-

melle faite dans l'après-midi à la Chambre des Communes, de refus d'envisager un mariage morganatique, devait modifier dès le lendemain.

Sous le titre : « L'Église et la Couronne », le *Church Times,* organe officiel de l'autorité ecclésiastique anglicane, déclare son opposition formelle au mariage du roi sans qu'on puisse saisir bien clairement le motif, car il fait état à la fois de la nationalité américaine de Mrs. Simpson — est-ce un péché que d'être Américain ? — et de ses deux divorces successifs. Mais cette rigoureuse condamnation du divorce est elle-même mal justifiée, puisque la pratique courante de l'Église anglicane est d'admettre au mariage les conjoints *en faveur desquels* le divorce a été prononcé, ce qui était le cas de Mrs. Simpson au premier comme au second divorce. Plus logique, quoique tout à fait incompréhensible pour des protestants, était la thèse des catholiques pour lesquels Mrs. Simpson était une femme jamais mariée — puisque sans sacrement —, donc jamais divorcée, et, par conséquent, aussi digne, en principe, que n'importe quelle Anglaise de devenir la femme du roi.

Les raisons mises en avant par le *Church Times* apparaissent surtout comme des arguments politiques ou de convenance. Qu'on en juge plutôt :

Le roi occupe une place élevée dans l'affection de son peuple. Celui-ci se réjouirait d'apprendre qu'il est heureusement marié. Il serait très heureux s'il choisissait pour femme une Anglaise (1).

Mais le mariage envisagé serait une atteinte fatale au prestige de la monarchie britannique... et risquerait de mettre en péril la

(1) On peut épingler, en face de ce passage, ces deux citations empruntées à *Magie of Monarchy* : « N'est-il pas bien malheureux qu'Édouard VIII, fils de notre bien-aimé roi George, ait apporté l'idéal d'Hollywood en Angleterre ? Sûrement, il pouvait trouver quelque gentille fille anglaise (*sweet Britishgirl*). (Lettre au *Daily Express.*) — « Nous partageons tous les regrets de notre Archevêque qu'Édouard VIII insiste pour épouser la femme dont il est tombé amoureux. » (Lettre au *Daily Mirror.*)

continuité de l'Empire... L'Église ne peut regarder aucun homme, si haute que soit sa situation temporelle, comme « servant et fidèle vassal du Christ » s'il s'engage dans un état qu'elle condamne expressément... Si le roi épouse Mrs. Simpson, les rapports entre l'Église et l'État en seront profondément troublés.

On excuse après cela l'ironie un peu agressive dont fait preuve le *New Statesman and Nation*, hebdomadaire de gauche, à l'égard de certaine tradition conformiste.

Les échos des Dominions témoignaient de l'inquiétude des terres britanniques lontaines, de leur opposition générale à la personne de Mrs. Simpson, de leur impatience de voir rapidement résolue la crise. Le Canada paraissait particulièrement scandalisé par le projet du roi. Mais aucune déclaration officielle ne fut publiée par aucun des gouvernements de Nouvelle-Islande, d'Australie, du Canada ou de l'Afrique du Sud.

Dans l'après-midi de ce vendredi, Mr. Baldwin fit, en réponse aux questions du leader de l'opposition, Mr. Attlee, une déclaration capitale dans laquelle il affirma que le mariage morganatique était impossible, le gouvernement refusant d'introduire une législation spéciale l'autorisant.

Cependant Mrs. Simpson était arrivée sur la Côte d'Azur, commençant à mettre sur les dents les reporters français.

Le samedi, 5 décembre, fut marqué par une importante déclaration de Mr. Winston Churchill, champion des défenseurs du roi, qui protesta habilement que rien ne pouvait être décidé sans l'assentiment du Parlement. Déjà, deux jours auparavant, il avait insisté à plusieurs reprises auprès du premier ministre pour obtenir l'assurance « qu'aucun pas irrévocable ne serait fait avant qu'une déclaration formelle ait été faite au Parlement ». On estime à une cinquantaine alors le nombre des membres qui, la plupart, d'ailleurs, sur les bancs de la majorité, soutinrent Mr. Churchill. Cette minorité déjà faible devait s'effriter pendant le *week-end* et ne pouvait consti-

tuer, à aucun moment, ce « parti du roi » dont on redoutait la formation. Ce que demandait Mr. Churchill surtout, c'était qu'on laissât au prince le temps de faire tranquillement un choix aussi important, et au peuple celui de comprendre posément de quelle nature était cette crise.

L'impression que donne la presse de ces jours est celle de la confusion. Certains journaux cherchent à jouer sur tous les tableaux à la fois, publiant un éditorial favorable au roi, puis un article démontrant l'impossibilité d'un mariage morganatique, enfin une étude de vulgarisation historique qui ne conclut dans aucun sens. Déjà les photographies du duc d'York et de sa femme sont mises en bonne place.

Fait remarquable, les deux groupes de la presse populaire dite d'information, si maladroitement imitée du journalisme américain le plus tapageur, celui de Lord Beaverbrook et celui de Lord Rothermere supporters habituels du ministère, avec l'*Evenning News*, l'*Evenning Standard* et le *Daily Mail* et *Daily Express*, l'attaquaient plus ou moins vigoureusement.

Dans l'ensemble, quoique non-unanime, la presse des Dominions s'affirme hostile au mariage, mais espère que le roi en abandonnera l'idée pour le bien de l'Empire.

Pour la cinquième fois depuis le début de la semaine, Mr. Baldwin eut ce soir-là une entrevue avec le roi, toute la journée les visites furent échangées entre les palais royaux, les ministères, le Parlement et Downing Street.

A ce moment, le groupe des partisans du roi est fort bruyant, mais il est faible autant par la disparité des éléments qui le composent que par le petit nombre d'hommes qu'il représente. Ce sont : le groupe de parlementaires dont nous avons parlé, les journaux des trusts de presse Rothermere et Beaverbrook, quelques socialistes et communistes, des intellectuels et des gens du monde hostiles au conservatisme ou à l'Église, les partisans du Major Douglas, inventeur du *Social Credit*, les fascistes

de Sir Oswald Mosley et certains catholiques fort audacieux dans leur opposition, tel le *Catholic Times* qui, le 11 décembre, dénonçait violemment dans la crise le résultat d'un complot de la haute finance alliée au conservatisme et à l'Église protestante :

Nous sommes pour le roi, disait-il. Nous sommes contre les puissances politiques et financières qui ont chassé le roi du trône.

A ceci, publié au lendemain de l'abdication, était accolée la citation d'un poème, d'ailleurs fort beau, de Chesterton sur la mort de Charles Ier, intitulé : « Ils l'ont tué ».

Déjà le *Tablet*, ayant envisagé l'acceptation d'un sacrifice par le roi, estimait que, « en retour, il pouvait attendre une reconnaissance plus étendue de ses droits et de son initiative dans le gouvernement du pays ». Sur quoi le *Church Times*, protestant, se montait stupéfait et décelait là une preuve « de l'opposition croissante des catholiques romains à la démocratie ». Ajoutons que, bien que l'on considère en Angleterre que les catholiques n'ont politiquement aucune influence, on fait encore couramment grief ou hommage à Édouard VIII de leur avoir été sympathique.

La presse du dimanche 6 décembre, dont on sait qu'elle est représentée par des journaux spéciaux, les autres ne paraissant pas ce jour-là, n'exprima aucune opinion nouvelle. Une certaine lassitude dans l'impatience se manifestait déjà. Pourtant ce *veek-end* était d'une grande importance. Il devait apporter au premier ministre l'assurance que son intuition du sentiment populaire général ne l'avait pas trompé, et que son choix et son intransigeance étaient ce que le pays voulait qu'ils fussent. Les parlementaires, en effet, s'en furent, du samedi au lundi, enquêter rapidement dans leurs circonscriptions provinciales, sonder l'opinion dans tous les coins du royaume, dévisager l'Angleterre, dont Londres n'est que le masque. D'une source autorisée et tout à

fait digne de foi, je tiens les proportions suivantes, exprimant en gros le résultat de cette rapide, mais sérieuse enquête que des centaines de milliers de lettres confirment.

	Pour le roi et le mariage %	*Pour le ministère contre le mariage %*
Londres	50	50
Angleterre (Comtés du Sud)	40	60
Pays de Galles	15	85
Écosse	10	90

L'effet de cette consultation fut immédiatement sensible. Le « parti du roi » n'existait plus, même comme fantôme, le lundi 7 décembre. Déjà, certaines feuilles cessaient leur hostilité contre le cabinet.

Le soir, à la Chambre des Communes, Mr. Baldwin fit une courte déclaration sans contenu, mais quand Mr. Churchill voulut de nouveau avoir l'assurance que « rien d'irrévocable ne serait fait sans que le Parlement fut averti », non seulement sa question n'eut pas l'écho favorable qu'elle avait reçu la première fois, mais il eut quelque peine à se faire entendre, tant, cette fois-ci, l'assemblée était unanime à soutenir le premier ministre. On savait, en effet, maintenant ce que voulait — ou plutôt ne voulait pas — l'opinion : le mariage du roi avec Mrs. Simpson, et que, d'autre part, l'abdication du roi laissait indifférente la majorité de la population pour qui la royauté n'est guère qu'une institution londonienne de parade. Dans les régions mêmes où, prince de Galles et roi, Édouard VIII avait été accueilli avec le plus de faveur et de curiosité, les ouvriers où les chômeurs se souciaient assez peu que son frère le remplaçât. Ils savaient que, pour eux, le roi ne pouvait rien.

Seuls maintenant défendaient la cause du mariage Mosley et les papiers de Lord Rothermere. Toutes les autres feuilles préparaient leur public à accepter l'abdication en lui prêchant l'espoir.

La presse du jour suivant fut surtout remplie par la

courte déclaration de Mrs. Simpson, qui affirma que sa position était des plus « malheureuses et intenables », mais qu'elle ne ferait rien qui puisse gêner le roi dans sa décision. Un à un, les journaux ralliaient le camp du vainqueur le plus probable, c'est-à-dire Mr. Baldwin, ce qui n'empêchait pas le *Daily Mirror,* tandis qu'il opérait cette prudente manœuvre, de multiplier les flatteries à l'adresse de Mrs. Simpson.

Aucune déclaration officielle ne fut faite ce jour-là.

Le lendemain, 9 décembre, fut un jour d'attente. Le Premier avait vu le roi longuement la veille au soir, mais il ne voulut rien déclarer, le soir, à la séance des Communes, sinon qu'il parlerait le lendemain. Un député remarqua que tout ce temps perdu dans l'anxiété causait de grands dommages financiers à certains et pria le premier ministre de bien vouloir le faire observer à Sa Majesté, demande qui provoqua de vives protestations. Elle exprimait maladroitement la lassitude générale.

Le jeudi 10, le roi signait son abdication en faveur du duc d'York, et Mr. Baldwin commentait enfin le document officiel par un long récit de la crise, dont des passages significatifs ont été cités plus haut. Déjà tout le pays était tourné vers le nouveau roi dont l'image, avec celles de sa famille, illustrait abondamment les journaux. Les rédacteurs retrouvaient leurs flatteuses formules et pouvaient, tout à loisir, vanter les vertus publiques et familiales du jeune souverain, dont l'archevêque affirmait que la ténacité saurait vaincre le bredouillement timide. Le tabou traditionnel, brisé quelques jours, de nouveau devenait inviolable. Le *News Review* écrivait du roi que

d'esprit sérieux, il a beaucoup de qualités qui le rendent cher à son peuple. Il est meilleur boxeur que fut Édouard VIII, joue au tennis un jeu plus fort — bien qu'il soit gaucher pour tenir sa raquette —, aime chasser les coqs de bruyère, et il a du goût pour la mécanique.

L'Angleterre pouvait reprendre assurance.

Il y a pourtant quelques dissonances dans le concert

général. La presse Rothermere reste combative jusqu'au bout. Tandis que tous ses confrères tressent des couronnes au nouveau roi, l'*Evening Standard* ne prononce pas même son nom, dans le leader du 10 décembre, et exprime sa crainte sur les suites de l'événement.

Cette opposition apparemment irréductible a cependant été sans lendemain. L'*Evening Standard,* comme les autres, remplit bientôt ses pages d'obséquieuses prévenances envers la famille royale.

L'opinion reçut avec le plus grand calme la nouvelle attendue de l'abdication. C'était un soulagement de retrouver la confiance comme ç'en avait été un de pouvoir reconnaître qu'on l'avait perdue. Le soir, l'Empire entier, sans doute, était à l'écoute pour entendre, avec un cœur ouvert désormais à une émotion plus libre, les adieux de celui qu'on avait tant aimé. De ce discours, dont les Français eux-mêmes gardent un si impressionnant souvenir, on peut retenir que le prince, en le prononçant, a tenu à prendre l'entière responsabilité de sa décision, jugeant — sans doute avec raison — que son départ valait mieux pour tous. On a remarqué que le duc fit seulement allusion à la déférence de Mr. Baldwin, tandis que, dans son discours, celui-ci s'était appliqué à mettre en valeur l'amitié qui le liait au roi. Le prince affirma qu'il n'y avait pas eu de crise constitutionnelle l'opposant catégoriquement à ses ministres; enfin, il déclara son intention de rester au service de l'Empire et de ne point lui être étranger.

Malgré les apparences, la monarchie ne sortait pas tout à fait indemme de l'aventure. Il est toujours néfaste pour un principe fondé sur l'adhésion sentimentale inconsciente des masses d'être mis en question. Ce qui aurait dû passer pour un sacrilège était considéré seulement comme un malheur. Hors le fanatisme de quelques-uns, l'indifférence passive du peuple anglais à l'égard de la couronne était apparue manifeste. Il avait fallu que celle-ci fût paradoxalement défendue contre le roi lui-

même par les adversaires politiques du premier ministre devenus ses alliés. Quelle idée plus forte que l'attachement à la personne du roi ou à l'institution monarchique avait groupée la majorité de la nation ? Celle de l'Empire. Le couronnement, dont on peut dire qu'il a été manqué du point de vue commercial et sentimental, marqua un succès du point de vue impérial. La métropole ne lésina pas pour impressionner les représentants des Dominions, et l'impression de grandeur et de volonté fut frappante. Deux hommes sortirent grandis par les événements : le roi George VI, d'abord, qui apparaît à tous comme la personne la plus propre par son effacement et sa majesté naturelles, le hiératisme de son maintien, la lenteur de ses réactions et le manque heureux de fantaisie de son caractère, à représenter l'idéal impérial et le principe monarchique, paratonnerre contre la misère économique et les bouleversements politiques. Mr. Baldwin, ensuite, a été le type providentiel du premier ministre représentatif de l'Anglais moyen. Averti depuis longtemps des dangers que pouvait faire courir au régime la versatilité capricieuse du roi, il fut probablement partagé entre l'espoir de le voir s'assagir et imiter l'exemple de son grand-père et la crainte de quelque coup de tête. La volonté d'épouser Mrs. Simpson se trouva justement être un coup de tête que le prince n'avait ni la force ni l'envie d'exécuter dangereusement. C'était une occasion à la fois, pour lui, d'abandonner une couronne difficile à supporter, et pour le premier ministre, de se débarrasser habilement, non point tant de la personne du prince, pour lequel il avait certainement de l'attachement, mais de la menace que le caractère de celui-ci constituait pour la préservation de l'Empire. Ainsi que le dit Kinsley Martin en une formule excellente, et qui éclaire d'une exacte lumière toute la crise : « En abondonnant Édouard VIII, l'Angleterre a garanti sa sécurité d'abord. *Safety first.* »

XAVIER DE LIGNAC.

Origines chrétiennes et histoire religieuse

Par la publication des deux premiers volumes de son *Histoire de l'Église*, M. H. Lietzmann, l'un des maîtres protestants les plus justement célèbres, vient de nous livrer sa vue actuelle des origines chrétiennes (1). A lire cette œuvre, les historiens catholiques trouveront profit. Ils en apprécieront l'atmosphère chrétienne, et auront souvent la joie de retrouver là leurs propres positions. Certes, l'accord est loin d'être complet, et tous les chrétiens ne pourront reconnaître là leur authentique histoire (2). Mais quel rapprochement déjà quand on compare cette synthèse et celles qu'on nous proposait, il y a une ou deux générations, et selon lesquelles le christianisme devait chercher ses origines un peu partout sauf en Jésus-Christ (avait-il seulement existé?) et en ses apôtres, ou qui faisaient naître au IVe ou au Ve siècle, sinon plus tard, les formes catholiques du christianisme.

On ne peut songer à suivre ici pas à pas le récit. Il se déroule selon un plan général à peine marqué, mais qui répond bien à la succession réelle des grands faits généraux : naissance du christianisme en Palestine (t. I, ch. I-V), diffusion dans la diaspora juive (VI-VIII et X), diffusion dans le monde romain parmi les mouvements syncrétistes et gnostiques (IX, XI-XV et t. II, I et VI), formation des institutions (II, V) et des doctrines (III-IV, VI-VII) catholiques, enfin prin-

(1) H. Lietzmann. *Histoire de l'Église ancienne.* Trad. franç. du Prof. A. Jundt. Préface de Maurice Goguel. I. *Les commencements.* II. *Ecclesia catholica.* Paris, Payot, 1936-1937; 2 vol. in-8, 326 et 336 pp.; 25 et 36 fr.

(2) Notons ainsi que la foi des catholiques ne leur permet pas d'admettre le rejet, comme purement et simplement inauthentiques, de plusieurs écrits du Nouveau Testament (Lettre aux Éphésiens, Pastorales, Écrits johanniques), ou encore ce qui est dit ici ou là, par une application irrecevable d'une certaine théorie critique (*Formgeschichte*), des textes concernant la famille de Jésus, les récits de l'Enfance, la confession messianique devant le Grand-Prêtre, divers enseignements de Jésus, etc. D'autres points seraient à signaler.

cipales régions de diffusion aux IIe-IIIe siècles et problèmes particuliers posés dans chacune d'elles (VIII-XI). Comme en toute synthèse de ce genre, où l'auteur doit prendre position dans un nombre considérable de problèmes particuliers débattus entre spécialistes, chaque historien pourra contester telles conclusions ou, au contraire, apprécier davantage telles reconstitutions (1). On voudrait plutôt souligner ici pour s'en réjouir et en faire son profit, la manière dont le professeur Lietzmann traite de cette histoire religieuse.

L'histoire religieuse est d'abord et ne doit jamais cesser d'être de l'histoire. Trop longtemps elle fut considérée et pratiquée comme une arme d'apologétique par laquelle le

(1) Marquons pour notre part quelques points plus saillants. La méthode de la *Formgeschichte* est employée d'une manière que nous croyons historiquement inacceptable, notamment parce qu'elle supprime pratiquement l'intervention personnelle des rédacteurs évangéliques et donc la valeur historique hors de pair de leur témoignage. Qu'on cherche à préciser la façon dont ils ont élaboré leur témoignage, fort bien, mais qu'on fasse entrer nos évangiles dans le même genre littéraire que les Talmuds impersonnels, voilà ce qu'il est difficile, historiquement, d'admettre. — Dans le premier volume, l'originalité chrétienne de la première communauté de Jérusalem est estompée à l'extrême par l'insistance avec laquelle est mis en relief, à juste titre d'ailleurs, son caractère foncièrement juif. — Les pages consacrées au fondement juridique des persécutions dans l'empire souffrent d'une imprécision que l'on peut réduire, croyons-nous, à condition de distinguer plusieurs phases successives dans cette législation. — Enfin, dans le second volume, le chapitre consacré au montanisme aurait dû marquer les liens qui existent entre cette crise et la florescence toute particulière du syncrétisme païen en Asie Mineure. — Recommandons, par contre, comme particulièrement beaux et nuancés, le ch. VIII du t. I sur la vie et l'organisation des premières communautés fondées par la mission à l'âge apostolique, et surtout le ch. II du t. II sur l'Église au IIe siècle. Il y a là, sur la communauté ecclésiastique, son unité d'abord principalement spirituelle, l'évolution de ses fonctions hiérarchiques et cultuelles, la formation des premiers groupements d'Églises (d'où sortiront les premières unions patriarcales) et les principes ayant présidé à ces groupements, des pages admirablement nuancées et que l'on croit vraies, à la réserve de quelques formules concernant par exemple la primauté romaine, dont on dit d'ailleurs expressément que ses origines « remontent à la période initiale du christianisme ».

camps adverses cherchaient à frapper des coups décisifs. Le professeur Lietzmann a horreur de ce radicalisme dogmatique venant vicier la recherche historique. Dans cette science, il ne s'agit pas de prouver des doctrines, mais de dire, en toute docilité aux documents dûment critiqués, ce que fut le passé, y compris d'ailleurs le passé doctrinal. Si l'histoire, au terme de ces démarches critiques, met en présence de faits que nous jugions extraordinaires, nul n'a le droit de rejeter ces faits. Comme si notre temps n'en connaissait pas d'aussi inexplicables et qu'on ne peut cependant rejeter! Ainsi le Professeur de Berlin ne se croit-il pas le droit de nier que Jésus et ses disciples aient eu un mystérieux pouvoir auquel on attribuait leurs miracles. Ainsi même, sans se prononcer sur la nature de l'événement (ce n'est pas son rôle d'historien), n'hésite-t-il pas à voir dans la Résurrection du Christ une donnée historique. Qu'on explique les choses comme on voudra, nul ne peut refuser que Jésus soit apparu de multiples fois dans les jours qui suivirent sa mort, et que ce fait ait été décisif pour le premier apostolat chrétien et pour la constitution de la première communauté.

En réalité, cette objectivité absolue de l'historien dans la reconstitution du passé religieux n'est possible qu'à quiconque possède d'abord une autre attitude d'esprit plus profonde qui n'intéresse l'historien que parce qu'elle intéresse d'abord l'homme, à savoir le sens du mystère des choses, et notamment des choses religieuses. Ce sens a fait par trop défaut dans les controverses relatives aux origines chrétiennes. Qu'il s'agisse d'un personnage religieux ou d'un fait religieux, il est au fond aussi ridicule de prétendre en rendre pleinement raison par les phénomènes qu'en perçoit l'observation historique que de nier ces phénomènes parce qu'ils engagent pour nous un mystère. Il est ainsi des façons même bien intentionnées de parler de la Résurrection du Seigneur où l'imagination gratuite dispense un peu vite l'esprit de percevoir tout ce qu'a de mystérieux la condition de ce Corps qui échappe désormais aux lois normales (lieu, temps, devenir, etc.) du monde physique dans lequel, pourtant, il se manifesta. Mais il est pareillement irrecevable de n'attribuer qu'à l'imagination de la communauté ces nombreuses preuves que le Crucifié a données de sa vie reconquise. Vues simplistes dans un cas comme dans l'autre, dont

le simplisme n'est pas, hélas! réductible à une question de méthode historique. Avec M. Lietzmann, on se sent loin, très loin, de ces pauvres conflits, et ceci déjà est bienfaisant.

Mais il y a plus. Le sens du mystère est tout proche du sens religieux, et celui-ci aussi est nécessaire à l'historien des origines chrétiennes. Il ne s'agit plus seulement alors de réserve respectueuse devant l'inconnaissable. Une religieuse sympathie pour les choses de Dieu, sympathie faite d'intelligence et de docilité, s'impose encore, qui devient vite lumière positive faisant découvrir le sens profond des doctrines et des faits. Pauvre exégète que celui qui ne voit dans nos textes chrétiens qu'une occasion d'appliquer les méthodes critiques. Non seulement il méconnaît que l'Écriture est donnée, en définitive, pour nourrir l'âme religieuse et non pour occuper quelques esprits érudits, mais sa critique même et son érudition risquent fort de demeurer courtes et maladroites dans leur ordre. On n'est pas d'abord esprit critique et ensuite âme religieuse; il faut être à la fois l'un et l'autre, et ces deux attitudes doivent, sans confusion des critères, se renforcer constamment l'une l'autre. Connaître plus exactement les vrais discours et les faits véritables pour en mieux saisir les enseignements précis, mais aussi, parce qu'on s'est religieusement mieux assimilé ces enseignements, être aidé, comme par un instinct de surcroît, dans la recherche critique des véritables faits et des vrais discours, tel doit être l'idéal. De nombreux passages montrent que c'est celui de M. Lietzmann. Cet historien a profondément perçu certaines valeurs proprement chrétiennes, et ce réalisme de ses perceptions religieuses ne contribue pas peu au réalisme de ses reconstitutions historiques. Il nous aide du même coup à mieux atteindre à la fois le Jésus de l'histoire et ses enseignements intemporels. Ainsi, par exemple, dans les pages où il résume les enseignements concernant le royaume de Dieu. « Le royaume de Dieu n'est pas seulement imminent, il est déjà présent. [...] Vous n'avez pas besoin de chercher à voir si le royaume de Dieu vient, d'écouter si vous entendez dire : Il est ici, ou : Il est là, car il est au milieu de vous. Tel est le message nouveau, étrange et surprenant, le paradoxe que Jésus prêche. Voilà ce que n'ont pu comprendre ni le peuple de l'époque, ni les savants d'aujourd'hui » (1, p. 49). Ainsi encore

dans la très belle page consacrée à l'hymne paulinien de la charité (I, p. 131-132), et dans ce qui est dit (quoi qu'il en soit de la philosophie religieuse qui inspire les formulations) sur la transcendance du développement chrétien (t. II, p. 48). Cet historien, dont tant d'autres travaux ont suffisamment révélé la rigueur en même temps que l'indépendance, ne rougit pas d'être autre chose qu'un historien.

Une dernière remarque, où l'on voudra ne voir en aucune façon l'expression de je ne sais quelle attitude déplaisante de parent riche (comme si les vrais « riches » en christianisme n'étaient pas connus de Dieu seul!), mais plutôt de la gratitude pour l'Église où se trouve le dépôt intégral de la vérité chrétienne et une prise de conscience des responsabilités que cela entraîne. On discutait naguère de philosophie chrétienne. Si l'on voulait désigner par là une philosophie faisant entrer la foi chrétienne dans sa constitution même, les philosophes avaient cent fois raison de rejeter cette notion destructrice d'elle-même. Mais si l'on entendait parler d'une philosophie qui, de fait, historiquement, ne s'est constituée que sous l'influence de la problématique chrétienne, ou qui ne peut aboutir à ses conclusions propres (et sans sortir de son ordre strictement rationnel) que sous les confortations psychologiques qu'apporte la foi, il ne semble pas possible d'en nier l'existence. On peut et on doit, semble-t-il, parler dans le même sens d'une histoire chrétienne, d'une histoire catholique, et l'ouvrage présent en est une nouvelle preuve. Voici un historien doué d'un très sûr maniement de sa science et de ses techniques, en même temps que d'un sens religieux qui le met en la nécessaire connaturalité avec l'objet de ses recherches. Cependant, en fait, sur plusieurs points, il n'aboutit pas (nous le pensons du moins) à voir ce passé tel qu'il fut vraiment, à l'éclairer de toute la lumière que l'histoire peut projeter sur lui, ni à en exprimer toujours les composantes selon leurs exacts rapports. Très supérieure à tant d'autres, sa synthèse fait encore regretter que la foi ne lui ait pas épargné certaines hypothèses historiquement très incertaines (et pour cause!) et que d'autres, sans doute, remplaceront encore. Qu'est-ce à dire? Sera-t-il nécessaire d'être catholique pour écrire l'histoire des origines chrétiennes? En droit, nullement; catholique ou non, du moment que l'on fait de l'his-

toire, on ne peut rien avancer que sur la foi des documents et de l'objective interprétation qu'en doit faire une saine critique historique. En ce sens, il n'y a pas d'histoire chrétienne, d'histoire catholique. En fait, cependant, soit en raison de la plus totale connaturalité avec le donné primitif que lui permet son appartenance à la véritable Église, soit plus encore en raison des enrichissements extrinsèques que lui assurent certaines affirmations traditionnelles de cette Église, affirmations qui « possèdent » d'autant plus légitimement jusqu'à preuve du contraire qu'elles portent sur des ensembles très complexes de faits et de doctrines, il semble bien que l'historien catholique soit dans une situation privilégiée pour écrire cette histoire des origines. En ce sens, on peut parler d'histoire chrétienne, d'histoire catholique. Encore une fois, il s'agira encore et il devra s'agir d'histoire, de pure histoire. L'erreur, trop souvent, fut de l'oublier et de présenter comme historiques des conclusions hybrides où le dogme (compris comment, d'ailleurs !) avait plus de part que l'histoire, et que les progrès de la science historique eurent vite fait de déclarer parfaitement invérifiables sur ce terrain. Les critiques des adversaires de l'Église eurent alors ceci de bon d'obliger ses enfants à préciser l'exacte nature de leurs affirmations, en même temps qu'à entrer résolument sur ce terrain nouveau de la pure histoire. Mais, là même, ils doivent prendre conscience de toute l'étendue de leur devoir. Répondre aux attaques ne suffit pas. A voir une œuvre aussi intelligente, aussi probe que celle du professeur Lietzmann demeurer sur de nombreux points à côté de ce que fut la réalité historique, ou en exprimer certains éléments avec moins de relief qu'on ne le croit possible, on se rend mieux compte des avantages que leur foi procure aux historiens catholiques et donc de la responsabilité qui leur incombe de chercher à toujours mieux connaître, grâce aux ressources propres des méthodes historiques et selon tout le réalisme qu'elles seules permettent d'obtenir, ces origines du christianisme où, jusqu'à la fin des temps, le sens chrétien viendra chercher son plus substantiel aliment.

5 novembre 1937.

H.-M. Féret, O. P.

LIVRES D'HISTOIRE

Lucrèce Borgia (Payot, in-8°), par Fred Bérence

Excellente mise au point qui achève (l'étude de Funck-Brentano avait commencé) de nous donner une image plus véridique de la fameuse duchesse de Ferrare. Il va sans dire que sa vie n'est aucunement un modèle. Mais la légende y ajouta des forfaits ou des méfaits bien inutiles, et l'on est soulagé de voir que l'histoire ne les retient pas.

Le récit de M. Fred Bérence est intéressant. Comme dans son *Raphaël,* il fait revivre la Renaissance italienne, qu'il connaît bien et qu'il nous fait connaître mieux.

Histoire de la Terreur (Albin-Michel, 8° écu), par Gérard Walter.

L'auteur est maintenant au premier rang de nos jeunes historiens de la Révolution. Son *Robespierre* vient de renouveler le sujet, après Mathiez, et le présent volume apporte une contribution essentielle, de première main, à la période terrible de l'histoire de France, qui va du 5 septembre 1793 au 9 Thermidor. L'introduction expose des circonstances générales, intérieures ou étrangères, qui donnent lieu à la Terreur. Puis, une première partie analyse, pour ainsi dire, la technique du régime d'exception, tandis qu'une seconde partie nous en montre le fonctionnement régional. Cette esquisse d'une géographie de la Terreur est très riche, car les exemples choisis sont révélateurs et ils sont assez creusés pour qu'on ait une vue « en profondeur » des choses.

M. Walter, à son habitude, écarte toute littérature et ne tend qu'à rapporter les faits. Dans les commentaires mêmes de ces faits, il se montre extrêmement sobre.

Fouquier-Tinville (Hachette, in-8° écu), par Jacques Castelnau

Autre coupe à travers l'histoire révolutionnaire, biographique celle-là. « La vie de Fouquier-Tinville, c'est l'histoire de la Terreur vue à travers un homme... Les gouvernements ont besoin pour les servir, de ces êtres à l'intelligence médiocre, à l'âme vulgaire, au tempérament servile, aux scrupules atténués. » On voit que l'auteur ne s'en laisse pas accroire et qu'il n'a pas subi la fascination de son modèle. Fouquier, il faut le reconnaître, sut mourir avec courage. Mais il a ceci de commun avec toutes ses victimes, et lui méritait sa mort.

Paris qui disparaît (Grasset, in-16), par G. Lenôtre

Nouveau tome de la *Petite Histoire,* mine inépuisable creusée durant des années par le laborieux historien du *Temps*. Lenôtre, cette fois, se divertit à travers les vieilles rues, les vieux murs et les vieux papiers de Paris. Il les connaît mieux que personne. Et il lui arrive, comme d'habitude, de si bien présenter les choses que le travail ne va pas sans un peu de broderie. Mais c'est bien amusant : c'est du Lenôtre.

Portalis et son temps (Sirey, gr. in-8°) par Lydie Adolphe

Excellent début dans la carrière de l'histoire du Droit et de l'histoire tout court. Portalis est, on le sait, cet éminent jurisconsulte qui fut l'un des grands rédacteurs du Code Civil, « peut-être le principal », écrit M. Paul Esmein dans sa préface. Le *Bon génie de Napoléon* est, en tout cas, un parfait exemple des vertus bourgeoises et de l'esprit de l'époque. L'étude consciencieuse et attachante de Mlle Adolphe le suit à travers sa vie, ses idées, son œuvre législatrice. L'ensemble est clair, un peu scolaire dans le détail encore parfois, mais curieux, nourri d'inédits, et ce premier livre nous promet certainement d'excellents ouvrages aux confins de l'histoire des idées et de l'histoire juridique.

André George.

LES LETTRES ET LES ARTS

G. CATTAUI. *T.-S. Eliot, poète symboliste et poète chrétien.*

La revue espère publier prochainement un fragment de ce « Meurtre dans la cathédrale » que le critique du *Times* saluait comme « la seule grande œuvre dramatique contemporaine représentée à Londres de nos jours ». Voici une excellente introduction à l'œuvre poétique d'Eliot.

CHRONIQUES

CHRONIQUE DE LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE, par W. Weidlé : *Theodor Chindler,* de B. von Brentano.

CHRONIQUE ARTISTIQUE, par Peyrebère de Guilloutet : *Les aspects du film en Allemagne.*

THÉATRE, par H. Gouhier : *Asmodée.*

A travers les revues.

T.-S. ELIOT

poète symboliste et poète chrétien

La France a commémoré l'an dernier le cinquantenaire du symbolisme. Il n'est peut-être pas trop tard pour souligner tout ce que doit à ce mouvement le plus marquant des poètes contemporains de langue anglaise : Thomas Stearns Eliot. Loin de contester l'influence déterminante qu'exercèrent sur lui les précurseurs français du symbolisme, Eliot s'est toujours plu à reconnaître l'étendue de sa dette. « Baudelaire, Laforgue, Rimbaud et Lautréamont ont fait, a-t-il dit, des découvertes dont doivent se souvenir tous ceux qui veulent écrire. » Tout en se souvenant, Eliot demeure original, parce que constamment lui-même. Une personnalité puissante triomphe en lui de tant d'inclinations successives (1). En dépit des disciplines auxquelles il se soumet, en dépit de l'adhésion qu'il donne à tel dogme, à telle tradition, Eliot, essentiellement, demeure un homme nouveau — un homme aussi du Nouveau Monde.

Arnold Bennet a, dans une boutade mémorable, appliqué à T. S. Eliot la remarque qu'on avait faite un jour au sujet de Henry James : « Il est plus Européen que les Européens et n'a rien gardé de sa native Amérique. » Cela n'est pas exact. Pour saisir notre poète, il faut le

(1) Corbière et Saint-John Perse (dont il a traduit *Anabase*) l'ont également influencé.

rattacher à son milieu originel, à ce grand centre de culture humaniste qu'est l'Université de Harvard, à ces dynasties intellectuelles des Norton et des Eliot auxquelles il appartient (1).

Aucun Anglo-saxon, si ce n'est un Américain de vieille souche, n'eût pu, aussi spontanément qu'Eliot, opérer en son œuvre la fusion des influences latine et britannique; amalgamer les conceptions esthétiques de Coleridge et de Laforgue; marier étrangement à la rigueur puritaine l'œcuménisme romain; associer au rappel des vieux mythes bretons les revendications désolées d'Israël. Eliot est, on le voit, le produit naturel de ce puissant rameau de la lignée anglo-saxonne dont les premiers fleurons furent Emerson, Thoreau, Poë et Whitman. Il appartient au milieu dont sont sortis les Irving Babbit et les Paul Elmer Moore. Chez lui, grâce à cet enthousiasme que possèdent seuls les érudits du Nouveau Monde, le sentiment critique se mue en influx créateur et s'élève jusqu'à la hauteur du lyrisme. On peut répartir sa production poétique entre quatre périodes très distinctes. A la première appartiennent les vers publiés entre 1917 et 1925 : *Prufrock, Poèmes de 1919, Ara vus Prec*, où se fait fortement sentir l'influence de Jules Laforgue (2). C'est une poésie trempée d'humour et de réalisme, dans laquelle ne s'affirme pas encore pleinement la personnalité de l'auteur. Le second stade, plus métaphysique, comprend *Gerontion*, la *Gaste Lande* (1923), *Les Hommes Creux*

(1) Ayant obtenu la naturalisation britannique, Eliot vit en Angleterre depuis vingt ans. Chargé en 1933 du cours annuel de Poésie fondé à Harvard en mémoire de Charles Eliot Norton, commentateur de Dante, il a réintégré pour un temps la vieille tradition familiale qu'il pensait avoir à jamais abandonnée.

(2) Dans ces recueils figurent des poèmes français d'un mérite assez inégal.

(1925). En sa troisième manière, le poète, après avoir traversé la sécheresse et le doute, parvient au seuil de la contemplation et de la réconciliation en Dieu. *Un cantique pour Siméon* (1928), *Animula* (1929), *Mercredi des Cendres* (1930), *Voyage des Mages*, mêlent à leur accent religieux le regret poignant des jouissances de la terre, que le poète quitte presque malgré soi.

Certains poèmes qu'Eliot a publiés parallèlement à sa dernière manière ne se rangent dans aucune de ces catégories : ce sont *Marina*, *Sweeney Agonistes* et *Marche Triomphale*. Enfin, Eliot a fait jouer en 1934 une parade, *Le Roc*, qui tient du mystère et de la sotie, et qui renferme des chœurs d'une réelle grandeur lyrique. Sa dernière œuvre dramatique, *Meurtre dans la Cathédrale*, représentée à Cantorbéry même en 1935, puis à Londres, est une tragédie médiévale qui met en scène le martyre de saint Thomas Beckett et accuse, avec une violence particulièrement faite pour nous toucher aujourd'hui, la menace que constitue l'incursion du pouvoir temporel dans le domaine spirituel. Ce drame, dont les versets ont une résonance claudélienne avec quelque chose de plus strict, de plus sec et de plus serré, est, en même temps qu'une méditation mystique d'une grande élévation sur la poursuite de la véritable sainteté, une composition d'un mouvement si sûr, d'une puissance d'intonation si singulière, que le critique du *Times* a pu saluer en ces deux actes « la seule grande œuvre dramatique contemporaine représentée à Londres de nos jours ».

C'est dans les poèmes de sa seconde phase, et particulièrement dans la *Gaste Lande*, ou *Terre Dévastée*, qu'Eliot atteint à la maîtrise de son instrument et prend possession du domaine qui n'appartient qu'à lui ; c'est là que, pour la première fois, se fait entendre à nous cette voix grave, rauque, un peu sèche, que nous n'oublierons plus

jamais : souffle puissant et court, spasme aigu, intonation contrainte, hautaine et désolée d'une âme très secrète, chez qui la pudeur aime à se déguiser en cynisme, la tendresse en brusquerie.

Quand les *Hommes Creux*, bourrés de paille, chuchotent ensemble, « leurs voix desséchées sont fades et vides de sens comme le vent dans l'herbe sèche ». Nous sommes dans la terre morte, la terre du cactus, où « les images de pierre reçoivent la supplication de la main d'un mort ».

Cette hantise de la sécheresse et de la mort, les poètes élisabéthains l'avaient connue déjà ; et peut-être est-elle bien un trait particulier à l'âme anglaise. Or, chez Eliot, il ne s'agit pas de la seule mort individuelle ; ni de la Mort qui attend une société gangrenée ; il s'agit de la Mort en soi : mort de tous et de tous les jours. Mort inhérente à toute vie. Mort qui commence en nous avec la vie. Mort de ces faux vivants qui sont déjà des âmes mortes : la mort spirituelle, plus que toutes autres morts, mortelle.

Cette mort, cette stérilité, Eliot les a mises à nu, les a rendues présentes, jusqu'à la hantise du cauchemar, dans les paroles hallucinées et tendues de la *Gaste Lande*. La poésie ici se mue en quelque chose d'étrange, d'inquiétant. Cela tient du sortilège et de la nécromancie. Nous sommes tous, et toutes les choses autour de nous, sous l'empire d'un envoûtement. Nous sommes tous possédés :

Ici point d'eau, mais seulement la roche,
La roche et point d'eau et la route de sable,
La route en spirale parmi les montagnes
Qui sont montagnes de roche sans eau.
S'il y avait de l'eau on s'arrêterait boire,
Parmi les rochers on ne peut s'arrêter ni penser,
La sueur est sèche et les pieds sont dans le sable.

S'il y avait seulement de l'eau parmi les roches,
Bouche de montagne morte aux dents cariées et qui ne peut [cracher;
Ici l'on ne peut se tenir debout ni se coucher ni s'asseoir,
Il n'y a même point de silence dans les montagnes,
Mais le tonnerre sec et stérile sans la pluie.
Il n'y a même point de solitude dans les montagnes,
Mais des faces rouges ricanent et grincent
Au seuil des maisons de boue craquelées.

C'est la *Gaste Lande*, terre vague et dévastée, terre mise à nu. *Le Sec*, *l'Humide*, *le Feu* : ce sont là les trois éléments autour de quoi s'ordonne cette grande allégorie, fondée sur l'interprétation du Mythe du *Graal* (1) : Rites de la *Fécondation*; sens de la *Terre Aride*, desséchée par l'effet de la maladie du *Roi Pécheur*; enchantement qui ne sera rompu que lorsque Perceval atteindra la *Chapelle Périlleuse.*

A l'arrière-plan du poème d'Eliot, on retrouve l'idée animiste de la résurrection du dieu des saisons. La puanteur fétide des paludes fait place à la sécheresse (2). Seul le Feu nous délivrera de l'Humide et du Sec en les purifiant. Or l'âme n'est purifiée que lorsqu'elle se « dépouille de l'amour des choses créées ».

Eliot ne voit dans la vie que « naissance, accouplement et mort ». Inexorable, son ironie effrite et sape les plus pompeuses façades, ravale les spectacles les plus solennels. Rien n'est épargné dans ce saccage où le poète se complaît avec un froid cynisme. Il étale, jusqu'à nous en agacer les nerfs, la futilité, l'incohérence et l'ineptie des choses. Par l'effet de ce parallélisme que recherchaient

(1) Voir *From Ritual to Romance*, par Jessie L. Watson.
(2) De même Maurras oppose les hauteurs poudreuses d'Aristarché à l'étang de Martigues.

les artistes de la Renaissance — et qui, chez Rabelais, Cervantès et Shakespeare, conjugue inopinément le trivial et le sublime — Eliot rapproche le cortège d'Élisabeth et de Leicester, tantôt de la galère de Cléopâtre et de Marc-Antoine, tantôt des promiscuités immondes des filles de la Tamise, parmi les flaques de pétrole et les boîtes de sardines.

Poursuivant un absolu d'ordre et de pureté, le poète ne voit de toutes parts que concupiscence, bassesse vénale, turpitude...

La platitude de l'existence quotidienne des grandes villes l'écœure. L'haleine fade, fétide, l'odeur d'eau de lessive des faubourgs ; le regard hébété des filles de cuisine, traînant le soir dans les rues crasseuses, au bord des terrains vagues ; l'aigre relent de graillon qui monte des soupiraux, tout cela lui donne la nausée ; mais il en parle avec tranquillité.

(Ne perdons pas de vue que ces évocations, presque obscènes à force de réalisme et de cruauté, ne sont ici que pour donner vie à la métaphore, qu'elles pétrissent en pleine chair.)

Nous sommes saisis par la trouble hallucination qui émane des moindres accents d'Eliot, par l'amertume morose et le ton crispé de ce pessimiste passionné ; une ourde mélancolie, une tristesse incomparable imprègnent a poésie. Invinciblement, l'on songe au *Voyageur sur la erre* de cet autre américain : Julien Green ; la même atmosphère close, chargée d'orage, pèse sur les poèmes de 'un, les romans de l'autre ; la même intonation tendue et ourde ; le même suspens ; la même hallucination tout à la ois irréelle et vraie ; le même regret des jouissances de la erre, avec, parfois, le pressentiment des joies que la terre ie peut donner. Je trouve chez l'un et l'autre des tonaités d'angoisse stricte et d'impassible terreur dont on ne

décèlerait l'équivalent, depuis le XVIe siècle, que dans cer-
taines peintures de Picasso et de Chirico.

Eliot possède des valeurs purement auditives, des son
et des accents, un sens aigu qui fait de certains de se
chants quelque chose d'analogue aux formules talisman
ques de la magie rituelle. L'imagination verbale pénèt
au delà de la pensée consciente vivifiant chaque mo
aimantant chaque vocable ; plongeant dans le primitif e
l'oublié ; ramenant au jour, révélant le commencemen
des choses et leur fin. Les mots n'ont plus pour seu
mission d'exprimer un sens, mais d'opérer le conta
entre le désuet, le suranné, le banal d'une part, et de l'a
tre le nouveau, l'imprévu, l'étonnant. Je dirai de la ten
tative d'Eliot ce qu'il a dit lui-même de celle de Ma
larmé : qu'elle est « une expérience désintéressée sur le
confins de la poésie, à une altitude où l'air respirab
manquerait à d'autres poitrines ».

Eliot nous a confié que les phases de dépression, d'an
mie ou de maladie provoquent chez lui un afflux de po
sie qui ressemble en quelque sorte à de l'écriture aut
matique. Chez ce poète si concerté, le plus voulu, le plu
raisonné des artistes, une part importante d'inconscien
se fait jour : ses allégories et ses métaphores ne deme
rent pas abstraites, froides. Le symbole est personnel ju
qu'à la hantise. L'univers qui surgit des visions d'Elio
prend la figure d'un monde interdit, pareil à celui qu
nous découvrent nos songes : sous le jour d'un soleil noi
sous la lueur d'une lune inhumaine, des solitudes minéra
les sont figées dans l'attente de je ne sais quelle rosée.
n'y a pas de regards ici, pas d'yeux sous ces étoiles mo
tes, pas d'espoir. Ce monde est privé de la grâce. Ce
sables ne connaissent point la pluie.

La terre, raclée jusqu'à l'os, que peut-elle attendre d
l'orage ? Les âmes durcies, calcinées, quel fruit pourraien

elles porter ? Il semble que ce soit par le désespoir seul, par l'angoisse et l'aridité, que le poète accède au sentiment religieux. *Gerontion*, *Tirésias*, le *Roi Mage* de l'Épiphanie, *Siméon* même appelant la consolation d'Israël, quelle que soit la bouche qu'emprunte Eliot, c'est toujours la même lassitude, la même nostalgie, le même mélange de mémoire et de désir, la même attente résignée des joies que la terre ne peut donner, à quoi pourtant se mêle le regret des choses que l'on quitte :

Je suis las de ma vie, et de la vie de ceux qui viennent après moi,
Je meurs de ma propre mort, et de la mort de ceux qui viennent
[après moi.
Pour moi non point le martyre, l'extase de la pensée ou de la prière,
Pour moi non point l'ultime vision.
Accorde-moi ta paix.
(Et une épée te percera le cœur,
Le tien aussi.)

C'est là le Cantique du vieillard *Siméon* lorsqu'il prophétise, saluant la venue de son Sauveur non par des cris de jubilation, mais par l'aveu de son amertume. Et le roi Mage, témoin de la naissance s'écrie :

Tout cela s'est passé il y a très longtemps, je me rappelle,
Et je le referais, mais retenez
Ceci, retenez
Ceci : Fûmes-nous guidés tout ce chemin vers la
Naissance ou la Mort ? Il y eut une naissance, certainement,
Nous en eûmes certitude et nul doute. J'ai vu Naissance et Mort,
Mais j'avais cru qu'elles étaient différentes ; cette Naissance était
Dure et amère agonie pour nous, comme la Mort, notre mort.
Nous rentrâmes en nos pays, ces Royaumes,
Mais plus jamais à l'aise ici, dans la vieille dispensation ;
Avec un peuple étranger s'aggripant à ses dieux.
Je serais heureux d'une autre mort.

Dans la foi d'Eliot, comme dans celle d'Ernest Hello, une part obscure de sentiment janséniste survit ? Révolte

à grand'peine étouffée, vieille cicatrice mal cautérisée, qui parfois saigne, supure? Le doute, l'incertitude sont encore ici des formes tourmentées de la croyance. Jusque dans les solitudes ardues de la *Gaste Lande,* on retrouve la racine de ce qui sera l'arbre mystique du poète. Irrité par la confusion d'un âge sans grandeur, l'auteur de *Mercredi des Cendres* acceptera l'ordre catholique et sa contrainte et la grande espérance chrétienne :

Rédime le temps. Rédime le rêve.
Le témoin du Verbe, inouï, non proféré.

Après sa longue marche à l'intérieur du désert, Eliot accède au lieu sûr et s'y retranche. Désormais, il définira sa position comme celle d'un « anglo-catholique (1) en religion, d'un classique en littérature, d'un royaliste en politique ». Il a fait sienne la profession de foi de Maurras : « La sensibilité, sauvée d'elle-même et conduite dans l'ordre, est devenue un principe de perfection. » En vérité, ça n'a pas été sans de pénibles tâtonnements que ce poète, longtemps anarchique, a librement adopté des doctrines aussi strictes.

« Les hommes, écrivait Eliot au cours d'une controverse avec Middleton Murry, ne peuvent vivre qu'en se *soumettant* à quelque chose en dehors d'eux. » Middleton Murry ayant suggéré qu'ils devaient obéir à leur voix intérieure, Eliot répondit que la « voix intérieure » ressemblait fort à la maxime « fais ce que bon te semble ». Vanité, crainte et concupiscence, voilà ce que, selon lui, souffle cette voix intérieure, en laquelle le poète reconnaît l'accent du puritanisme anglo-saxon. Fils et petit-fils d'unitariens, Eliot se défie de la sagesse des siens. Dur envers soi-même, son attitude est dictée par une violente réaction contre les enseignements de sa secte native et

(1) Quoique se rapprochant par la liturgie de l'Église romaine, les anglo-catholiques font toujours partie de l'Église anglicane.

par une inclination de plus en plus marquée pour les formes latines et romaines, qu'il oppose à l'excentricité des anglo-saxons.

Quelle est donc l'autorité extérieure à laquelle Eliot désire que se soumette et se plie un écrivain? « Il y eut de tous temps entre artistes, note-t-il, une inconsciente communauté. Avoir toujours présents devant les yeux les grands modèles du passé; construire à leur échelle et selon leurs enseignements; hériter de leurs proportions et de leurs règles est une tâche non moins nécessaire à l'artisan littéraire qu'à l'architecte ou au musicien. » Et il ajoute : « L'un des mérites d'un poète sincère, c'est qu'en le lisant nous nous remémorons ses plus lointains prédécesseurs; et, de même, la lecture de ceux-ci nous ramène à lui. » Comme Valéry, dont il apprécie la méthode, Eliot est revenu de son propre mouvement vers les humanités. Et, comme Valéry, il n'a rien abandonné des conquêtes du symbolisme. Ces acquêts, Eliot les intègre à la double tradition de l'humanisme gréco-latin et du lyrisme anglo-saxon. Peu de poètes ont subi des influences aussi disparates que lui. S'il n'ignore rien de la littérature élisabéthaine, de ses dramaturges, de ses théologiens et de ses poètes métaphysiques, il n'est pas moins endetté envers les grecs et les latins; et jamais l'influence de la rauque, farouche poésie hébraïque ne fut plus marquée que dans l'œuvre de ce petit-fils d'unitariens dont les aïeux, chaque soir, au cours de huit générations, ont lu, médité et commenté les *Saintes Écritures*.

Pour comprendre tel poème d'Eliot, il faut posséder une connaissance approfondie de Dante et du *Rameau d'or*, du troubadour provençal Arnaud Daniel et de John Donne, des dramaturges élisabéthains, des Upanishads et de saint Augustin, d'Ovide, de Catulle, de Sapphô, de Gérard de Nerval, de Wagner, et de Verlaine. Eliot s'é-

lève contre l'erreur qui, dans l'œuvre d'un écrivain, nous fait rechercher uniquement la rareté de l'expression. « Nous sommes satisfaits, dit-il, lorsque le poète diffère de ses prédécesseurs immédiats ; nous nous efforçons de trouver en lui quelque chose qu'on puisse isoler afin qu'on en puisse jouir ; or, si nous approchions un poète sans ce préjugé, nous découvririons que, non seulement le meilleur de son œuvre, mais souvent même les parties les plus individuelles, sont précisément celles dans lesquelles les poètes morts, ses ancêtres, affirment le plus vigoureusement leur immortalité. »

« Le grand poète est, entre autres choses, non pas simplement celui qui restaure une tradition tombée en désuétude, mais celui qui, dans sa poésie, allie et réunit autant de rameaux disjoints de la tradition qu'il est possible de le faire. »

« La tradition, il est vrai, ne se reçoit pas aisément en héritage. Si vous la désirez, il la faut obtenir avec effort, avec labeur. Cela requiert, en premier lieu, le sens historique, que nous jugeons indispensable à quiconque désire demeurer poète au-delà de sa vingt-cinquième année ; et le sens historique implique une perception, non seulement de l'écoulement du passé, mais de sa *présence* ; le sens historique contraint un homme à écrire, non seulement en sentant qu'il porte en lui, dans la moelle de ses os, sa génération propre, mais en sentant que la littérature tout entière de l'Europe, depuis Homère — et dans son sein la littérature de son propre pays — possède une existence simultanée et compose un ordre simultané. »

Aux citations des aëdes de tous les siècles, Eliot étrangement mêle l'antique litanie, l'adage, les incantations rituelles, brutalement insérés en leurs idiomes inconnus :

London Bridge is falling down, falling down, falling down
Poi nascose nel foco che gli affina

Quando fiam ceu chelidon. O hirondelle, hirondelle,
Le Prince d'Aquitaine à la Tour abolie.
. . . .
Datto. Dayadhvam. Damyata.
Shantih shantih shantih.

Eliot témoigne : « Notre civilisation embrasse des choses très diverses et très complexes. Le poète doit embrasser de plus en plus de choses, les suggérer par *allusion* et comme indirectement, de façon à contraindre et, au besoin, à disloquer le langage, afin de lui faire exprimer toute sa *signification.* » Art fondé sur l'ellipse et l'allusion : plus encore que le sens littéral, ce qui importe ici, c'est l'*intonation.* On a pu dire des poèmes d'Eliot qu'ils sont une musique d'idées. Et l'essence de cette musique, c'est un rythme de fugue et de syncope suggérant le spasme, le courant alternatif, l'entrelacs, le brusque changement d'aiguillage. Souvent, la métaphore devient elliptique : le premier terme s'efface, laissant pressentir l'analogie obscure et celée : la transsubstantiation pleine s'opère dans la « figure ».

Ce n'est point qu'Eliot ne veuille être entendu ; mais il pense avec Coleridge que c'est « lorsque la poésie est comprise dans son ensemble et non point trop distinctement qu'elle donne le plus de plaisir ».

« Les critiques s'étonnent parfois, écrit-il, des brusques décalages et des conjonctions qu'on rencontre dans la poésie moderne. Pour décider si le décalage est cohérent ou non, il faut juger si l'esprit est *serré* ou *délié* et si la personnalité tout entière est impliquée. » Et il conclut par ces mots, qu'on pourrait lui appliquer : « C'est l'unité de la personnalité qui donne une indissoluble unité aux sujets variés dont traite l'écrivain. Car l'unité dans l'œuvre dépend de l'unité dans l'esprit de l'auteur. » Est-ce à dire que, pour réaliser cette unité, le poète doive se faire

métaphysicien? Eliot rejette une telle conception. « Un poète qui serait également métaphysicien serait aussi difficile à admettre qu'une licorne... Un tel poète serait un monstre — comme l'est à mon sentiment le *Monsieur Teste* de Valéry. Un tel poète serait deux hommes en un seul... Il est plus simple d'adopter, s'il le faut, la philosophie d'un autre que de se charger du système philosophique d'un frère monstrueux qu'on porterait en soi. Dante et Lucrèce ont tout bonnement adopté la philosophie d'un autre... » — « ... La qualité qui surprend en Lucrèce est le mouvement passionné qui le porte à s'identifier à un système en y trouvant quelque chose de plus grand que soi. » C'est cette adhésion, cette soumission à une grande culture traditionnelle qui fait que, pour Eliot, Dante dépasse Blake et même Shakespeare. « La pensée qui était à l'arrière-plan de Shakespeare était celle, confuse et embrouillée, de la Renaissance; tandis que celle qui était à la base de Dante était celle d'un homme non moins grand et non moins aimable que Dante lui-même : saint Thomas. » Il manquait à Blake le support d'une tradition acceptée. « Dante est un classique; Blake n'est qu'un poète de génie. »

Ce n'est point que Blake fût « un naïf, un sauvage, un fauve apprivoisé pour le plaisir des raffinés, des blasés et des décadents. C'était un maître ouvrier, un artisan; et ce fut l'obscurité de sa vie et non pas, comme on l'a dit, l'inspiration spontanée qui préserva son innocence ».

On n'est prêt pour l'art, affirme Eliot, que lorsqu'on a cessé de s'intéresser à ses propres émotions, à ses propres expériences... « Ce ne sont pas nos sentiments qui ont une valeur unique, mais la matière dont sont faits ces sentiments. » Le poète a pour mission de *transmuer* ses émotions, ses angoisses, ses agonies intimes et personnelles en quelque chose de riche et d'étrange, d'imperson-

nel et de général. Cette attitude suggère un rapprochement entre l'esthétique d'Eliot et celle de Proust. L'un réagissant contre le subjectivisme anglo-saxon, l'autre contre le formalisme latin, ils paraissent de prime abord travailler en sens inverse, quoiqu'ils ne soient, à dire vrai, guère éloignés l'un de l'autre. Proust a noté que « dans chaque écrivain le sentiment du général choisit lui-même ce qui est général et pourra entrer dans l'œuvre d'art ». « L'impression est pour l'écrivain ce que l'expérimentation est pour le savant, avec cette différence que chez le savant le travail de l'intelligence précède et chez l'écrivain vient après. »

Toutefois, l'auteur du *Temps retrouvé* insiste sur le fait que, si l'écrivain doit atteindre au général par l'élaboration des lois psychologiques, « c'est en lui-même qu'il lui faut descendre pour les trouver, l'essence générale des choses étant subjective ». De même, la poésie d'Eliot est « impersonnelle en ce sens qu'une émotion, qu'une expérience personnelle se prolonge et s'achève en quelque chose d'impersonnel, ce qui ne comporte nullement séparation d'avec l'expérience personnelle ou la passion ». L'émotion doit se dégager du poème, non de l'histoire du poète. Mais la qualité suprême du poète est « l'acte passionné par lequel il accepte de s'anéantir, de se fondre en un système et d'adhérer à ce système, où il trouve quelque chose de plus vaste que soi-même. Or, un tel abandon demande une grande concentration ».

Pour Eliot, comme pour Baudelaire, « il est évident que rhétoriques et prosodies ne sont point des tyrannies inventées arbitrairement, mais une collection de règles exigées par l'organisation même de l'esprit. Et jamais prosodies ni rhétoriques n'ont empêché l'originalité de se produire distinctement. Le poète a le devoir de se créer une *routine* ».

Eliot dirait avec Hegel que « si les formes de l'art trouvent leur principe dans l'*idée* qu'elles manifestent, celle-ci, à son tour, n'est l'idée véritable que lorsqu'elle s'est réalisée dans ses formes ». Il croit qu'une « idée, dans le sens le plus élevé de ce mot, ne peut être exprimée que par *un symbole* ». Et il s'élève contre ceux qui ne voient dans la *beauté* qu'une source de satisfaction arbitraire, sensuelle, empirique et subjective, alors que le jugement esthétique est l'affirmation d'un plaisir universellement communicable.

Les limitations fécondes, les symétries subtiles auxquelles Eliot consent à se soumettre sont d'ordinaire intolérables au tempérament individualiste des Anglo-saxons : « Une semblable activité paraît n'être rien de plus qu'un jeu de quilles aux amateurs anglais, enclins à dénoncer toute poésie réticente, et qui perfidement cherchent entre les lignes la trace d'une confession autobiographique (...). Je suis accoutumé, remarque Eliot, de voir des significations cosmiques, que je n'avais jamais soupçonnées, dégagées de mon œuvre par des personnes enthousiastes et étrangères ; et d'apprendre qu'une chose que j'ai entendue sérieusement n'est que « *vers de société* » ; de voir ma biographie reconstituée d'après les passages que j'ai tirés de livres ou que j'ai moi-même inventés de toutes pièces parce qu'ils sonnaient bien ; et de voir le côté autobiographique invariablement ignoré en ce que j'ai vraiment écrit d'après mes expériences personnelles. »

Ce n'est pas seulement ce besoin de « subjectivisme » qu'Eliot combat chez les Anglo-saxons ; c'est aussi leur excentricité, leur mobilité, et ce que l'on a pu justement appeler leur instabilité ; ce besoin profond de passer d'un rythme à un autre, qui parfois les fait paraître futiles, ou changeants, ou perfides, et qui n'est peut-être que l'instinct même de la vie, fondé sur l'alternance, le balancement, la syncope.

. . . .

Chez Eliot, le mélange du comique et du tragique prend les mêmes résonances obscures, essentielles et troublantes que dans Shakespeare. L'humour et le sentiment tragique y sont naturellement entremêlés. Des changements d'aiguillage intempestifs déclenchent par saccades un rythme inattendu. Ces saillies, ces volte-face provoquent en nous une sorte de malaise, qui peu à peu nous prépare au sentiment d'angoisse, de suspens et d'insatisfaction si particulier à l'auteur de *Prufrock*. C'est dans cette succession brusque de mesures spasmodiques, en apparence incohérentes, c'est dans ces alternatives de tonalités discordantes, et pourtant complémentaires, que réside la foncière singularité du lyrisme d'Eliot.

On voit à quel point le métier de poète est pour Eliot chose sérieuse. Est-ce à dire qu'il approuve le point de vue de Shelley, pour qui les poètes sont « les législateurs méconnus de l'humanité » ? Loin de là. Eliot s'élève contre ceux qui veulent, avec Mathew Arnold, substituer la poésie au dogme, ou qui croient, comme le fait le critique I. A. Richards, qu'au milieu de l'écroulement de toutes les valeurs contemporaines, la poésie peut seule nous sauver. Eliot ne veut admettre aucune de ces insupportables prétentions. Il ramène à une plus juste mesure les revendications du poète et juge, avec Maritain, que c'est une erreur mortelle de croire que la poésie puisse former la nourriture spirituelle de l'homme.

Témoin d'un âge rigoureux, porte-parole d'une génération exigente, il poursuit obstinément cette union intime de la pensée et de la vie que réalisent seuls les saints. Il sait que l'extase et la vision suprême ne sont pas pour lui. Pourtant il ne s'en retournera plus vers « le pouvoir évanoui des règnes usuels, la gloire infirme de l'heure positive » :

« *Parce qu'il ne peut plus espérer de s'en retourner, de retourner vers ces lieux où l'arbre fleurit et la source coule — Parce qu'il n'y a plus rien désormais — Il se réjouit que les choses soient telles qu'elles sont. Il renonce la face bénie et la voix, parce qu'il ne peut plus espérer de s'en retourner encore. En conséquence, il se réjouit, devant construire quelque chose en quoi se réjouir.* »

On ne comprend Eliot qu'en l'envisageant comme un des grains de ce long et précieux chapelet qu'est la poésie anglaise : Rosaire qui, de temps à autre, semble avoir perdu le sens de sa destination et qui pourtant retient encore le caractère sacré de son origine première. Rosaire encore béni d'une bénédiction irrévocable, car les dons du Seigneur sont sans repentance, et c'est l'esprit de poésie et de louange que, par la bouche de Grégoire le Grand, Dieu se plut à reconnaître dès leur accueil à ces *Angles* qui sont des *Anges*, et qui doivent participer à la vocation des Anges par le psaume et l'oraison et l'hymne et le cantique.

En dépit de ses défaillances, la race de Chaucer et de Shakespeare, de Spencer et de Keats n'a jamais négligé, jamais renié ce ministère primordial. Souvent même, avec Gerard Manley Hopkins et Francis Thomson, elle a su se souvenir que la palme et le laurier jaillirent du même terroir ; que la poésie doit demeurer la servante de l'esprit, comme l'Église l'est de l'âme. Milton, Donne, Herbert furent des âmes religieuses. Byron sentit peser sur soi la malédiction des réprouvés et voulut, par un sacrifice charnel et la libation du sang le plus ardent, apaiser la colère divine. Shelley lui-même, tout païen qu'il fût en apparence, se sentait l'ange perdu d'un paradis en ruines et, par-delà la terre lourde, bondissait radieux vers le firmament où, comme un astre, il voyait l'âme d'Adonaïs « luire au séjour où sont les Éternels ».

Plus près de nous, Coventry Patmore, Alice Meynell, Francis Thomson et, entre tous, Hopkins ont désiré si fortement l'union de la prière et de la poésie qu'ils ont rejoint la communauté catholique.

Eliot n'a pas dit son dernier mot. Le battement, l'alternative en lui se perpétuent. Il est saisi par l'Ange, mais il lutte comme Jacob. Une haute tension intérieure, dont il est tout galvanisé, triomphant des éléments morbides qui se disputent sa nature et qui dégradent son énergie, vient infuser à l'ensemble cette unité puissante, quoique discontinue, toujours perdue et toujours retrouvée, qui fait la vie — et cet élan parfois qui fait les saints.

Georges Cattaui.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Lettres allemandes

« Theodor Chindler »

Il y a peu de livres qui fassent mieux comprendre la psychologie d'un peuple à un moment décisif de son histoire, que ce « roman d'une famille allemande » (1) (comme dit le sous-titre), publié à Zurich par un écrivain allemand qui habite la Suisse depuis l'avènement au pouvoir, dans son pays, du parti national-socialiste. M. Bernard von Brentano appartient à une vieille famille catholique de Bavière qui a donné à l'Allemagne un grand poète à l'époque romantique et plus tard un philosophe et un économiste, tous deux de premier ordre. Divers membres de cette famille ont appartenu au parti du centre et pris part au combat du *Kulturkampf,* que les catholiques allemands ont mené contre Bismarck. Le romancier s'est trouvé, lui aussi, attiré de bonne heure par la politique, mais d'emblée ses sympathies sont allées beaucoup plus à gauche qu'on n'aurait pu le supposer d'après ses traditions familiales : lorsqu'il débuta dans les lettres, ses convictions le portaient vers le communisme, ce qui lui fit faire, à deux reprises, le voyage de Moscou; et s'il revint du second avec des idées, à vrai

(1) Bernard von Brentano : *Theodor Chindler* (Oprecht, Zurich). — Aucun livre de cet auteur n'a été traduit en français.

dire, fort changées, c'est du moins sans que fût amoindrie son hostilité à l'égard de tout régime dictatorial. Ayant troqué la plume du journaliste contre celle du romancier, il est resté ce qu'il a toujours été : un esprit essentiellement orienté vers la politique, — ce qui ne veut nullement dire politique de parti, ni politique pure, si celle-ci signifie absence de tout intérêt pour les choses de l'esprit et de culture. Simplement, M. von Brentano est quelqu'un qui a vécu intensément la tragédie de son pays et qui ne voit pas la possibilité de la définir autrement qu'en termes de politique.

Il a pourtant écrit un roman; et il l'a fort bien écrit, avec une grande sobriété de moyens, avec un sens très sûr des caractères et des situations, dans une langue sans recherche superflue, nette, simple et forte. Pouvait-il ne pas l'écrire, pouvait-il, sous une forme autre que celle-là, exposer ses idées sur l'Allemagne et sur la guerre, sur ce que la guerre a signifié pour l'Allemagne? Nous ne le pensons pas, car il ne s'agissait pas de poser des thèses *in abstracto* et de les soutenir par une démonstration plus ou moins probante, mais bien de montrer, en faisant agir des personnes vivantes, comment leurs actes convergaient vers une catastrophe à la fois collective et personnelle, et comment tout le comportement de ces êtres était plus ou moins contaminé par certaines traditions, certaines habitudes d'esprit, certaines pentes du caractère plus ou moins communes à ces Allemands de 1914 et de 1918. Le livre commence avec la déclaration de guerre, il finit au lendemain de la révolution. Pour en comprendre le sens et la portée, le meilleur moyen est de considérer séparément la destinée de chacun de ses personnages principaux.

Au début du récit, Theodor Chindler, ancien professeur d'Université, député du parti du centre catholique au Reichstag, est âgé de soixante-trois ans. Il habite une petite ville du Sud. Il est marié et père de quatre enfants. La vie de famille ne l'a pas rendu heureux, car

sa femme, qui ne l'a jamais vraiment aimé, est une nature sèche, continuellement occupée à rechercher les satisfactions du devoir accompli; inutilement austère, ne sachant pas s'ouvrir les cœurs, elle a élevé ses enfants dans un esprit de sévérité rigide sans chaleur ni tendresse, et, à cause de cela, elle est elle-même malheureuse, profondément insatisfaite. La vie publique, non plus, n'a pas donné à Theodor Chindler de grandes joies. Il jouit au sein de son parti d'une certaine considération que lui valent son intelligence, sa scrupuleuse honnêteté, sa fidélité à ses principes politiques; mais sa carrière n'a pas été brillante, et le cours que prennent les événements, ainsi que la politique du gouvernement et celle parfois de son propre parti, l'inquiètent et l'exaspèrent de plus en plus. La déclaration de guerre le rend à demi fou de désespoir et de fureur impuissante, à la fois contre la Prusse, contre le gouvernement, contre tous ceux qui n'ont pas empêché le désastre, — car il croit au désastre, mais au fond il est aussi peu fait pour y parer effectivement que tous les autres. Plus tard, au Reichstag, nous le voyons s'opposer à la guerre maritime à outrance, celle des sous-marins, qui devait amener l'intervention de l'Amérique; il n'a aucun succès : son propre parti rejette à l'unanimité sa proposition de vote. La défaite finale de l'Allemagne est une catastrophe qu'il prévoyait et qui, néanmoins, l'écrase. Et la conclusion ironique de son destin, c'est qu'il reçoit, par l'effet même de la révolution, qu'il n'a pas voulue et qu'il abhorre, un poste de ministre, non pas du Reich, mais du petit pays auquel il appartient : ainsi la défaite lui apporte le couronnement de sa carrière.

Theodor Chindler est un homme digne de respect, et peut-être même d'amour. L'auteur, en général, ne veut dénigrer personne; il ne nie la bonne volonté de personne; il veut montrer seulement comment cette volonté peut être paralysée par un certain manque d'initiative, par l'habitude d'obéir, et sans doute par un amour excessif de l'ordre.

La femme de Chindler, qui ne se préoccupe pas de politique en dehors de la carrière de son mari, souffre sans s'en rendre compte de ce qu'elle est prise dans l'engrenage de certaines conventions, de certaines idées préconçues qui l'empêchent de trouver un langage commun avec son mari et ses enfants. Elle est capable de repousser un élan de tendresse tout spontané de son fils parce qu'il ne s'accorde pas avec ses idées sur l'éducation et la discipline. Ce manque de sensibilité et de compréhension se montre surtout dans ses relations avec le plus jeune de ses fils, Léopold, et sa fille Maggie, qui ont respectivement, au début du livre, quinze et dix-neuf ans. Ses deux fils aînés, Karl et Ernst, s'en vont au front dès la déclaration de guerre. Karl est un être assez ordinaire, chez qui l'attitude conventionnelle de début — c'est un brillant officier — s'humanise par la suite dans les lettres qu'il écrit du front et qui ne sont pas sans amertume. Ernst, lui, est un être plus complexe et par là même plus malheureux. C'est surtout à travers ses yeux que l'auteur nous fait voir la guerre, en particulier la grande offensive de Joffre en Champagne, dont il donne une admirable description et une interprétation fort intéressante du point de vue psychologique et militaire. L'expérience de la guerre signifie avant tout pour Ernst un certain détachement de ce qui faisait auparavant le sens et le contenu de sa vie. L'infidélité avouée de sa femme ne le touche pas comme elle l'aurait touché auparavant; la maison paternelle ne lui est chère que parce qu'elle lui rappelle son enfance. Et la guerre elle-même lui paraît de plus en plus incompréhensible et inutile, tout en l'attirant par cette permission qu'elle semble donner de ne plus réfléchir, de faire ce que font tous les autres, de se perdre dans l'obéissance impersonnelle.

A sa femme, Lilli, la guerre apporte également une expérience nouvelle : l'expérience de la liberté absolue et aussi d'un vide absolu. C'est une femme belle, riche, intelligente, une femme sensuelle, mais pour qui l'amour

ne peut signifier que se donner corps et âme à quelqu'un dont la vie aurait un sens et pourrait donner ainsi du sens à la sienne propre, car justement elle en manque et souffre d'en manquer. Un tel être, elle le cherche, mais elle ne le trouve point. Au début du livre, elle se donne, par une sorte de caprice, à un camarade de son mari revenu pour quelques jours du front, mais elle se reprend aussitôt, parce qu'elle sent qu'elle ne pourra l'aimer. Plus tard, elle devient pour quelques jours la maîtresse d'un banquier qui n'est plus jeune, mais qui lui paraît capable de construire quelque chose, de prendre parti, d'agir. Mais lui aussi la déçoit, et elle le quitte. Son mari revient de la guerre grièvement blessé; elle le soigne, mais il ne peut pas lui donner ce qu'elle désire, et elle songe déjà à un autre homme, ami d'Ernst, dont il lui a cité un trait qui lui fait une vive impression. Il est naturel que la famille Chindler ne la comprenne ni ne l'approuve, quoique le père ait un certain attachement pour elle et quoique Léopold l'aime sans qu'elle le sache. Ce Léopold a même quelque chose qui lui ressemble : c'est un adolescent délicat, instable, insatisfait. Les pages que lui consacre l'auteur sont parmi les plus belles du livre, comme celles aussi où il parle de son ami Vierling, jeune être assez vicieux qui pense à le séduire, mais qui n'y arrive pas parce qu'il l'aime d'un amour trop réel, et qui finit par se suicider entre deux leçons, dans ce lycée dont ils sont tous deux des élèves.

Ce que l'auteur nous montre à travers ces personnages est la décomposition d'une famille et d'une société bourgeoises, accélérée par l'anarchie intérieure qui est le résultat de l'ordre et de la discipline absolus imposés par la guerre. Mais il y a autre chose encore dans son livre : un aperçu sur le monde ouvrier, tout aussi désenchanté, au fond, que l'autre, quoique ce monde en lui-même lui paraisse bien plus sympathique. Maggie, la fille des Chindler, devient infirmière au début de la guerre et rencontre un blessé, Koch, qu'elle aime, dont elle devient la

compagne ; ce sont eux les personnages du livre que l'auteur aime le plus, dont il suit la destinée avec le plus de tendresse. Koch est un être admirablement ouvert aux hommes et au monde, libre, généreux. Homme cultivé, doué pour les choses de l'esprit — il a écrit une thèse d'histoire de l'art que la Faculté n'a pas acceptée à cause de ses tendances marxistes —, il a épousé librement la cause des ouvriers, celle de la paix, il a adhéré au parti social-démocratique. Seulement, la politique du parti ne le satisfait point. Il trouve qu'il y a là trop d'organisation prise comme fin en soi, trop de promesses d'un avenir qui se fera soi-même; ceci engendre une mentalité sectaire, qui ne connaît que les mots d'ordre toujours les mêmes et oublie les besoins immédiats des ouvriers, du peuple, du pays. Il essaie donc de faire de la propagande pour son propre compte; on le met en prison. Selon ses indications, Maggie part pour Berlin, entre comme ouvrière dans une usine et finit par être mise en prison, elle aussi, pour avoir passé à un prisonnier de guerre français des journaux de son pays. Quand ils sont relâchés tous les deux, la défaite et la révolution approchent. Nous ne pensons pas qu'on ait jamais donné une si admirable et pénétrante peinture de ce qu'était le Berlin de 1918, des milieux ouvriers, ni de la mentalité social-démocratique. Koch retourne finalement dans la ville où habitent les Chindler. Au moment de la révolution, c'est lui qui dirige le conseil des ouvriers et des soldats. Mais la social-démocratie est une fois de plus, comme au début de la guerre, pour la discipline, pour l'ordre. Elle forme une coalition gouvernementale avec le centre (grâce à laquelle, précisément, Chindler devient ministre), elle fait venir la force militaire de la ville voisine pour faire cesser toute révolte. Koch essaie de convaincre les soldats de ne pas tirer sur leurs camarades; mais il est tué, et sa cause est perdue.

Quelle est donc cette cause ? Est-ce simplement celle d'un mouvement socialiste plus radical, du communisme,

des méthodes soviétiques ? Point du tout; c'est, en premier lieu, la cause de la liberté. Car ce qui fait l'intérêt du livre de M. von Brentano, c'est avant tout cette intuition intense d'une Allemagne dont le péché originel consisterait précisément à ne pas connaître ou à vouloir étouffer toute liberté véritable, et par là même toute responsabilité, toute indépendance de pensée, au moins d'une pensée qui prétend se prolonger en actes, c'est-à-dire d'une pensée politique. De là, selon lui, l'échec de la guerre, malgré les qualités admirables des combattants; de là l'échec de la révolution, malgré les qualités admirables de la classe ouvrière, et de là aussi, enfin, l'échec personnel de tant d'êtres qui n'arrivent pas à s'affirmer librement devant la vie parce qu'on leur a appris à obéir là où il aurait fallu juger, choisir, et peut-être refuser. On a souvent parlé de l'étonnant esprit de discipline propre aux Allemands; M. von Brentano a montré ce que cet esprit peut avoir de dangereux pour l'hygiène morale de la nation. Et il l'a montré non par des considérations abstraites, toujours contestables, mais en créant une œuvre vivante et qui restera, un livre que devront lire tous ceux que touche la tragédie d'un grand peuple et que ne laisse pas indifférents la destinée du monde européen.

WLADIMIR WEIDLÉ.

Les aspects du film en Allemagne

La *Reichsfilmkammer* s'est occupée avec le plus vif intérêt des manifestations de l'écran à l'Exposition de Paris. Elle a donné une large publicité aux déclarations de notre ambassadeur à Berlin et les reproduit *in extenso*. Nous y lisons :

La technique se montra rarement aussi complète compagne et servante de l'Art. Cela se manifeste de la manière la plus évidente dans l'activité cinématographique. L'Art cinématographique ne saurait se passer d'une technique supérieurement développée à laquelle son potentiel est indissolublement lié... Dans son ensemble, film romancé, film documentaire ou événements d'actualité, il est devenu le miroir en lequel se reflète la vie populaire de chaque nation, et, par là même, promoteur de la compréhension et de l'estime des peuples pour les particularités et les réalisations qu'ils accomplissent. Le film remplit donc une mission qui dépasse de loin ses applications immédiates : celle de contribuer à l'apaisement du monde.

Tandis que le Président de la *Reichsfilmkammer*, le Ministre d'État, Professeur Dr Lehnich disait :

Les films allemands sont l'expression de *la volonté de vie de l'Allemagne*. Souvent déjà le film allemand a pu, en facteur important de notre vie culturelle, entrer en paisible compétition avec les productions cinématographiques d'autres nations. Nous rappelons ici, entre autres, l'Exposition internationale du film à Venise. Plus d'un succès remarquable nous échut, et le film allemand put, devant un forum international, non seulement s'affirmer, mais encore remporter mainte belle victoire. L'Allemagne se réjouit donc de l'occasion que lui offre l'Exposition mondiale de Paris, d'apporter une fois de plus le témoignage de la forte impulsion et du développement de sa production cinématographique. Puisse, cette fois encore, e film allemand remporter un succès...

*
* *

En avril dernier, la censure a examiné 217 films en longueur totale de 102.389 mètres. Dont 37 films romancés avec 96.225 mètres et 180 documentaires. — Il fut attribué des mentions, à savoir : 27 films furent déclarés avoir une valeur politique; 28 avoir une valeur artistique; 2 films furent déclarés avoir une valeur culturelle; 66 ont une valeur quant à la culture populaire, et 32 ont une valeur pédagogique.

Formidable activité de la production cinématographique dans la propagande touristique d'Allemagne. En une seule année *800.000 mètres* de bandes ont été envoyées à l'étranger dans ce but, donnant lieu à plus de *1/2 million* de « visionnements »... et à plus de *14.000 conférences*. Tous les plus beaux paysages d'Allemagne passent ainsi sur l'écran dans le monde entier et aussi tout ce qui peut attirer le touriste, notamment les grands autostrades, la démonstration pratique de toutes les facilités modernes minutieusement organisées pour l'étranger qui voyage en Allemagne.

J'en demeure rêveur. Avons-nous fait donner 14.000 conférences sur nos paysages?

On le sait, le ressort suprême du cinéma allemand, c'est l'État. Et, du reste, des réorganisations fondamentales laissent percevoir toujours plus nettement que les grandes maisons productrices sont soumises à son autorité *directe*. On vient d'appliquer à deux d'entre elles... les plus importantes, *Ufa* et *Tobis*, les principes que le Ministère de la Propagande compte mettre en pratique généralisée. C'est-à-dire le droit reconnu aux artistes d'avoir voix prépondérante dans les directives du film, dans la production et la conception économique de la cinématographie allemande.

On a, en outre, relié *Ufa* et *Tobis* pour toute une série de questions commerciales et artistiques, considérant comme du temps perdu des compétitions de firmes. Le comité artistique décide du choix des scénarios, de la désignation des acteurs. Il contrôle le travail dans les studios. Il veille à ce que le négatif soit toujours prêt à temps. Il règle tout ce qui concerne les domaines relatifs à la production et qui s'y rapportent.

Il est intéressant de suivre les corrélations toujours plus étendues du film allemand avec toute la substance même de l'État. Des délégués du Ministère de l'Air sont chargés de l'orientation à donner *systématiquement* à l'établissement du film se rapportant à ce domaine. Dans le développement vertigineux des armements, l'Allemagne s'est servie depuis un an du film d'une manière constante, afin de parfaire la formation de ses « hommes de l'air ». Le film technique et scientifique appartient désormais au Ministère de l'Air. D'où l'étroite collaboration qui s'est établie entre celui-ci et la production du film allemand. On estime que le film joue un rôle plus étendu encore : qu'il a établi la liaison entre le peuple et ses forces aériennes. Il a *popularisés* les forces aériennes du pays. Il a suscité les vocations pour cette arme... il a mis en mouvement la jeunesse allemande dans son enthousiasme, et enfin il a généralisé dans la nation entière des connaissances rationnelles de ce que tout homme moderne doit savoir dans le monde d'aujourd'hui. Il a familiarisé la femme avec ce que devra être son rôle dans les épouvantes apocalyptiques que réserve la guerre intégrale aux populations civiles. Et peut-être est-il là un détail qui échappe à maint spectateur de salle de cinéma : l'importance suprême de la familiarisation avec ces sortes de choses. Les paniques seront réservées au pays qui n'auront pas voulu ou qui n'auront pas su faire passer leurs nationaux par cette école préparatoire du film. Et que les pacifistes ne grincent pas des dents. Celui-là seul « tiendra » qui se sera préparé... dans les masses profondes. Cela ne s'improvise pas.

La même « systématisation » du film a amplement donné à l'Allemagne le recrutement de sa marine. J'ai étudié de près et sur place l'inimaginable « noviciat » des candidats aux fonctions d'officiers de la marine marchande. C'est tout bonnement hallucinant. Je me souviens, en particulier, de telle croisière de tour de monde sur un énorme voilier où l'eau était rationnée de telle sorte que chaque journée devenait un véritable martyre. Et ces gens, *systématiquement torturés, tenaient*... et il y en avait des quantités d'autres prêts à suivre la même et dure voie. Le film allemand prépare cette perpétuelle relève.

Au moment où mon collaborateur rentre d'un voyage en Prusse-Orientale, ayant pu étudier sur place l'immense acti-

vité de l'Association *Force par la joie*, qui est l'organisation gigantesque du « Front du travail », j'ai aiguillé moi aussi mon attention vers ce formidable foyer d'action du national-socialisme. Et j'en éprouve une mélancolie... à voir... tout ce que nous ne faisons pas dans ce champ d'incomparable puissance nationale et internationale qu'est le film. Ainsi, par exemple, cette *systématisation de l'optimisme*, comme attitude vis-à-vis de l'existence. Toutes les tendances, tous les courants créés par ce principe, on les retrouve dans une formule claire et rationnelle : simplifier l'existence pour que les satisfactions qu'on y peut atteindre, culturellement, soient à la portée de tous. Et là se place, entre bien d'autres, la *vulgarisation de la technique du film*, le développement *immense* que prennent les Associations de « Cinéastes amateurs ». On a préparé un grand congrès à leur intention, et où le délai final d'inscription expirait le 31 mai. Immense concours où tous les amateurs-cinéastes d'Allemagne sont conviés à envoyer leurs films au *Bund Deutscher Filmamateure, Berlin-Charlottenburg, 4, Dahlmannstrasse.* — Ce concours a servi d'éliminatoire pour le grand concours international organisé à Paris du 6 au 12 septembre. C'est le 19 juin que s'est réunie l'Assemblée Générale de l'Association et qu'elle a fait passer les films primés. Voici dix ans que cette Association fut fondée. Depuis lors le nombre de ses membres a doublé.

En outre, et là encore, *collaboration germano-nippone* : L'Association similaire du Japon a invité l'Association allemande à son concours international d'août, et les trois premiers films allemands choisis sont nommés : *Petite tragédie royale... Bommerli... Printemps au lac de Constance.*

Nettement, la ligne générale s'affirme : apporter en grands documentaires à peine romancés l'expression des conceptions allemandes... et on prépare par des études approfondies les sujets qui paraissent importer par-dessus tous autres : le film de l'ouvrier allemand... du soldat allemand... de la jeunesse allemande... de la femme allemande. — Cela afin de prouver que le passé est révolu, aboli et dans ses opinions qui paraissaient définitives et dans ce qui est l'idéal de la beauté... l'idéal de la vie et des aspirations... et dans la hiérarchie sociale, où, désormais, le travailleur est considéré comme le facteur suprême de la grandeur de la patrie. Quand il s'agit de films humoristiques, de la comédie à l'écran ou

des scènes allemandes : assez de « gens chics ». Place au peuple. Et quant au corps humain, que ce soit un idéal qui n'ait pas besoin de robes ou de coupes dernier cri. Que la beauté réside désormais dans le corps lui-même, imposant son esquisse sculpturale aux plus simples vêtements. — Et enfin que le soin de la *partition* en fasse de plus en plus une œuvre d'art digne des grandes traditions de la musique allemande.

***

Le film... collaborateur de l'État. Ainsi l'Exposition qui eut lieu à Berlin au mois de juin avait pour devise le mot du Führer : *Donnez-moi quatre ans*. Cela, pour atteindre à l'indépendance économique de l'Allemagne. Et il est certain que le film, résumant cette exposition, apporte une étude d'un rare intérêt. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'indépendance pétrolifère de l'Allemagne est, désormais, à peu près acquise. Que les autos allemandes puisent au carburant national... que le caoutchouc se « fabrique » en Allemagne... et tant d'autres choses encore ! Tout cela, c'est au film que l'État demande de le faire connaître au grand public, et en premier lieu en Allemagne intérieure. Mais j'estime que... hors d'Allemagne cette vision serait utile aussi... et qu'elle ouvrira bien des perspectives sur ce que réserve encore l'avenir.

Le grand événement fut la première représentation (mais elle eut lieu à Stuttgart) de *Condottieri*, le grand film Luis Trenker, *italo-allemand*. Cet ex-ingénieur qu'une irrésistible attirance amena au film, Luis Trenker, est un très grand acteur. Dans ce film, il est aussi le véritablement génial metteur en scène d'une somptueuse bande. Tout cela, il faut savoir, en constater les formidables conséquences internationales. Étroite collaboration *italo-germanique* dans la cinématographie. Ultra-active collaboration *germano-japonaise* dans *La Fille du Samuraï*, qui va se continuer et s'amplifier. Nul ne recule, sur ce terrain capital du film, devant des mises de fonds qui sont des fortunes... et près desquelles on considère tristement les miracles de néant financier sur lesquels doivent s'édifier nos films français.

PEYREBÈRE DE GUILLOUTET.

THÉATRE

« La pièce que la Comédie française a l'honneur d'inscrire à son répertoire est de M. François Mauriac. » La répétition générale d'*Asmodée* marque-t-elle, comme celle de *Siegfried*, une date importante dans l'histoire du théâtre contemporain? Il est encore trop tôt pour le dire. Ce qui est sûr, c'est que M. François Mauriac n'est plus uniquement un romancier. Ses lecteurs connaissaient son sens du drame : nous savons maintenant qu'il a le sens du théâtre.

Il ne suffit pas d'admirer le style d'*Asmodée*. Ceci pourrait n'être qu'une opinion de lecteur. M. François Mauriac présente des personnages qui ont le droit de ne pas s'exprimer comme des charretiers; nous les voyons à un moment pathétique et décisif de leur vie, livrés à des pensées qui ne sont pas quotidiennes. Le théâtre n'exclut pas le dialogue écrit : il exige simplement que celui-ci crée un climat dramatique, oblige le spectateur à suivre les personnages sur la scène comme des êtres vivants et à regarder ces créations comme des créatures. Que M. François Mauriac obtienne cet effet aux deux ou trois points culminants de la pièce, et l'expérience du 22 novembre 1937 aura prouvé qu'il peut rester un écrivain en devenant un dramaturge, ou plutôt devenir un dramaturge sans cesser d'être un écrivain.

En concevant *Asmodée*, l'auteur du *Nœud de vipères* avait deviné le mystère du théâtre. En voyant travailler le metteur en scène et les comédiens, il en a pris pleine conscience, comme le montre son admirable article dans *Le Figaro* du 18 novembre. Ce mystère est celui de l'acteur. Entre le personnage du roman et le personnage du drame, il y a un monde, celui de la vie réelle et présente qui, même prêtée, possède la consistance, la durée, la chaleur de l'existence. En relisant cet article après avoir vu *Asmodée*, il apparaît clairement que, dès maintenant, M. François Mauriac est un homme de théâtre en progrès; il a déjà profité de l'expérience, compris que le dramaturge se forme devant la scène, que ses interprètes sont pour lui d'indispensables « moniteurs ».

Dire que l'on attend beaucoup, c'est, sans aucun doute, reconnaître qu'*Asmodée* doit être dépassée. L'œuvre est de celles qui s'imposent à l'esprit; elle ne le quitte pas après le cinquième acte; il y revient le lendemain. Au cours de ces réflexions, ce qui était obscur devient plus clair, ce qui semblait invraisemblable s'explique. Peu à peu les souvenirs de la représentation se perdent dans une reconstruction et, devenue intelligible, la pièce surgit avec sa grandeur originelle. Tout le problème d'*Asmodée* est dans ce retard.

M. François Mauriac est homme de théâtre, mais d'un certain théâtre. La réalité dramatique est intérieure. Comme elle tient aux passions et aux vocations, chaque âme est dramatique dès qu'elle jouit d'une intimité. N'échappent à cette loi de l'existence spirituelle que les êtres vivant à la surface d'eux-mêmes. Dans *Asmodée*, tous les personnages ont leur drame, sauf les enfants et le grand enfant dont la présence déchaîne tous les drames à la fois. Il y a donc deux mondes, celui de l'enfance préservée et celui de l'humanité; le passage de l'un à l'autre crée même le drame d'Emmanuèle. Que les premières scènes créent immédiatement une sorte de nébuleuse dramatique, que celle-ci se précise lentement en formes distinctes, que jusqu'à la dernière réplique le spectateur guette des secrets, telle est la réussite décisive de François Mauriac.

On parlera de la beauté et de la puissance de cette œuvre, non de sa perfection. Pourquoi? Entendons-nous bien sur la portée du mot « invraisemblance ». Personne n'a le droit le trouver invraisemblable un personnage ou une situation. La réalité dépasse en horreur et en grandeur tout ce qui peut être inventé. Mais ce qui est inventé doit provoquer en nous l'attitude que nous prenons spontanément devant la réalité; définir cette attitude est difficile : c'est une foi, et peut-être l'étonnement n'est-il qu'une hésitation de cette foi. Le dramaturge, comme le romancier, a le droit de nous étonner à condition de nous contraindre à la foi malgré l'étonnement. Paul Bourget parlait de « crédibilité ». Pourquoi n'est-elle pas ici cette brutalité qui abolit la réflexion? Pourquoi est-elle, au contraire, ce qui arrive après réflexion, comme une sorte de résignation?

Le principal personnage d'*Asmodée* est une des plus inté-

ressantes créations de M. François Mauriac. M. Couture a été séminariste pendant quelques mois. Ses supérieurs, dit-il, l'ont écarté parce qu'il exerçait sur ses camarades une influence trop personnelle. Sa vocation est de diriger les âmes, et même de les préserver de leurs propres penchants. Vocation qui pourrait en faire un grand type humain si sa taille le permettait. Mais M. Couture n'est qu'un personnage de petit format; sa vocation s'est dégradée en ambition; le goût de la direction est devenu besoin de domination; la charité n'éclaire pas son cœur lorsqu'il préserve une âme du danger. Si M. Mauriac fait apparaître un modeste prêtre de campagne, c'est pour éclairer indirectement le mauvais prêtre manqué, le mauvais prêtre sans soutane. L'humble curé traverse la scène juste le temps de nous montrer la vérité du sacerdoce : elle commande d'abord le respect des âmes. La petite Emmanuèle est-elle appelée à quitter le monde ou à fonder un foyer? Le pasteur digne de ce beau nom aime d'abord en elle la liberté de la créature.

L'ambition de M. Couture est un mélange de vanité et d'avarice transposée. Il se vante de son pouvoir comme d'une spécialité. Il découvre dans la domination une espèce de possession. Aussi toutes ses passions d'homme viennent-elles se perdre dans celle qui est devenue sa loi. Certes, il s'intéresse tout particulièrement aux femmes, et ce n'est pas sans effort qu'il se contente de leur âme. Il n'est donc pas Tartufe, car celui-ci n'est concevable que confortablement installé dans sa tartuferie. Son ambition le condamne à refouler Tartufe, disons même : à le dépasser; la noblesse originelle de sa passion apparaît précisément dans cet ascétisme, signe de ce qui reste de spirituel dans une spiritualité invertie. De Tartufe, il n'a conservé que le génie de l'insinuation, mais, dans son âme, ce talent fait plutôt penser aux malheureuses femmes du *Secret* d'Henry Bernstein et de *Rosmersholm* d'Ibsen.

Tel est M. Couture ou l'envers du prêtre. L'erreur de M. Mauriac est, à notre sens, d'en avoir fait un maniaque. Ce personnage est précepteur dans une vieille maison des Landes habitée par une jeune veuve et ses enfants. Mme de Berthas est rapidement devenue l'âme à dominer; pendant sept ans, il s'est appliqué à la préserver contre toute tentation, même légitime, et, lorsque le rideau se lève, une situation étonnante nous est proposée. Mme de Berthas accepte

d'avoir dans sa maison un précepteur qui lui reproche une promenade à cheval et lui fait des observations d'une stupidité grossière. Bien plus, nous constatons qu'elle a laissé entrevoir à cette étranger certains détails de sa vie la plus intime. C'est ici qu'il faut bien parler d'invraisemblance. D'où vient-elle?

D'abord d'une difficulté d'interprétation. M. Couture a quelque chose de prolétarien; ses tirades contre les riches viennent de loin, du quartier populeux où il a passé son enfance. En outre, si son cas est exceptionnel, on sent l'homme près de la nature; ce bon latiniste est un gars robuste et rude, au sang chaud et un peu épais, passant de la maîtrise de soi la plus calculée à l'explosion la moins habile. Il y a dans sa passion du paysan rusé et avare. Mais il paraît que cet homme laid possède aussi un charme étrange; il rappelle ces sorciers qui agissent on ne sait trop comment. Trouver un acteur devenait alors presque impossible. En choisissant M. Ledoux, on décidait de sacrifier le sorcier. L'admirable interprète de *Chacun sa vérité* donne aux grandes scènes d'*Asmodée* un relief saisissant. Dans l'insinuation comme dans la violence, son intelligence parfaite du rôle est accordée au physique du premier M. Couture : il ne dépendait plus de lui de faire surgir le second.

Ceci reconnu, l'invraisemblance a une source plus profonde dans la psychologie de Mme de Berthas. Supposons une jeune veuve, mère de quatre enfants, isolée dans un coin des Landes; nature un peu molle, sans vitalité très exigeante, elle est heureuse d'avoir sous la main un homme qui est non seulement un bon précepteur, mais quelqu'un capable de suppléer le régisseur et visiblement doué par le commandement. Elle s'appuie sur lui; dans la monotonie des longues soirées d'hiver, elle livre lentement son âme et oublie les distances; les services rendus sont tels qu'une demi-tyrannie la laisse indifférente. Mme de Berthas est-elle ce personnage? Il est possible que l'auteur ait essayé de nous le faire croire. Mais comment s'arrêter à cette image devant cette femme jeune et équilibrée, sans illusions sur la taille de M. Couture, sachant trouver les formules cinglantes qui le mettent à sa place, capable enfin d'être troublée par un jeune adolescent et de souffrir à l'approche de son automne?

Ni M. Couture ni Mme de Berthas ne sont dépourvus de

« crédibilité » : leur relation en est privée. Que l'auteur l'ait soupçonné, c'est ce qui expliquerait les longueurs de sa pièce appelées par une certaine volonté de justification. Mais, en écoutant les excellents interprètes, M. Ledoux et Mme Bauer, il est impossible de ne pas se demander comment une pareille femme tolère un pareil homme dans sa maison.

Si une relation invraisemblable au centre de cette pièce n'en détruit pas la puissance dramatique, si l'œuvre nous tient même lorsqu'elle semble ne plus tenir, c'est parce qu'*Asmodée* n'est pas une intrigue avec des personnages qui tournent autour. Chaque être a une âme avec son mystère et son destin qui nous intéressent; la personnalité est ici la souveraine valeur dramatique, comme elle est, dans la vision chrétienne du monde, la souveraine réalité. Aussi serait-il possible de reprendre l'œuvre au point de vue de chaque personnage et de transformer le compte rendu en commentaire. Ce que M. François Mauriac affirme aujourd'hui, c'est la primauté du drame sur la trame (1).

M. Jacques Copeau est le metteur en scène prédestiné pour un tel théâtre. Devant son œuvre et celle des interprètes, ne regrettons qu'une chose : qu'un tel spectacle n'ait pas été offert aux étrangers venus à Paris pendant l'Exposition.

HENRI GOUHIER.

(1) Ces pages ont été écrites le lendemain de la répétition générale. Depuis, un document capital a été versé au débat : l'article de François Mauriac, *Monsieur Couture*, dans *Le Figaro* du 4 décembre 1937. Retenons hâtivement quelques points : 1° Quelques lignes de l'auteur sur Emmanuèle invitent à reprendre *Asmodée* au point de vue de ce personnage, et une étude faite à ce point de vue serait sans doute celle qui éclairerait le plus directement la signification chrétienne de la pièce; 2° Je n'avais pas abordé ce dernier problème parce qu'il me semble devoir être traité, dans une chronique dramatique, après le problème *purement dramatique* de la relation entre M. Couture et Mme de Berthas; 3° Dernière précision sur cette relation : ce qui est « invraisemblable », ce n'est pas cette relation telle que nous la voyons pendant les cinq actes de crise, mais nous n'imaginons pas comment elle a pu s'établir avant le lever du rideau; c'est cette projection d'un passé peu intelligible qui nous gêne.

A TRAVERS LES REVUES

Mesures. — Ne résiste guère aux invasions des littératures étrangères, mais reste souvent, et par là même, riche et intéressante pour le lecteur que ne rebute pas son ésotérisme extrême. Le numéro de juillet contenait une traduction de la conférence de HEIDEGGER : *Hölderlin et l'essence de la poésie*; le numéro d'octobre, un important fragment d'une traduction, par PAUL PETIT, du livre de Kierkegaard, intitulé : *Post-scriptum final et non scientifique aux « Miettes philosophiques ». Traité mimico-pathético-dialectique, message existentiel,* — qui semble bien être l'ouvrage capital du penseur danois.

Nouvelle Revue Française. — OCTOBRE : Une introduction à *Charles-Louis Philippe* donne à JEAN GIRAUDOUX l'occasion de tenter une caractéristique générale des lettres françaises. Morceau exagérément brillant, et dont la lecture laisse partagé. Voici la thèse :

Quelle que soit la vigueur de l'impulsion qui pousse un Français à écrire, elle aboutit, le premier mot tracé, non à une œuvre d'écrivain, mais de lettré. De sorte que, depuis les troubadours jusqu'aux surréalistes, le répertoire de notre littérature est le plus complet concours général d'éloquence, de finesse et de logique qui se soit livré entre les hommes, et le plus palpitant, mais, comme dans les concours généraux et les exercices scholastiques, il semble que ce soit sur des sujets fixés à l'avance depuis des siècles, et retirés de l'humanité contemporaine. Pour tout ce qui n'est pas le tournoi d'une cour de hauts jeux de l'âme, l'expression y est remplacée par la considération. Il y a dans notre littérature des considérations sur la misère, pas une seule expression de la misère, et il en est de même pour tous les besoins, les appels et les souffrances primitives... Littérature de ruminement, c'est-à-dire une littérature euphorique...

NOVEMBRE : ANDRÉ MALRAUX donne la première partie du

livre qu'il est allé demander à la guerre d'Espagne. On ne peut oublier, tout au long de ses pages, le caractère si artificiel de leur origine. C'est sans doute ce manque initial de gratuité qui empêche que, malgré l'extraordinaire pouvoir qu'a Malraux de faire subir aux faits dont il est le témoin, et qui sont chaque jour l'objet du traitement journalistique le plus dégradant, la sublimation, la *pasteurisation* nécessaire à leur création proprement littéraire, on ne retrouve nulle part l'accent vrai de *La Condition humaine*. A aucun moment, et malgré la matière, dramatique s'il en fut, on ne dépasse le reportage de grande classe.

Le Gérant : E. Aubin. — Imp. E. Aubin et Fils, Ligugé (Vienne)